

PREFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon

Nîmes, le 24 mars 2014

Unité Territoriale Gard-Lozère
Subdivision ICPE Gard-Sud
362, rue Georges Besse
30035 NIMES CEDEX 1

Nos réf. : CI/CB
Affaire suivie par : Céline INFRAÏY
Tél. 04 344 667 15 – Fax : 04 344 667 36
celine.infray@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

DÉSIGNATION DE L'EXPLOITANT :

Raison sociale : **SITA SUD**
Adresse du siège social : Rue Antoine Becquerel
ZAC de la Coupe
11100 NARBONNE

ÉTABLISSEMENT CONCERNÉ :

Projet de création d'un Pôle de Recyclage et d'Élimination de Déchets Non
Dangereux à BELLEGARDE
Assujettissement TGAP : OUI

CONTACTS

Directeur général : M. Stéphane LETERRIER
Directeur Pôle Développement : M. Sylvain GOLLIN
Téléphone : 04.42.99.12.99
Télécopie : 04.42.99.12.98

1. RAPPELS

Un premier dossier de demande d'autorisation d'exploiter des installations de Recyclage et d'Élimination de Déchets Non Dangereux à BELLEGARDE a été déposé par la société SITA SUD en préfecture du Gard le 04 décembre 2012.

L'examen de ce dossier a fait apparaître qu'il n'était pas recevable en l'état. Un relevé des insuffisances constatées concernant son caractère complet et régulier a été établi et transmis par la préfecture du Gard à l'exploitant le 14 février 2013.

Une nouvelle demande a été déposée en préfecture le 05 avril 2013 par la société SITA SUD. Conjointement avec le dossier de demande d'autorisation d'exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux, l'exploitant demande l'institution de servitudes d'utilité publique, à l'intérieur d'un périmètre délimité autour du site.

Ces dossiers ont été jugés recevables en mai 2013.

2. DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER

2.1 EXAMEN DU DOSSIER

2.1.1 – Objet de la demande

La demande d'autorisation concerne:

- une installation de pré-tri, tri, regroupement, transfert et valorisation de déchets non dangereux d'une capacité annuelle de déchets entrants de 90 000 tonnes ;
- un affouillement du sol (rubrique carrière) afin de générer le vide de fouille nécessaire à l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) incluant la sortie des matériaux extraits hors du périmètre ICPE en vue d'une valorisation à terme sur site et hors site ;
- un stockage temporaire, sur site, d'une partie des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'ISDND ;
- une installation de stockage de déchets non dangereux d'une capacité annuelle de déchets stockés de 200 000 tonnes;
- une installation connexe de traitement des lixiviats par valorisation du biogaz et combustion en torchères des biogaz excédentaires.

Dans le cadre de ce projet, la société SITA SUD demande également à être agréée pour pouvoir accepter et traiter sur l'unité de Tri-Valorisation des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages afin d'obtenir de l'énergie ou des matériaux réutilisables.

2.1.2- Présentation du demandeur-Capacités techniques et financières.

La société SITA SUD, est une filiale de SITA FRANCE (pôle propreté de SUEZ Environnement).

Elle est spécialisée dans la collecte, le tri, la valorisation, le traitement et le stockage de déchets. Elle exploite en Languedoc Roussillon plusieurs installations de tri ou de traitement notamment, un centre de stockage de déchets non dangereux à Narbonne dans l'Aude et un centre de tri de déchets non dangereux et une plate-forme de compostage de déchets verts à Marguerittes dans le Gard.

2.1.3- Localisation du site

Le site est situé sur la commune de Bellegarde, le long de la RD 38 en direction de Saint-Gilles, dans le Département du Gard (30). Il est distant d'environ 5 km de ces deux bourgs. L'accès se fait par la route départementale RD38, reliant Saint-Gilles à Bellegarde.

Les terrains du projet ont aujourd'hui une vocation agricole mais les documents d'urbanisme prévoient pour cette zone l'implantation d'ICPE.

D'autres installations classées pour la protection de l'environnement sont exploitées dans la zone du projet, les installations de traitement de déchets de SITA FD, la carrière CALCIA, une plate-forme de compostage exploitée par TERRALYS.

2.1.4- Parcelles concernées par la demande.

La demande d'autorisation porte sur une emprise totale de 25 ha 21 a et concerne les parcelles suivantes :

ZONE	PÔLE DE VALORISATION ET D'ÉLIMINATION DE DÉCHETS NON DANGEREUX	N° PARCELLE
BELLEGARDE	ENSEMBLE DU PÔLE	E 640, 1069, 1071, 1175, 1176, 1177, 1178, 1253, 1255, 1419PP
	UNITÉ DE TTR VALORISATION	E 1253
	INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX ULTIMES	E 640, 1071, 1175, 1176, 1177, 1178, 1253, 1255, 1419PP
	ZONE DE STOCKAGE DES MATÉRIAUX SUR SITE	E 640, 1071, 1175, 1178, 1253, 1255, 1419PP
	UNITÉ DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS PAR VALORISATION DU BIOGAZ	E 1253
	TORCHÈRES	E 1253

La société SITA SUD détient la totalité de la maîtrise foncière de ces parcelles.

Conformément à l'article L. 541-27 du code de l'environnement la demande d'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets est présentée avec l'accord exprès des propriétaires des parcelles et en faisant référence aux éléments de l'étude d'impact relatifs à l'état du sol et du sous-sol.

Conformément à l'article L. 541-27, les propriétaires devront être destinataires, comme le demandeur, de l'ensemble des décisions administratives intéressant l'installation.

2.1.5- Consistance des installations projetées.

Le projet prévoit principalement la création :

- d'un bâtiment dédié aux activités de pré-tri, tri, regroupement, transfert et valorisation matière ou énergétique de déchets non dangereux comprenant les équipements de tri de séparation, de broyage et de fabrication de combustible à partir des déchets ;
- d'un vide de fouille par l'excavation en 2 tranches de 3 400 000 m³ de matériaux ;
- d'une zone d'enfouissement des déchets dans le vide de fouille ;
- d'une zone de stockage en transit de matériaux minéraux nécessaire au fonctionnement du site d'une capacité d'environ 200 000 m³.

2.1.6- Classement des activités et régime.

La liste des installations et leur classement sous les rubriques de la nomenclature est présentée au chapitre 1.2 du projet d'arrêté joint au présent rapport.

2.1.7- Synthèse des éléments importants de l'étude d'impact présentée par le demandeur.

2.1.7.1 Caractérisation du site et de son environnement.

a) Le site.

Les parcelles concernées par le projet sont aujourd'hui boisées, en friche ou plantées de rosiers ou de blé par la Roseraie MEILLAND-RICHARDIER. Le bâtiment d'exploitation de la roseraie se trouve actuellement sur le site.

Le site est délimité :

- au Nord par l'autoroute A54 (Nîmes – Arles),

- à l'Ouest par un massif forestier avec au-delà, le Mas Golden (zone de stockage de matériaux de carrière) et le canal d'irrigation du Bas Rhône-Languedoc (BRL),
- à l'Est, par la RD38, et plus loin, par le canal du Rhône à Sète,
- au Sud par les installations de traitement et d'élimination de déchets exploitées par la société SITA FD.

La vision la plus nette du site se fait depuis l'autoroute ou la RD38 sur un linéaire limité.

b) Occupation des sols.

Le projet se trouve en zones Ncd et UEa du PLU de la commune de Bellegarde, où sont autorisées en particulier les installations classées, les activités industrielles en lien avec l'environnement et l'activité de centres de stockage de déchets ultimes, ainsi que les constructions nécessaires à leur fonctionnement.

L'emprise du site est concernée par les servitudes ou contraintes suivantes :

- Canalisations souterraines d'irrigation exploitées par la société du Bas Rhône Languedoc (BRL) ;
- Servitudes aéronautiques de dégagement ;
- Contraintes de recul vis-à-vis de l'autoroute A54 et de la route départementale RD38 ;
- Servitudes relatives aux monuments historiques.

c) Environnement humain.

Le site est globalement isolé en **contexte rural**, distant d'environ 5 km des bourgs de Bellegarde et de Saint-Gilles.

Les **habitations** les plus proches sont :

- Le Mas de Broussan, deux habitations situées à 400 m au Nord de la limite du site, en covisibilité,
- Deux habitations localisées au niveau du Mas Pichegut, situées à 500 m à l'Est de la limite du site,
- Le Mas de Gonnet, situé à 600 m à l'Ouest de la limite du site,
- Les habitations au lieu-dit Sainte Colombe, situées à environ 750 m au Nord-Ouest de la limite du site,
- Les habitations localisées à proximité de la station de pompage de BRL et au niveau du Mas Briquet, situées à 1500 m au Sud de la limite du site.

Aucune habitation n'est située dans le périmètre de 200 m autour de la zone de stockage projetée. Le site est relativement bien isolé vis-à-vis des habitations les plus proches.

Le dossier présente également une description des implantations, occupations ou activités (actuelles, en projet ou permises par les documents d'urbanisme), de tiers, situés à proximité des limites du site. De cette présentation il ressort qu'il n'y a pas dans ce périmètre d'occupation humaine autres que temporaires.

L'examen du respect des distances d'isolement est réalisé dans le paragraphe ci-dessous concernant la demande de l'institution de servitudes d'utilité publiques prévue par les articles L. 515-8 à L. 515-12 du code de l'environnement.

d) Paysages.

Le site est localisé en limite du relief des Costières, qui s'étend du Nord au Sud de Saint-Gilles à Bellegarde et marque une rupture avec la plaine de la Camargue.

Au vu de cette localisation, l'un des impacts potentiels majeurs des installations sur l'environnement est celui de leur insertion paysagère. Le dossier de demande d'autorisation contient une étude paysagère complète et adaptée au projet, pour identifier et justifier des mesures compensatoires prévues durant l'exploitation et pour les réaménagements. Plus particulièrement l'étude révèle que :

- le site est globalement isolé avec seulement deux habitations en covisibilité depuis le site (Mas de Broussan, et une villa au Nord de l'autoroute) ainsi qu'avec le monument historique (Prieuré Saint-Vincent de Broussan – au Nord de l'autoroute également),

- la vision la plus nette du site se fait depuis la RD 38 en direction de Saint Gilles (en perception rapprochée), depuis l'A54 sur un linéaire d'environ 1000 m (en perception éloignée et rapprochée), et depuis le chemin bordant le canal Philippe Lamour (en perception intermédiaire),
- sur le reste du pourtour du site, celui-ci bénéficie d'écrans visuels naturels constitués par une zone boisée avec feuillages persistants, qui s'étend sur une grande partie du versant oriental des Costières.

e) Environnement naturel.

Le site n'est concerné par aucune zone naturelle protégée. En effet les zones protégées les plus proches sont :

- La Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique (ZNIEFF), la plus proche se trouve à plus de 500 m à l'Est, de l'autre côté du canal et correspond au Marais de Broussan et Grandes Palunettes ;
- les Zones de Protection Spéciale (ZPS) « Costière nîmoise » (n °FR9112015), abritant notamment des populations d'Outarde canepetière et d'Œdicnème criard, situées au Nord (≈ 4 km) et à l'Ouest du projet (≈ 5 km) ;
- la ZPS « Camargue » situé à l'Est du projet (≈ 3,5 km);
- le site d'intérêt communautaire (SIC) « Petit Rhône » situé à l'Est du projet (≈ 3,5 km).

Il existe 5 Espaces Naturels Sensibles (ENS) proches du site ; 2 sont à proximité immédiate. Pour mémoire les ENS ont été mis en œuvre récemment par le département du Gard dans le cadre d'une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles boisés ou non, devant permettre :

- la préservation de la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues ;
- la sauvegarde des habitats naturels ;
- la création d'itinéraires de promenade et de randonnée ;
- la création d'espaces, sites et itinéraires relatifs aux sports de nature.

Le dossier contient une étude faune flore réalisée par cabinet spécialisé (ECOSPHERE).

La zone de l'étude a porté sur une superficie d'environ 35 ha. Elle comprend les emprises du projet (environ 25,2 ha) et ses abords immédiats : l'autoroute A54 au Nord, la RD38 et les cultures à l'Est, les actuelles installations de stockage de déchets SITA FD au Sud et une bande de boisement relictuel (chênaie verte ou yeuseraie) sur le coteau (Costière), dominé par une zone de ball-trap et des espaces urbanisés, à l'Ouest.

Sur la base de ces études et investigations l'étude d'impact conclut que la zone ne présente qu'un faible intérêt écologique, faunistique et floristique compte tenu de l'artificialisation des milieux dans un contexte périurbain et agricole. Le faible intérêt faunistique est expliqué par l'enclavement du site d'étude entre l'autoroute, les cultures maraîchères et les actuelles installations des sociétés SITA FD et TERRALYS.

Compte tenu de la situation géographique du site, de son état de dégradation actuel et des activités anthropiques diverses, cette zone n'est pas, selon les résultats de l'étude d'impact, favorable à une évolution écologique naturelle positive.

f) Eaux de surface

On recense à proximité du site :

- un canal de BRL, situé à 200 m à l'Ouest, en amont topographique et hydrogéologique de la zone d'étude et orienté Nord-Sud;
- le Canal du Rhône à Sète, en aval topographique et hydrogéologique du site, orienté également Nord-Sud, est situé à 600 mètres à l'Est du site;

- un second canal de BRL (canal Philippe Lamour), situé à 300 m au Sud du site, en aval topographique, orienté Est-Ouest,
- le Petit Rhône, à 3,8 km au Sud-Est du site, en aval topographique et hydrogéologique du site,

Les eaux des canaux BRL sont utilisées pour l'irrigation ainsi que pour sécuriser l'alimentation en eau potable (après passage dans des stations de traitement) de grandes agglomérations comme Nîmes, Montpellier, Narbonne, notamment pendant la période estivale.

Le canal du Rhône à Sète est principalement utilisé pour la navigation de plaisance. Des prises d'eau (essentiellement destinées à un usage agricole) et des rejets (stations d'épuration et autres industriels notamment) y sont réalisés.

Le Petit Rhône présente une qualité bonne à très bonne pour l'ensemble des paramètres mesurés, excepté pour les nitrates, les micropolluants sur eau brute (solvants chlorés) et les HAP sur eau brute (qualité moyenne) et pour les particules en suspension (qualité mauvaise).

Le SDAGE indique une qualité de l'eau du canal du Rhône à Sète, mauvaise entre Bellegarde, à partir de la station d'épuration, et l'écluse de Saint-Gilles. Ensuite la qualité est médiocre.

Le site s'inscrit au droit de la zone " nappe des Costières de Saint-Gilles " intégrée au SAGE " Vistre – Nappes Vistrenque / Costières ". Le SAGE est en cours d'élaboration.

Le canal du Rhône à Sète ne fait pas partie d'un SAGE compte tenu de son caractère " non naturel " ; aucune limite de qualité de l'eau n'est donc fixée par le SAGE.

Le site étudié n'est pas situé en zone inondable. Il est localisé à 600 m à l'Ouest des limites de la zone inondable relative à la plaine de la Camargue.

g) Contexte géologique

Le site est implanté au droit de la bordure méridionale du plateau plio-quadernaire des Costières à la plaine de Camargue.

L'étude d'impact indique que d'après les données de la Banque du sous-sol du BRGM, l'épaisseur des marnes du Pliocène présentes au droit du site est d'environ 300 mètres. Des sondages profonds ont été réalisés sur la commune de Générac, à environ 8 km à l'Ouest du site et ont rencontré des épaisseurs de marnes plaisanciennes supérieures à 600 m.

C'est au droit de ces mêmes niveaux marneux du Pliocène que les sites de Bellegarde 1 et Bellegarde 2 voisins, sont implantés et ces formations affleurent en limite Nord du site actuel.

Les investigations réalisées sur site et à proximité immédiate ont mis en évidence que les terrains au droit du site sont constitués, de haut en bas, des sables argileux à argiles sableuses beiges de l'Astien et des marnes grises du Plaisancien sous-jacentes.

Il ressort de la campagne de mesures de perméabilité lors des sondages en fond et flancs des casiers de Bellegarde 2 voisin après terrassement, que les assises marneuses du site présentent une très faible perméabilité, confirmant ainsi le caractère confinant et de fait sécurisant de cet encaissant, vis-à-vis du site, puisqu'il en constituera l'assise du fond de forme et d'une grande partie des flancs.

h) Contexte hydrogéologique.

L'étude d'impact indique qu'aucun aquifère constitué n'a été identifié au droit du site. Le site se trouve installé entre la nappe des Costières à l'Ouest et la nappe de la Camargue à l'Est.

Les résultats des études hydrogéologiques réalisées au droit et à proximité immédiate du site mettent donc en évidence l'absence d'une nappe, seules quelques lentilles d'eau fossile, piégées dans des interlits silteux de la frange superficielle des marnes, et s'essorant lentement avant de se tarir, ont été observées lors de l'ouverture des fouilles.

Au droit du site, entre les deux parcelles, l'étude d'impact note la présence d'un fossé de collecte des eaux. Une source est indiquée par la carte IGN au droit de la partie amont du site (source de la Serpe). Lors des différentes visites de terrain (bureaux d'étude Faune-Flore, Qualification géologique et hydrogéologique), cette source n'est pas apparue pérenne ; lorsqu'elles existent, les venues d'eau sont

apparues très faibles et ne génèrent aucun fossé d'écoulement en aval. Seule une zone en dépression présentant quelques végétaux caractéristiques de zone ponctuellement humide a été observée.

De ces éléments il ressort que le contexte hydrogéologique de la zone d'étude est donc plutôt favorable à la réalisation d'une Installation de stockage de déchets.

i) Usages et qualité des eaux souterraines avoisinantes.

Il n'existe pas de captage pour l'alimentation en eau potable (AEP) à proximité immédiate du site. Le captage le plus proche se trouve à plus de 4,5 km au Nord-Est du site et en amont hydraulique.

j) Monuments historiques Sites archéologiques

Le projet est situé pour une petite partie dans le périmètre de 500 m du site classé du prieuré du Mas de Broussan.

Un site archéologique se trouve au Nord des limites du site, hors emprise, d'après les renseignements recueillis auprès de la DRAC.

2.1.2 Impacts potentiels et mesures compensatoires.

a) Sur les eaux de surface

Pour les eaux de process ou eaux industrielles du site (y compris les lixiviats), le projet prévoit que ces eaux soient collectées et traitées, sans rejet au milieu naturel y compris pendant les phases transitoires, principalement au démarrage de l'exploitation et en fin de post-exploitation du site, et ponctuellement en phase exploitation, lorsque le biogaz produit sur site sera insuffisant.

Les lixiviats seront collectés en fond de site et acheminés vers un bassin de stockage avant d'être traités dans une unité de traitement thermique (type évaporation-séchage) utilisant le biogaz que produira le site ce qui permettra une valorisation de celui-ci.

Pendant les phases transitoires, principalement au démarrage de l'exploitation et en fin d'exploitation du site, et ponctuellement en phase exploitation, lorsque le biogaz produit sur site sera insuffisant pour permettre le fonctionnement de cette unité de traitement, l'exploitant pourra alors avoir recours aux solutions suivantes présentées ci-dessous par ordre de priorité :

- valorisation (pour partie ou en totalité) par l'unité de stabilisation du site voisin de SITA FD si la capacité d'alors le permet;
- mise en place d'une unité de traitement mobile, pouvant associer 4 technologies adaptées (traitement physico-chimique, ultrafiltration, osmose inverse et charbon actif) ;
- le recours à l'évacuation vers une station d'épuration collective après l'obtention d'une autorisation préalable du Préfet.

Toutes les eaux pouvant avoir été en contact avec des déchets ou ayant circulé sur une alvéole en exploitation seront dirigées vers le bassin de stockage des lixiviats et traitées comme ceux-ci.

Les eaux provenant des surfaces imperméabilisées du site seront dirigées vers des séparateurs hydrocarbures puis vers des bassins. Celles-ci pourront être rejetées vers le milieu naturel après contrôle ;

Les eaux de toiture du bâtiment d'exploitation seront récupérées et réemployées pour le fonctionnement du site ;

Les eaux propres ayant ruisselé sur les zones de site non réservées au stockage des déchets et sur les zones définitivement réaménagées seront collectées vers des bassins. Le rejet au milieu naturel se fera après contrôle et vérification de la qualité ;

Toutes les eaux pouvant avoir été en contact avec des déchets ou ayant circulé sur une alvéole en exploitation seront dirigées vers le bassin de stockage des lixiviats.

Toutes les eaux superficielles provenant de l'extérieur du site seront gérées via un réseau de fossés périphériques ceinturant le site et les dirigeant vers le milieu naturel.

b) Sur les eaux souterraines

La géologie du site et la mise en place de barrières actives et passives conformes à la réglementation et aux meilleures techniques disponibles offrent une protection du sous sol.

Par ailleurs, l'absence démontrée par les investigations de terrain d'une nappe souterraine au droit des casiers est un élément positif du site.

Le suivi de la qualité des eaux souterraines du site sera assuré trimestriellement à partir de 3 piézomètres :

- 1 en amont hydraulique,
- 2 en aval hydraulique.

c) Consommations d'eaux.

Pour les eaux industrielles, le site valorisera au maximum les eaux internes (bassins d'eau pluviale, cuve de récupération des eaux de toitures) et complétera les apports avec le réseau BRL.

d) Sur le paysage

En vue d'optimiser son intégration paysagère, la hauteur du dôme sera limitée à 72 m NGF ; la forme qui lui sera donnée sera celle d'une colline aplanie dans le sens Nord-Sud pour se fondre dans le paysage d'arrière-plan et ne pas dépasser la ligne de crête des Costières qui constitue en recul depuis toute la plaine l'élément structurant majeur du grand paysage qu'elle domine.

Le projet prévoit également :

- une phase d'aménagement préalable consistant à créer un accompagnement paysager notamment au niveau de la RD 38, afin de rompre toute perceptibilité sur les constructions et infrastructures industrielles gênantes (locaux, parking, bascules..) sans pour autant cacher le bâtiment de tri ;
- un long **merlon paysager** (de hauteur limitée et variable) pour participer immédiatement au masquage des travaux, excavations et montage des structures (bâtiments, accueils, bascule...) ;
- un phasage d'exploitation permettant d'établir au plus tôt les premières digues constitutives du futur dôme au Nord et à l'Est afin de masquer au mieux l'exploitation et permettre une revégétalisation conjointe au phasage d'exploitation ;
- la conservation et la création d'écrans paysagers pour opacifier la vue du site notamment depuis le Mas de Broussan et l'autoroute ;
- le site sera reverdi au fur et à mesure de l'avancement du stockage.

e) Sur l'environnement naturel

Pour limiter l'impact du projet l'exploitant prévoit :

- les travaux de défrichage en dehors de la période de reproduction et de nidification, soit d'août à octobre ;
- de proscrire les travaux de nuit afin de ne pas perturber l'activité des mammifères nocturnes ou assimilés ;
- de maintenir un passage entre l'autoroute et l'installation pour permettre le transit de la faune vers le coteau boisé.
- En compensation, de la destruction d'une partie du boisement de la chênaie verte, une convention avec la commune de Bellegarde pour la gestion sylvicole du coteau boisé adjacent au site à l'Ouest, portant sur une surface de 14 ha environ ;

f) Sur l'air.

L'étude d'impact a identifié les sources potentielles de pollution atmosphérique, qui sont les envols d'éléments légers, les émissions de poussières, et les odeurs.

Les mesures adoptées pour prévenir ces nuisances sont :

- des filets anti-envols sont disposés autant que nécessaire sous le vent de l'alvéole en exploitation ;
- la taille des alvéoles en exploitation de l'ISDND sera limitée ;
- en exploitation, les voies de circulation interne sont goudronnées pour limiter l'émission de poussière du fait de la circulation et les pistes non goudronnées sont régulièrement arrosées ;
- la mise en œuvre d'un système de captation et de traitement des poussières dans le bâtiment de tri ;
- la mise en place d'un dispositif de captage et de traitement du biogaz soit l'unité de traitement thermique soit par une torchère pour limiter les risques d'odeurs.
- Un réseau de drainage, de captage et de traitement de biogaz équipera le site. Le biogaz, une fois capté, sera dirigé vers une unité de traitement de valorisation (unité thermique de traitement des lixiviats par évaporation-séchage) ou de combustion (torchère) en solution de secours, ces unités permettent une destruction du biogaz en toute sécurité à une température supérieure à 900°C.

g) Sur la santé

Une Évaluation des Risques Sanitaire (ERS) a été réalisée. 16 traceurs de risques ont été sélectionnés dans l'ERS.

Après modélisation de la dispersion atmosphérique de ces traceurs, les concentrations moyennes annuelles au niveau des habitations les plus proches induites par le projet ont été déterminées et utilisées pour le calcul des risques associés.

A l'issue des calculs, il s'avère que les quotients de danger et les excès de risques individuels obtenus pour les différents traceurs sont inférieurs aux valeurs seuils.

Concernant les émissions de poussières par inhalation, les concentrations obtenues en PM10 devraient être inférieures à la valeur réglementaire pour la protection de la santé et à l'objectif de qualité de l'air.

Cette étude conclut qu'aucun impact pour la santé des populations environnantes associé n'est attendu.

h) Bruit.

Le site est relativement isolé. L'exploitant a prévu le fonctionnement du site uniquement durant la période diurne. Les opérations bruyantes de déchargement et de tri des déchets auront lieu dans le bâtiment fermé. Le projet ne devrait pas être à l'origine de nuisances sonores.

i) Trafic routier

L'augmentation du trafic liée au projet, sur la RD38, a été calculée en considérant des hypothèses majorantes ; elle est estimée à respectivement 3,7 % et 3 % sur les tronçons Nord (en direction de Bellegarde) et Sud (en direction de Saint-Gilles).

Dans le cadre de la création d'une zone d'activité économique sur les terrains à l'Est de la RD38, la réalisation d'un rond-point est portée par la Communauté de Communes Beaucaire Terre d'Argence afin de sécuriser les accès des installations actuelles et futures. Cette future réalisation s'effectuera en lien avec la Direction des Routes du Conseil Général.

Ce dispositif permettra également l'accès aux sites exploités par les sociétés SITA FD, TERRALYS et CEMENTS CALCIA, mais également aux parcelles situées à l'Est de la RD38.

La conception de ce nouvel accès devrait permettre de s'affranchir des risques de file d'attente sur la RD38, grâce à la création d'un linéaire important de voirie dédiée entre le rond-point proprement dit et le portail d'entrée de l'ensemble des sites.

En aucun cas le site ne générera de trafic le week-end ou la nuit.

j) Trafic aérien

Les activités du site pouvant générer la présence d'oiseaux, des mesures de gestion des zones en cours d'exploitation et des mesures d'effarouchement seront mises en œuvre, en s'appuyant sur l'expérience acquise et les pratiques mises en place pour l'exploitation du site voisin de SITA FD notamment :

- réalisation d'alvéoles de petite taille dans lesquelles les déchets sont compactés et recouverts quotidiennement en fin de journée,
- limitation des surfaces d'exploitation,
- couverture provisoire en terre des surfaces non exploitées en attente,
- couverture par des matériaux argileux des surfaces où l'exploitation est provisoirement ou définitivement terminée,
- mise en place de mesures d'effarouchement variées et irrégulières pour éviter l'accoutumance de ces oiseaux opportunistes.

k) Conditions de remise en état.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-6-I-7° du code de l'environnement, le dossier comporte l'avis du propriétaire du terrain et du maire de Bellegarde sur l'état dans lequel doit être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation.

L'étude d'impact détaille les réaménagements prévus et leurs justifications vis-à-vis des contraintes paysagères.

l) Justification du projet

L'étude d'impact détaille les raisons pour lesquelles l'exploitant sollicite l'autorisation d'exploiter des installations de traitement et de stockage de déchets non dangereux à Bellegarde notamment parce que, sur le plan environnemental, le site a des caractéristiques géologiques extrêmement favorables pour ces activités .

Le dossier apporte les éléments démontrant sa compatibilité avec le Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets non Dangereux du Gard (PDGDND) et le Plan régional de Prévention et de Gestion des Déchets Dangereux (PPGDD) notamment concernant les flux de déchets entrants. Plus particulièrement il y lieu de souligner que ce projet prévoit de se substituer à l'installation de stockage de déchets ménagers voisine, exploitée par SITA FD.

2.1.7.2- Comparaison aux meilleures techniques disponibles (MTD)

L'exploitant a positionné son projet au regard des **meilleures techniques disponibles** actuellement connues.

L'approche présentée dans l'étude d'impact se fonde principalement sur la prise en compte des meilleures techniques disponibles (MTD) génériques exposés dans les documents de référence relatifs au traitement des déchets existants (BREF WT d'août 2006).

D'autres BREF servent de référence pour les autres unités du site : BREF systèmes de refroidissement industriels (décembre 2001), BREF émissions liées au stockage, à la manipulation et au transport de liquides, solides, gaz (juillet 2006), BREF systèmes communs de gestion et de traitement des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique (février 2003).

Concernant, les zones de stockage et zones techniques associées, ce sont les prescriptions des textes réglementaires qui tiennent lieu de MTD (directive décharge du 26 avril 1999, arrêté ministériel relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux du 9 septembre 1997).

Le projet de prescriptions reprend les dispositions imposées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié applicable à ce type d'installation conformément à l'article R.515-63 du code de l'environnement, étant noté que le BREF WT relatif au traitement des déchets notamment exclut de son champ les décharges de déchets visées à la rubrique 5.4 de la directive IED.

Il peut en particulier être souligné les dispositions prises en ce qui concerne :

- l'aménagement des zones de stockage des déchets, avec la présence de barrières de sécurité assurant le confinement du massif et la collecte des lixiviats générés par l'installation,
- le traitement et la gestion des effluents sur site et l'engagement de ne produire aucun rejet liquide au milieu naturel pour ce qui concerne les eaux industrielles souillées et les lixiviats.

2.1.7.3- Synthèse de l'étude de dangers présentée par le demandeur.

L'étude de dangers a été menée à partir d'une analyse préliminaire des risques et de l'analyse de l'accidentologie externe (BARPI). Elle a permis d'évaluer la probabilité et la gravité des accidents potentiels, de positionner les accidents dans la grille de criticité, compte tenu des barrières de protection et de prévention des risques prévues.

Cette étude répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Les risques identifiés dans l'étude des dangers sont les suivants :

- Incendie du bâtiment de tri,
- Explosion bouteille GPL au cisailage,
- Incendie d'une alvéole ,
- Explosion en milieu non confiné suite à libération du biogaz capté sans combustion,
- Pollution par les lixiviats.

L'ensemble des phénomènes dangereux étudiés ont des conséquences qui restent à l'intérieur des limites du site.

Les mesures prévues par l'exploitant pour supprimer, réduire et maîtriser les risques identifiés sont correctement justifiées.

2.1.7.4- Notice d'hygiène et de sécurité du personnel.

La notice hygiène et sécurité jointe à la demande répond aux dispositions de l'article R. 512-6-I-6° du code de l'environnement. Elle développe les sujétions qui concernent la sécurité du personnel, la formation du personnel, les consignes de sécurité, les vérifications techniques et les contrôles réglementaires.

2.1.7.5- Localisation - Distances d'isolement - Servitudes.

Le dossier de demande d'autorisation présente une description des implantations, occupations ou activités (actuelles, en projet ou permises par les documents d'urbanisme), de tiers, situés à proximité des limites du site

La société SITA SUD n'ayant pas la maîtrise foncière de la totalité des terrains situés à moins de 200 m des limites de la zone de stockage, elle demande l'institution de servitudes d'utilité publiques prévue par les articles L. 515-8 à L. 515-12 du code de l'environnement. Cette demande est examinée ci-dessous.

2.2 ENQUÊTES PUBLIQUES ET ADMINISTRATIVES

Par lettre du 11 décembre 2013, M. le Préfet du Gard nous a fait parvenir le dossier d'enquête publique et de consultation administrative auxquelles il a fait procéder.

2.2.1- Enquête administrative

Le tableau ci-après, présente les réponses des services consultés ayant répondu :

Services	Date de l'avis	Avis
Institut national de l'origine et de la qualité (I.N.O.Q), UT Languedoc-Roussillon	17 juillet 2013	Précise que la commune de Bellegarde se trouve à l'intérieur d'un certain nombre d'aires AOC (appellation d'origine contrôlée) et IGP (indication géographique protégée) mais que

Services	Date de l'avis	Avis
		le site se trouve à l'extérieur des aires AOC. Il ne formule aucune remarque sur le projet en l'absence d'incidence directe sur les AOP et IGP concernées.
Agence régionale de santé Languedoc-Roussillon-Délégation territoriale du Gard		N'a pas formulé d'avis mais a indiqué par courrier électronique n'avoir aucune remarque à formuler sur le dossier.
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) U.T du Gard		N'a pas formulé d'avis
Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie	12 juillet 2013	A prescrit par arrêté préfectoral la réalisation d'un diagnostic archéologique préventif
Direction départementale des territoires et de la mer du Gard	9 juillet 2013	A émis un avis favorable.
Direction départementale des Services d'incendie et de secours.	13 juin 2013	N'a pas formulé d'avis.
Conseil Général du Gard	6 août 2013	A émis un avis favorable avec observations concernant : - le respect de la capacité annuelle de stockage du centre, - les alvéoles plâtres et amiante lié du site exploité par SITA FD, - la demande d'autorisation d'affouillement et le stockage temporaire des matériaux extraits, - l'absence de production d'énergie par l'unité de traitement des lixiviats et biogaz. - la nécessaire création d'un giratoire sur la RD38.
CHSCT de la société Sita SUD	18 décembre 2013	A émis un avis favorable.

2.2.2- Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral du 25 juillet 2013. Elle s'est déroulée du 23 septembre 2013 au 5 novembre 2013 inclus à la mairie de Bellegarde. Elle n'a donné lieu à aucune observations consignées dans le registre d'enquête.

Le commissaire-enquêteur a émis un **avis favorable** pour l'ensemble du projet **assorti de la réserve suivante** : la mise en place dès la sortie des matériaux d'un giratoire sur la RD38 afin de sécuriser et desservir le site de la Roseraie.

2.2.3- Les conseils municipaux

Les conseils municipaux de Bellegarde, Saint-Gilles, Fourques et Garons qui se trouvent à l'intérieur du rayon d'affichage de 3 km ont été consultés.

Seuls les conseils municipaux de Bellegarde et Fourques ont répondu et émis un avis favorable.

2.3 AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les principaux enjeux identifiés en terme de prévention des inconvénients et des risques, eu égard aux textes réglementaires, à l'état de l'art, à leur coût et à la sensibilité du site, ont été examinés ci-avant dans le cadre d'une approche intégrée.

Les mesures prévues par l'exploitant pour la prévention et la maîtrise des nuisances et des risques technologiques inhérents au fonctionnement de ses installations, ainsi que leur efficacité, apparaissent répondre globalement aux principaux enjeux identifiés et aux obligations réglementaires de protection des intérêts énumérés à L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant a fourni un mémoire en réponse relatif aux observations et réserve formulées lors de l'enquête publique et administrative, l'ensemble de ces réponses a satisfait le commissaire-enquêteur. Au regard de ces observations et réserve, l'inspection des installations classées apporte les précisions et éléments d'appréciation complémentaires ci-après :

- la capacité annuelle admise sur le site est bien fixée à 200 000 t/an (art 1.5.2),
- SITA SUD et SITA FD se sont engagés à ne pas superposer leur activité de stockage de déchets non dangereux ménagers, une demande de modification des conditions d'exploitation de SITA FD sera déposée en ce sens. L'exploitation du centre SITA SUD ne pourra donc pas démarrer tant que l'arrêt de l'activité de stockage de déchets non dangereux ménagers ne sera pas actée (démarrage soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées, à la demande du Préfet : art 8.2.2.3, art 8.2.3.1),
- l'affouillement prévu respecte les orientations majeures du Schéma des Carrières du Gard (art 8.2.1),
- l'unité de traitement des lixiviats et biogaz permet la valorisation du biogaz en l'utilisant comme énergie, la torchère est un dispositif de secours permettant de pallier aux périodes de panne, de maintenance de l'unité de traitement ou bien de brûler l'éventuel excédent de biogaz capté (art 8.3.2.4),
- l'installation respectera les prescriptions du Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux du Gard (art 1.5.2, art 1.6.1, art 1.6.2.2),
- la sortie des matériaux du site via la RD38 n'est possible qu'en utilisant le giratoire créé sur cette RD, les terrassements sont interrompus si cette condition n'est pas remplie (art 8.2.1).

2.4 CONCLUSION.

L'inspection des installations classées propose aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation, présentée par la société SITA SUD aux conditions détaillées dans le projet d'arrêté ci-joint.

Ce projet a été rédigé afin de tenir compte des observations et réserve émises lors de l'enquête publique administrative notamment :

- La sortie des matériaux s'effectue pour une partie par voie non publique au sud-ouest du site sans passage par la RD38 et pour une autre partie par la RD38.

Pour la sortie des matériaux hors du site qui nécessite une sortie par la RD38, celle-ci ne peut s'effectuer qu'en empruntant le giratoire créé sur la RD38, permettant la desserte et la sécurisation du site de la Roseraie. Les terrassements sont interrompus si ces conditions ne sont pas remplies

Pour rappel, la décision autorisant l'installation ne peut intervenir qu'après qu'il ait été statué sur le projet d'institution des servitudes en référence à l'article R.515-29 du code de l'environnement.

3. EXAMEN DE LA DEMANDE D'INSTITUTION DE SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

3.1 Objet de la demande.

Conformément à l'article 9 de l'arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux :

« La zone à exploiter doit être implantée et aménagée de telle sorte que :

- son exploitation soit compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes ;- elle ne génère pas de nuisances qui ne pourraient faire l'objet de mesures compensatoires suffisantes et qui mettraient en cause la préservation de l'environnement et la salubrité publique.
- Elle doit être à plus de 200 mètres de la limite de propriété du site, sauf si l'exploitant apporte des garanties équivalentes en termes d'isolement par rapport aux tiers sous forme de contrats, de conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site ».

La société SITA SUD n'ayant pas la maîtrise foncière de la totalité des terrains, situés à moins de 200 m des limites de la zone d'exploitation, elle demande l'institution de servitudes d'utilité publiques prévue par les articles L. 515-8 à L. 515-12 du code de l'environnement.

3.2 Cadre réglementaire.

La procédure d'instauration des servitudes d'utilité publique dans le cadre de la législation des installations classées est définie par les articles L. 515-8 à L. 515-12 du code de l'environnement et les articles R 515-24 à R 515-31-2 de la partie réglementaire du code l'environnement .

En particulier, dans le cas des installations de stockage de déchets, l'article L. 515-12 du code de l'environnement stipule :

« Afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, les servitudes prévues aux articles L. 515-8 à L. 515-11 peuvent être instituées sur des terrains pollués par l'exploitation d'une installation, sur l'emprise des sites de stockage de déchets ou dans une bande de 200 mètres autour de la zone d'exploitation, ou sur l'emprise des sites d'anciennes carrières ou autour de ces sites sur des surfaces dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Ces servitudes peuvent, en outre, comporter la limitation ou l'interdiction des modifications de l'état du sol ou du sous-sol et permettre la mise en œuvre des prescriptions relatives à la surveillance du site.

Dans le cas des installations de stockage des déchets, ces servitudes peuvent être instituées à tout moment. Elles cessent de produire effet si les déchets sont retirés de la zone de stockage.

Ces servitudes sont indemnisées dans les conditions prévues à l'article L. 515-11 ».

L'article R 515-25 du code de l'environnement indique :

« L'institution de ces servitudes à l'intérieur d'un périmètre délimité autour de l'installation peut être demandée, conjointement avec l'autorisation d'installation, par le demandeur de celle-ci.

Elle peut l'être également, au vu d'une demande d'autorisation d'installation, par le maire de la commune d'implantation ou à l'initiative du représentant de l'Etat dans le département.

Lorsqu'il est saisi par le demandeur de l'autorisation ou par le maire d'une demande tendant à l'institution de servitudes ou lorsqu'il en prend l'initiative lui-même, le préfet arrête le projet correspondant sur le rapport de l'inspection des installations classées et après consultation de la direction départementale de l'équipement et du service chargé de la sécurité civile ».

L'article R. 515-31-1 du Code de l'environnement précise :

« Lorsque l'institution de ces servitudes à l'intérieur d'un périmètre délimité autour d'une installation classée est demandée conjointement avec l'autorisation d'installation, la décision autorisant l'installation ne peut intervenir qu'après qu'il a été statué sur le projet d'institution des servitudes. ».

3.3 Composition du dossier.

L'article R. 515-27 du code de l'environnement précise la composition du dossier :

- une notice de présentation ;
- un plan faisant ressortir le périmètre établi en application de l'article R. 515-25 ainsi que les aires afférentes à chaque catégorie de servitudes ;
- un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leur affectation ;
- l'énoncé des règles envisagées dans la totalité du périmètre ou dans certaines de ses parties.

Le dossier déposé par SITA SUD répond à ces exigences.

3.4 Nature des servitudes.

Dans le cas des installations de stockage de déchets, il convient de distinguer :

- les servitudes portant sur la zone d'exploitation, qui sont liées à la présence de déchets dans le sol et qui sont destinées à interdire, pour une durée illimitée, toute utilisation du sol incompatible avec la présence de ces déchets ou susceptible de nuire à leur confinement ;
- les servitudes portant sur la zone périphérique (bande des 200 m) liées aux nuisances réelles ou potentielles de l'installation, pendant l'exploitation et la période de suivi du centre de stockage. Elles sont destinées à prévenir toute occupation ou utilisation du sol qui serait incompatible avec l'existence de ces nuisances.

La société SITA SUD dispose de la maîtrise foncière de la zone d'exploitation. Ces terrains pourront faire l'objet, au moment de l'arrêt de l'exploitation, de servitudes de durée illimitée, comme le prévoit l'article 49 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997. La présente demande ne concerne donc que la "bande des 200 m" (cas 2 ci-dessus).

Le but de ces servitudes est d'éviter la présence permanente ou fréquente de personnes qui pourraient être gênées par des nuisances olfactives, visuelles, sonores, etc, pendant la période d'exploitation et de suivi trentenaire en fin d'exploitation.

3.5 La rédaction proposée par SITA SUD.

L'exploitant ne propose pas de rédaction particulière.

3.6 Avis de l'inspection des installations classées et propositions.

La rédaction suivante est proposée:

« Sur les parcelles ou parties de parcelles définies à l'article 1^{er} sont interdits jusqu'à la fin de l'exploitation et du suivi trentenaire du centre de stockage de déchets non dangereux de la société SITA SUD, soit environ 59 ans à partir du début de son exploitation, tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol entraînant une présence autre qu'occasionnelle de personnes non liées à l'exploitation ou au suivi en fin d'exploitation de l'installation de stockage de déchets ménagers notamment :

- *l'habitation ou l'occupation par des tiers de tout immeuble, qu'il s'agisse de construction, d'installation ou de terrains non bâtis ;*
- *l'aménagement ou l'implantation de terrains de loisirs et de sports ;*
- *l'aménagement ou l'implantation de terrains de camping ou le stationnement d'habitations mobiles ou provisoires (caravanes, mobil-home, etc.) ;*
- *l'aménagement ou l'implantation d'établissements recevant du public.*

Dans ce périmètre devront être soumis à étude d'impact préalable les ouvrages ou travaux suivants :

- *création de captage d'eau, puits, forage ;*
- *création de carrières, galeries souterraines ;*
- *travaux de drainage en profondeur, affectant les eaux souterraines.*

Ces servitudes couvrent la totalité de la durée d'exploitation et de la période de suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux ».

3.7 Projet d'arrêté instituant les servitudes.

L'article R. 515-25 du code de l'environnement prévoit que :

«(...) le préfet arrête le projet correspondant sur le rapport de l'inspection des installations classées et après consultation de la direction départementale de l'équipement et du service chargé de la sécurité civile. »

Dans ce cadre, nous proposons le projet d'arrêté joint en annexe reprenant la rédaction proposée ci-dessus.

3.8 Déroulement de la procédure.

Conformément à l'article R. 515-25, le dossier déposé par la société SITA SUD et le projet d'arrêté ont été soumis en premier lieu à l'avis :

- de la direction départementale de l'équipement ;
- et du service chargé de la sécurité civile.

Conformément à l'article R. 515-26 IV, à l'issue de cette consultation, le maire de la commune concernée (Bellegarde) et le demandeur ont communiqué le projet d'arrêté ;

L'enquête publique est régie par les dispositions de l'article R. 515-27 du code de l'environnement qui précise :

« I. L'enquête publique est réalisée dans les formes prévues à la section 2 du chapitre III du titre II du livre Ier et à l'article R. 512-14 »

II (...);

III. Les frais de dossier sont à la charge de l'exploitant.

L'avis au public, « mentionné à l'article R. 123-11 », mentionne le périmètre ainsi que les servitudes envisagées.

Les conseils municipaux des communes sur lesquelles s'étend le périmètre établi en application de l'article R. 515-25 sont appelés à donner leur avis dès l'ouverture de l'enquête.

Le maire de la commune d'implantation et le demandeur sont consultés dans les conditions précisées « le dernier alinéa de l'article R. 123-16 et par le deuxième alinéa de l'article R. 123-17 ».

Il peut être pris connaissance du mémoire en réponse du maire dans les conditions « du deuxième et troisième alinéa de l'article R. 123-19 »»

Les servitudes ne portant que sur la commune de Bellegarde, l'enquête publique a été limitée à cette commune et a été réalisée en même temps que l'enquête ouverte sur la demande d'autorisation de l'installation classée.

3.9 Enquête publique et administrative

3.9.1- Enquête administrative

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gard a indiqué dans son courrier du 13 juin 2013, n'avoir aucune remarque particulière sur le projet de servitudes proposé dans le cadre de la création du centre de stockage de déchets non dangereux.

La Direction Générale de l'Aviation Civile, dans son courrier du 24 juin 2013, signale une servitude aéronautique de dégagement de l'aérodrome de Nîmes-Garons approuvées par arrêté ministériel du 27 novembre 1967.

3.9.2- Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 23 septembre 2013 au 5 novembre 2013 inclus à la mairie de Bellegarde. Elle n'a donné lieu à aucune observations consignées dans le registre d'enquête.

Le commissaire-enquêteur a émis un **avis favorable** à la demande d'institution de servitudes d'utilité publique.

3.9.3- Les conseils municipaux

Le conseil municipal de Bellegarde a émis un avis favorable à la demande d'institution de servitudes publiques, dans sa délibération du 23 septembre 2013.

3.10 Conclusion

L'inspection des installations classées propose aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable à la demande d'institution de servitude présentée par la société SITA SUD à Bellegarde et au projet d'arrêté ci-joint.

L'inspecteur des installations classées,



Céline INFRAY

Vérifié, avec avis conforme,
Le Chef de l'Unité territoriale Gard-Lozère



Philippe CHOQUET

Vu, adopté et transmis
Le chef du service risques
Montpellier, le



Sébastien DUPRAY

PROJET
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n°
AGREMENT n°

Autorisant la société SITA SUD à exploiter un pôle de recyclage et d'élimination de déchets non dangereux constitué d' :

- une installation de tri-valorisation des déchets d'activités économiques et des encombrants permettant la production de combustible solide de récupération,
- une installation de stockage de déchets non dangereux,
- une activité d'affouillement du sol permettant la création d'un vide de fouille pour l'activité de stockage,
- un stockage de matériaux liés à l'exploitation,
- une unité de traitement des lixiviats par valorisation du biogaz, implantée lieu-dit « Piehegut » , route de Saint Gilles à Bellegarde.

LE PREFET DU GARD,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- VU le code de l'environnement, notamment ses titres 1er et IV du livre V (parties législative et réglementaire) relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et aux déchets, et notamment ses articles L.512-2 et R.512-28,
- VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif au stockage de déchets non dangereux ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 02.301-26 du 28 octobre 2002 portant approbation du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés du Gard ;
- VU la demande présentée par la société SITA SUD dont le siège social est situé à Narbonne, rue Antoine Becquerel, pour l'exploitation d'un pôle de recyclage et d'élimination de déchets non dangereux sur la commune de Bellegarde et les servitudes associées, déposée le 4 décembre 2012 et complétée le 5 avril 2013,
- VU l'ensemble des pièces du dossier et notamment les plans des installations concernées et des lieux environnants, les descriptifs techniques, études d'impact et études des dangers déposés pour cette demande ;
- VU le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 23 septembre 2013 au 5 novembre 2013 inclus à la mairie de Bellegarde ;
- VU le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 23 novembre 2013 parvenu en préfecture le 4 décembre 2013 ;
- VU l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, en date du 25 juin 2013,
- VU l'avis en date du 18 décembre 2013 du CHSCT de la société SITA SUD;
- VU l'avis de l'Institut national de l'origine et de la qualité (I.N.O.Q), en date du 17 juillet 2013 ;
- VU l'avis de la Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie en date du 12 juillet 2013 ;
- VU l'avis de la Direction départementale des Services d'incendie et de secours en date du 13 juin 2013 ;
- VU l'avis de la Direction départementale des territoires et de la mer du Gard en date du 9 juillet 2013 ;

- VU l'avis du conseil général du Gard en date du 6 août 2013 ;
- VU l'avis du conseil municipal de Bellegarde en date du 23 septembre 2013;
- VU l'avis du conseil municipal de Fourques en date du 30 septembre 2013;
- VU l'arrêté de prescription de diagnostic écologique du Service Régional d'Archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelles du 12 juillet 2013
- VU le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 24 mars 2014 ;
- VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du xxxxxxxxxxxx ;
- VU l'arrêté préfectoral n° du instituant parallèlement des servitudes d'utilité publique à l'intérieur d'une bande de 200 mètres de largeur définie autour de la zone de stockage des déchets visée par le présent arrêté,

L'exploitant entendu ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'importance des installations et leur voisinage, les niveaux de nuisances et de risques résiduels, définis sur la base des renseignements et engagements de l'exploitant et notamment dans ses études d'impact et de dangers, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précautions permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, visent à prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation contribue à répondre aux besoins du département en matière de traitement des déchets non dangereux et s'inscrit dans les orientations du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés en vigueur et aux travaux relatifs à sa révision ;

CONSIDÉRANT que les engagements de l'exploitant doivent être complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation indispensables à la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement susvisé, y compris en situation accidentelle ;

(en cas de modification)

« CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application de l'article L. 512-2 et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ; »

ou

(en l'absence de modification)

« CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ; »

CONSIDÉRANT que les prescriptions doivent être suffisamment précises pour limiter les litiges susceptibles de survenir dans l'application du présent arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

La Société **SITA SUD**, siège social situé Narbonne (11782), rue Antoine Becquerel BP 7216, est autorisée, sous réserve de la stricte application des dispositions contenues dans le présent arrêté, dans les arrêtés complémentaires ultérieurs et les réglementations autres en vigueur, à réaliser, lieu-dit « Piechegut », route de Saint-Gilles sur la commune de **BELLEGARDE**, un affouillement de sol et à exploiter, des installations de traitement, valorisation et d'élimination de déchets non dangereux dont les installations sont décrites dans les articles suivants.

Dans le cas où des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

CHAPITRE 1.2 LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Désignation des activités	Rubriques	Volume et emplacement des activités	AS A ou D
Installation de tri, transit, regroupement et valorisation des déchets d'activités économiques (DAE) et encombrants valorisables			
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	2716-1	1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : supérieur à 1000 m ³ Le volume dans l'installation étant : Environ 6250 m ³ Installation de tri-valorisation : Bâtiment dédié aux déchets non dangereux d'Activité Economique (DAEND), aux refus de tri de DAEND et aux encombrants valorisables. Surface de réception et de stockage intermédiaire des déchets.	A
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	2713-2	2. La surface étant : supérieure ou égale à 100m ² mais inférieure à 1000 m ² La surface sur le site étant : 350 m ² Installation de tri-valorisation : Surface de stockage intermédiaire et potentiel de stockage sous auvent	D
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées rubriques 2710 et 2711.	2714-1	1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : supérieur ou égal à 1000 m ³ Le volume sur le site étant : 1400 m ³ Installation de tri-valorisation : Capacité de stockage intermédiaire, de stockage sous auvent et aire de stockage de balles	A
Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710.	2715	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : supérieur ou égal à 250 m ³	D

Désignation des activités	Rubriques	Volume et emplacement des activités	AS A ou D
		<p>Le volume sur le site étant : 80 m³</p> <p>Installation de tri-valorisation : Capacité de stockage (bennes)</p>	
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	2791-1	<p>1. La quantité de déchets traités étant : supérieure ou égale à 10 t/j</p> <p>La quantité de déchets traités étant : 350 t/j</p> <p>Installation de tri-valorisation : Flux potentiel annuel de 90 000 t/an Equipements automatiques de tri type broyeur, séparateur granulométrique, pour une puissance totale inférieure à 1100 kW.</p>	A
Affouillement du sol			
Affouillement du sol	2510-3	<p>Total : env. 3,4 Mm³ Découverte sableuse : env. 1,6 Mm³ Marnes : env. 1,8 Mm³ Durée maximale ≈ 6 ans</p>	A
Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND)			
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'art. L. 541-30-1 du Code de l'Environnement	2760-2	<p>Volume vide de fouille : 6 800 000 m³ Capacité prévisionnelle totale de stockage de déchets : 5 780 000 tonnes Durée d'exploitation maximale ≈ 29 ans Capacité annuelle de stockage : 200 000 t/an Flux maximal de stockage de 267 000 m³/an Altitude du point le plus bas : - 23 m NGF Altitude du point le plus haut (y compris couverture): + 72 m NGF</p>	A
2. Installation de stockage de déchets non dangereux			
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant : c. supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	2515-1c	<p>Traitement des matériaux nécessaires à l'exploitation de l'ISDND (cribleur ou concasseur). La puissance totale de l'équipement mobile sera inférieure à 200 kW</p>	D
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. supérieure à 30 000 m ²	2517-1	<p>Stockage maximum de matériaux attendu lors de la phase 1 de l'exploitation de l'ISDND de 200 000 m³ sur une superficie supérieure à 30 000 m².</p>	A

Désignation des activités	Rubriques	Volume et emplacement des activités	AS A ou D
Installation de Traitement de déchets non dangereux			
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.	2791-1	Traitement et élimination d'effluents liquides par l'intermédiaire d'une unité de traitement des lixiviats : Capacité supérieure à 10 t/j La capacité étant : 82 t/j Capacité de traitement de 30 000 m ³ /an	A
Installations diverses			
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	1432-2-b	Quantité maximale équivalente de fuel domestique et de gasoil susceptible d'être stockée (cuves fixes et cuves mobiles, sur rétention) inférieure à 10 m ³ .	NC
Installation de distribution de carburants de 2 ^{ème} catégorie transférés de réservoirs de stockage fixes dans le réservoir à carburant de véhicules à moteurs	1435	Volume annuel de carburant distribué inférieur à 100 m ³	NC

Nomenclature IED :

Rubrique IED Principale			
Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.	3540	Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) Rubrique ICPE 2760 Capacité annuelle de stockage : 200 000 t/an	A

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3540 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont, en l'absence d'un BREF spécifique, celles faisant référence à la directive 99/31/CE ainsi que l'arrêté du 9 septembre 1997 relatif aux décharges existantes et aux nouvelles installations de stockage de déchets ménagers et assimilés.

CHAPITRE 1.3 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS.

Le site est composé de :

- un bâtiment abritant une installation de tri, transit, regroupement (TTR) et valorisation des DAE et encombrants valorisables constituée de :
 - une zone de réception de 1000 m² ;
 - une zone de tri comprenant les équipements suivants :
 - équipements de tri mécanisés,
 - zone de tri manuel ou d'affinage en cabine de tri,
 - zone de regroupement/conditionnement,
 - une zone attenante pour le stockage et l'évacuation des produits vrac située sous auvent et fermée sur 3 côtés ;
 - une zone attenante pour le stockage et l'évacuation des balles située sous auvent et fermée sur 3 côtés ;
- une zone de stockage des déchets non dangereux dits ultimes, la zone d'exploitation constitue un casier unique, hydrauliquement indépendant ;
- une zone de stockage sur site (zone sud du casier) des matériaux issus des travaux de terrassement de la zone de stockage, d'un volume maximal de 200 000 m³ ;
- une unité de traitement des lixiviats par valorisation du biogaz située à proximité du bâtiment de l'installation TTR et valorisation des DAE et encombrants ;
- 2 torchères permettant de brûler l'éventuel excédent de biogaz capté et en dispositif de secours pour pallier aux périodes de panne et de maintenance de l'unité de traitement de lixiviats.

Les installations sont reportées sur le plan de masse de l'établissement annexé au présent arrêté (annexe A).

CHAPITRE 1.4 EMLACEMENT DES INSTALLATIONS.

Les installations autorisées sont implantées sur la commune de BELLEGARDE, section E du cadastre, sur les parcelles listées ci dessous.

Zone	Pôle de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux	N° parcelle
Bellegarde	Ensemble du Pôle	E 640, 1069, 1071, 1175, 1176, 1177, 1178, 1253, 1255, 1419pp
	Installation de TTR Valorisation	E 1253
	Installation de stockage de déchets non dangereux ultimes	E 640, 1071, 1175, 1176, 1177, 1178, 1253, 1255, 1419pp
	Zone de stockage des matériaux sur site	E 640, 1071, 1175, 1178, 1253, 1255, 1419pp
	Unité de traitement des lixiviats par valorisation du biogaz	E 1253
	Torchères	E 1253

La superficie totale est de 25,2 hectares dont 16,7 hectares dédiés au stockage de déchets non dangereux. La société SITA SUD doit détenir la totalité de la maîtrise foncière de ces parcelles.

Afin d'éviter tout usage des terrains périphériques incompatible avec l'installation, une bande d'isolement de 200 mètres est instituée autour des casiers de stockage des déchets. Les conditions d'usage des terrains situés dans la bande d'isolement sont définies par des servitudes d'utilité publique couvrant la durée d'exploitation et de suivi post-exploitation de l'installation.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet par l'exploitant avec tous les éléments d'appréciation dont il a connaissance.

CHAPITRE 1.5 DURÉES ET CAPACITÉS AUTORISÉES

La présente autorisation cesse de produire effet si les installations n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans ou n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Le délai de mise en service est suspendu en cas de recours conformément à l'article R.512-74 du code de l'environnement.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

ARTICLE 1.5.1. INSTALLATION DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (DAE) ET ENCOMBRANTS VALORISABLES

Le tonnage annuel traité autorisé est de 90 000 t/an de DAE et encombrants valorisables.

ARTICLE 1.5.2. INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX

L'autorisation d'affouillement du sol pour la création d'une installation de stockage de déchets non dangereux de « la Roseraie » est accordée jusqu'au 31 décembre 2022.

L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage des déchets non dangereux de « la Roseraie » est accordée jusqu'au 31 décembre 2048.

La superficie de la zone de stockage des déchets non dangereux est de 16,7 hectares.

Le tonnage annuel des déchets non dangereux autorisé à être éliminé par stockage est de 200 000 t/an. Il ne peut s'agir que de déchets non dangereux ultimes conformément aux dispositions du Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux du Gard.

L'altitude du point le plus élevé du dôme des terrains réaménagés du centre de stockage des déchets non dangereux « la Roseraie » ne doit pas dépasser 72 mètres NGF.

ARTICLE 1.5.3. UNITÉ DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS PAR VALORISATION DU BIOGAZ

La capacité annuelle de traitement de l'unité sera 30 000m³/an.

CHAPITRE 1.6 AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.6.1. ORIGINE DES DÉCHETS

L'origine des déchets admis par l'exploitant doit être compatible avec les orientations définies par le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Gard en vigueur.

L'importation de déchets provenant de l'étranger est interdite.

ARTICLE 1.6.2. NATURE DES DÉCHETS ADMIS

Article 1.6.2.1. Installation de tri, transit, regroupement valorisation

Les déchets admis sur l'installation de TTR Valorisation sont des déchets d'activité économique non dangereux (DAEND) et les refus de tri de DAEND et les encombrants valorisables issus des collectivités et des entreprises.

Article 1.6.2.2. Installation de stockage de déchets non dangereux

Les déchets admis sur l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sont des déchets non dangereux ultimes dont la définition correspond à celle du Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux du Gard en vigueur.

Les déchets ultimes admis sur l'ISDND font partis des familles de déchets suivantes :

- ordures ménagères résiduelles (OMR) au caractère ultime,
- refus d'installations de tri sur OMR,
- refus ultimes de centre de tri de DAEND et d'encombrants extérieurs,
- encombrants et DAEND ultimes,
- déchets minéraux ultimes,
- refus de tri issus de l'installation TTR Valorisation du site.

Les déchets suivants sont interdits sur l'ISDND :

- déchets dangereux au sens de l'article R.541-8 du Code de l'environnement, y compris les déchets dangereux des ménages collectés séparément ;
- déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux ;
- substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.) ;
- déchets radioactifs au sens de l'article L.542-1 du Code de l'environnement, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides, naturels ou artificiels, dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB ;
- déchets d'emballages visés par les articles R.543-53 à R.543-72 du code de l'environnement, à l'exclusion des refus de tri ;
- déchets qui, dans les conditions de mise en décharge, sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions de l'annexe I de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- déchets dangereux des ménages collectés séparément ;
- déchets d'équipements électriques et électroniques collectés séparément ;
- déchets liquides (tout déchet sous forme liquide, notamment les eaux usées, mais à l'exclusion des boues) ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- déchets non refroidis ;
- pneumatiques usagés et déchets de pneumatiques, à l'exception de ceux utilisés broyés ou entiers comme matériau aux seules fins d'aménagement du site ;
- déchets d'amiante et de plâtre ;

Pour être admis dans l'installation de stockage, les déchets doivent également satisfaire les conditions d'admission prévues au chapitre 5.2 du présent arrêté.

Article 1.6.2.3. Unité de traitement des lixiviats

Les effluents admis sur l'unité de traitement des effluents liquides du site sont prioritairement les effluents du site : lixiviats, eaux de process du bâtiment de tri, eaux de lavage des zones d'activité du site.

Si la capacité de traitement de l'unité le permet, des effluents provenant d'autres installations classées pourront être traités sur le site.

CHAPITRE 1.7 CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant de l'installation visée par le présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Cette autorisation ne peut être accordée qu'au vu d'une demande explicite formulée par le nouvel exploitant accompagnée de l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières et de tous éléments permettant de justifier ses capacités techniques et financières à exploiter cette installation dans les conditions fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.8 CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.8.1. NOTIFICATION DE L'ARRÊT ET MISE EN SÉCURITÉ

La cessation d'activité doit être réalisée conformément aux dispositions du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci dans les formes définies à l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement. Ce délai est porté à six mois pour l'installation de stockage de déchets.

Il est joint à la notification un plan à jour des terrains ainsi qu'un mémoire sur l'état du site, indiquant notamment les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site selon les dispositions prévues à l'article précité.

ARTICLE 1.8.2. REMISE EN ÉTAT ET USAGE FUTUR

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement susvisé et qu'il permette un usage futur du site tel que prévu dans le Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter. La remise en état des terrains doit notamment respecter les modalités de réaménagement final définies à l'article 8.2.4 du présent arrêté.

L'exploitant réalise les travaux de réaménagement nécessaires et informe le préfet de leur achèvement. La conformité des travaux de remise en état doit être constatée par l'inspection des installations classées. Le procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées est transmis au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant, au maire de Bellegarde, ainsi qu'au(x) propriétaire(s) des terrains et aux membres de la commission de suivi de site.

Les conditions d'usage des terrains situés dans l'emprise du site sont définies par des servitudes d'utilité publique conformément aux dispositions prévues à l'article 8.2.4.5.

CHAPITRE 1.9 CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES DU DOSSIER - MODIFICATIONS.

ARTICLE 1.9.1. CONFORMITÉ

Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans les dossiers de demande d'autorisation sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

L'exploitant transmet au préfet le(s) rapport(s) de conformité des installations aux dispositions du présent arrêté, établi par ses soins ou avec l'appui d'organismes de contrôle externes, selon les modalités prévues par le présent arrêté.

ARTICLE 1.9.2. MODIFICATIONS

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées par le présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

CHAPITRE 1.10 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.10.1. OBJETS DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 sous les rubriques suivantes : 2760-2, 2714-1, 2716-1, 2791-1 (unité traitement lixiviats).

ARTICLE 1.10.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.10.2.1. Rubrique 2760-2

Années	Type d'activité	Tonnage annuel (t/an)	Durée (ans)	Base annuelle des garanties financières (€ HT)
0 à 2 (travaux)	Travaux affouillement		2	3 277 653
2 à 31	ISDND	200 000	29	3 277 653
32 à 36 (n+1 à n+5, n étant l'année de fin d'exploitation)	Post-exploitation		5	2 458 240
37 à 46 (n+6 à n+15)	Post-exploitation		10	1 638 827
47 (n+16)	Post-exploitation		1	1 606 050
48 (n+17)	Post-exploitation		1	1 573 274
49 (n+18)	Post-exploitation		1	1 540 497
50 (n+19)	Post-exploitation		1	1 507 721
51 (n+20)	Post-exploitation		1	1 474 944
52 (n+21)	Post-exploitation		1	1 442 168
53 (n+22)	Post-exploitation		1	1 409 391
54 (n+23)	Post-exploitation		1	1 376 615
55 (n+24)	Post-exploitation		1	1 343 838
56 (n+25)	Post-exploitation		1	1 311 062
57 (n+26)	Post-exploitation		1	1 278 285
58 (n+27)	Post-exploitation		1	1 245 508
59 (n+28)	Post-exploitation		1	1 212 732
60 (n+29)	Post-exploitation		1	1 179 955
61 (n+30)	Post-exploitation		1	1 147 179

Article 1.10.2.2. Rubriques 2714-1, 2716-1 et 2791-1

M	Sc	Me	α	Mi	Mc	Ms	Mg
675 341€	1,1	579 500€	1,057	0	180€	18 000€	14 400€

Ces montants ont été réévalués sur la base de l'indice TP01 (index relatif au bâtiment et travaux publics – Index TP01 – Index général tous travaux) publié le 31/01/2014 égal à 703,6 avec une TVA à 20%.

ARTICLE 1.10.3. ETABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.10.3.1. Rubrique 2760

Conformément aux dispositions des articles R 513-2 et R 516-1 à R 516-5-, du code de l'environnement, la présente autorisation est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières. Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.

Avant la mise en exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant de la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1er février 1996 modifié ;

Article 1.10.3.2. Rubriques 2714-1, 2716-1 et 2791-1

Pour les rubriques, 2714-1, 2716-1, 2791-1, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant de la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 1.10.4. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code.

Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.10.5. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement .
- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de mise en sécurité après intervention des mesures prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant physique.

ARTICLE 1.10.6. MODALITÉS DE RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES - RÉVISIONS.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

L'exploitant doit adresser au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.

Article 1.10.6.1. Rubrique 2760-2

Si l'évolution des conditions d'exploitation permet d'envisager une baisse d'au moins 25% du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une révision à la baisse du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins 6 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

ARTICLE 1.10.7. MODALITÉS D'ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES.

Article 1.10.7.1. Rubrique 2760-2

Avant l'issue de chaque période triennale, le montant de la période triennale suivante, tel que défini ci-dessus à la date d'autorisation, est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à 3 ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Article 1.10.7.2. Rubriques 2714-1, 2716-1 et 2791-1

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières.

Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 au montant de référence figurant à l'article 1.10.2 pour la période considérée.

ARTICLE 1.10.8. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES.

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.11 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.12 AUTRES RÉGLEMENTATIONS PARTICULIÈRES.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice du respect des autres réglementations applicables, en particulier du code civil, du code de l'urbanisme, du code de la santé, du code du travail et du code des communes.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont notamment applicables à l'exploitation des installations :

- les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement relatifs aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;
- les articles R. 541-42 à R. 541-48 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets ;

Date	Texte
31/07/2012	Arrêté relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement
31/05/2012	Arrêté relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines

Date	Texte
29/02/2012	Arrêté modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement
04/10/2010	Arrêté modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
31/01/2008	Arrêté modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets des installations classées soumises à autorisation
20/12/2005	Arrêté relatif à la déclaration annuelle à l'administration, pris en application des articles 3 et 5 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets
29/09/2005	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation
29/07/2005	Arrêté modifié fixant le formulaire de bordereau de suivi de déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
29/06/2004	Arrêté modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du code de l'environnement
08/07/2003	Arrêté relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive
10/10/2000	Arrêté fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications
09/09/1997	Arrêté modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux
23/01/1997	Arrêté modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
19/11/1996	Décret relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible
10/07/1990	Arrêté modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées
31/03/1980	Arrêté portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend, en appliquant les meilleures techniques disponibles, toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- assurer l'esthétique du site.

ARTICLE 2.1.2. HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

Les horaires des activités autorisées par le présent arrêté sont les suivants :

Livraisons des déchets :	Lundi au vendredi : 6h30 à 17h30 Samedi : 7h30 à 11h30
Fonctionnement de l'activité TTR Valorisation :	Lundi au vendredi : 6h00 à 21h00
Fonctionnement de l'activité Stockage :	Lundi au vendredi : 6h00 à 18h Samedi : 7h00 à 12h00

Le site est fermé les dimanches et jours fériés.

En dehors des heures d'ouverture, le site est surveillé et les bâtiments sont placés sous alarme.

ARTICLE 2.1.3. SIGNALÉTIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

A proximité immédiate de l'entrée principale est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits, dans l'ordre suivant :

- les mots : « installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation au titre du code de l'environnement » ;
- la désignation des installations ;
- les références et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- les mots : "Accès interdit sans autorisation".

Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont indélébiles et nettement visibles.

ARTICLE 2.1.4. ACCÈS, VOIES ET RÈGLES DE CIRCULATION

L'accès au site doit être limité et contrôlé ; les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas libre accès aux installations. Le contrôle de l'accès au site respecte notamment les dispositions prévues au chapitre 5.2 du présent arrêté en matière de conditions d'admission.

Un accès principal et unique est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.

L'ensemble du site est clôturé par un grillage en matériaux résistant, d'une hauteur minimale de 2 mètres. La clôture est équipée d'un portail principal d'entrée de site, maintenu fermé à clé en dehors des heures d'ouvertures du site.

Un second portail est installé au Nord/Est pour l'accès pompier uniquement, maintenu fermé à clé en dehors de toute intervention des pompiers.

Les règles spécifiques définies au titre 7 du présent arrêté pour ce qui concerne notamment la sécurisation et la sécurité incendie du site doivent également être respectées.

Une signalisation appropriée (en contenu et en implantation) indique les dangers et les interdictions d'accès, d'une part sur les voies d'accès, et d'autre part sur la clôture.

L'exploitant établit des consignes d'accès et de circulation des véhicules dans l'établissement ainsi que des consignes de chargement et déchargement des véhicules. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).

Les transferts de produits dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement avec des réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

ARTICLE 2.1.5. SURVEILLANCE ET CONDUITE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des différentes installations, des dangers et inconvénients que leur exploitation induit, des produits utilisés ou stockés sur site et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

ARTICLE 2.1.6. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2.1.7. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT.

Article 2.1.7.1. Fonction du dispositif de sécurité-environnement au sein de l'établissement

L'exploitant doit mettre en place une organisation et des moyens garantissant le respect des prescriptions édictées par le présent arrêté et plus généralement celui des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement.

L'ensemble de ce dispositif est dénommé " fonction sécurité-environnement " dans le présent arrêté.

Article 2.1.7.2. Organisation de la sécurité et de la protection de l'environnement

La fonction sécurité-environnement définie à l'article 2.1.7.1. est placée sous la responsabilité directe du directeur de l'établissement ou par délégation d'un ou plusieurs responsables nommément désignés.

Ce ou ces responsables, qui peuvent avoir d'autres fonctions (qualité, hygiène-sécurité, ou autres) doivent disposer de tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

L'exploitation est conduite dans les formes prévues à l'article 2.1.5. du présent arrêté.

Article 2.1.7.3. Mise en place et suivi d'indicateurs sécurité-environnement

Pour s'assurer du respect des présentes obligations réglementaires, et plus généralement du respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, l'exploitant doit mettre en place des indicateurs adaptés aux différentes prescriptions et facteurs d'impact potentiel significatif sur l'environnement.

L'exploitant doit se doter des méthodes et outils nécessaires à l'analyse et à la mesure de ces indicateurs, ou faire appel, dans la mesure où cela est compatible avec les prescriptions du présent arrêté, à des prestataires de service externes.

Le personnel chargé de la surveillance doit avoir suivi au préalable une formation aux appareils et procédures de mesures.

Article 2.1.7.4. Écriture de procédures et consignes d'exploitation

Des procédures doivent être établies pour toutes les activités qui peuvent avoir un effet significatif sur les performances relatives aux différents points réglementés dans le présent arrêté, et plus généralement sur l'environnement, au sens de la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal et entretien) doivent être obligatoirement établies par écrit et mises à la disposition des opérateurs concernés. Elles doivent comporter explicitement les différents contrôles à effectuer de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Outre le mode opératoire, elles doivent entre autres comporter explicitement :

- le détail et les modalités des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modification ou d'entretien de

façon à vérifier que les installations restent conformes aux dispositions du présent arrêté et que les installations sont maintenues dans les limites de sûreté définies par l'exploitant et repris dans les consignes ou modes opératoires associés ;

- les mesures à prendre en cas de dérive des installations par rapport aux conditions opératoires sûres ;
- la procédure de transmission des informations nécessaires entre les postes de travail ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le principe de ne remettre en service une installation arrêtée par le déclenchement d'une sécurité qu'après suppression de la cause de l'arrêt et validation dans les conditions prédéfinies par l'exploitant.

Le respect de ces consignes est garanti par la rédaction de rapports écrits, éventuellement sous forme de tableaux à remplir par les intervenants avec signature, au fur et à mesure du déroulement des opérations.

Ces documents doivent être rédigés avec la participation des opérateurs afin qu'ils correspondent à la réalité des moyens mis à leur disposition.

Article 2.1.7.5. Contenu minimal de la documentation sécurité-environnement

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant a minima les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation et éventuellement le(s) dossier(s) de modifications ;
- les différents textes applicables aux installations, et notamment une copie de l'arrêté d'autorisation en vigueur pris au titre des installations classées et des arrêtés complémentaires le cas échéant ;
- les plans tenus à jour, en particulier d'implantation des réseaux, des équipements de traitement des effluents, des points de contrôle et de mesure ;
- les normes et les procédures de fonctionnement, ainsi que les consignes mentionnées dans le présent arrêté ;
- le dossier " situations accidentelles " ;
- les méthodes d'essai et de contrôle ;
- les résultats des dernières mesures de surveillance prévues par le présent arrêté, sur les effluents atmosphériques et aqueux, sur le bruit, les caractéristiques des déchets reçus ;
- les rapports des visites et audits, et autres rapports d'examen ou d'expertise prévus par le présent arrêté, notamment des aménagements, des installations électriques, des moyens de défense contre l'incendie ;
- les registres répertoriés dans le présent arrêté ;
- les justificatifs de l'élimination des déchets dangereux ;
- la trace des formations et informations données au personnel ;
- tout document, enregistrement, registre permettant de justifier du respect des obligations réglementaires.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. L'archivage des documents, enregistrements, résultats de vérification et registres doit permettre de consulter les données sur les cinq dernières années au moins.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 2.1.7.6. Organisation de la documentation sécurité-environnement

Des procédures doivent être établies pour la maîtrise des documents concernant les thèmes de sécurité-environnement visés dans le présent arrêté, afin de garantir notamment :

- que les documents sont bien identifiés, localisés, et accessibles (une liste des documents relatifs aux thèmes de sécurité-environnement et à l'organisation de l'entreprise dans ces domaines est établie et les méthodes de classement et d'archivage doivent être précisées ainsi que les moyens d'accès aux différents enregistrements) ;
- qu'ils sont périodiquement examinés, révisés et validés ;
- que seules les versions actualisées sont détenues par les agents chargés de l'exploitation ;
- que la collecte et la conservation des documents constituant des preuves tangibles du respect des obligations réglementaires est bien assurée (enregistrement des résultats des analyses, contrôles, tests, exercices, ...) ;
- que les valeurs enregistrées ou mesurées dans le cadre de l'autosurveillance ainsi que les résultats des différents contrôles ou des opérations d'entretien d'appareils concourant à la protection de l'environnement, les plans d'installations et de réseaux, les incidents et accidents intéressant l'environnement sont au fur et à mesure de leur actualisation portés sur des supports permettant un archivage et une consultation facile sur les trois années précédentes au moins.

Afin de faciliter l'accès aux documents constituant les preuves tangibles du respect des obligations réglementaires, il est établi une liste de tous ces documents, comprenant :

- le type et l'identification du document,
- le mode de classement,
- la personne responsable,
- la durée d'archivage.

L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.1.7.7. Organisation du retour d'expérience

Sur la base des observations recueillies au cours des vérifications périodiques du matériel, des exercices, des incidents et accidents survenus dans l'établissement ou dans des établissements semblables, des déclenchements d'alerte et de toutes autres informations concernant la fonction sécurité-environnement, l'exploitant tire les enseignements et le retour d'expérience intéressant l'établissement.

Les consignes d'exploitation et de sécurité ainsi que la formation du personnel sont, si nécessaire, revues et modifiées en tenant compte du retour d'expérience.

Article 2.1.7.8. Formation et information du personnel

La formation du personnel travaillant à des postes pouvant avoir un impact significatif sur l'environnement et le fonctionnement des installations doit être assurée, chacun pour ce qui concerne le ou les postes qu'il peut être amené à occuper. Ce doit être le cas, au minimum, pour les postes ayant trait à l'enfouissement des déchets, la conduite et maintenance des dispositifs de collecte et de traitement du biogaz et des lixiviats, la sécurité.

Le personnel doit être informé sur le fonctionnement de l'établissement vis-à-vis des obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement, et sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes.

De plus, l'exploitant doit informer les sous-traitants, fournisseurs, et plus généralement tout intervenant sur le site, des procédures mises en place.

Outre l'aptitude au poste occupé, la formation du personnel comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Une vérification de la bonne prise en compte et de l'assimilation de ces informations doit être périodiquement assurée.

Article 2.1.7.9. Vérifications réglementaires

L'exploitant réalise à ses frais les vérifications périodiques et/ou ponctuelles réglementaires prévues par le présent arrêté ou d'autres réglementations spécifiques conformément aux référentiels en vigueur.

Cela concerne entre autres les matériels de sécurité et les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les appareils à pression, les installations thermiques, les réservoirs de stockage, les instruments de pesage, les engins, machines et autres équipements de travail.

Les vérifications doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification,
- résultats de la vérification et suites données (mesures correctives ou préventives éventuelles).

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la sécurité et la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation ou produits absorbants.

CHAPITRE 2.3 PROPRETÉ ET INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'ensemble des installations et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant est entretenu en permanence et maintenu en bon état de propreté.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, déchets, boues, etc. liée à l'exploitation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation.

Les surfaces où cela est possible sont engazonnées et des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE ET INTÉGRATION PAYSAGÈRE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Les limites de propriété, ainsi que les émissaires de rejets, font l'objet d'un soin particulier (peinture, plantations, engazonnement,...).

L'exploitant veille à l'intégration paysagère de l'installation, dès le début de son exploitation et pendant toute sa durée. Il met en œuvre les dispositions paysagères mentionnées dans son dossier de demande d'autorisation durant la phase de préparation du site, durant les phases d'exploitation successives et lors du réaménagement final du site.

A cet effet, il met en œuvre les dispositions paysagères mentionnées au titre 8, notamment pour le réaménagement final du site. D'autre part, dès le début des travaux d'affouillement, un merlon est mis en œuvre entre la plate-forme Est et la RD38 afin de limiter les vues directes et de proximité sur le site.

Un document faisant valoir les aménagements réalisés dans l'année est intégré dans le rapport annuel d'activité prévu au titre 9 du présent arrêté.

ARTICLE 2.3.3. LUTTE CONTRE LA PROLIFÉRATION DES INSECTES ET DES RONGEURS

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des rongeurs, des insectes et des oiseaux, en particulier, pour ces derniers, au voisinage des aérodromes, dans le respect des textes relatifs à la protection des espèces.

Une attention particulière est portée sur l'utilisation de rodenticides afin d'éviter des effets indirects sur les oiseaux.

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est porté à la connaissance du préfet par l'exploitant dès qu'il en a connaissance.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. PRINCIPES DE DÉCLARATION

En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 2.5.2. DIFFUSION DE L'INFORMATION ET COMMUNICATION

En cas d'accident ou d'incident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement (dont impacts visuel, olfactif, sonore), une information sur l'événement et ses conséquences, actualisée en tant que de besoin, est également transmise dans les plus brefs délais au préfet et aux maires des communes potentiellement concernées en même temps qu'à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.5.3. RAPPORT D'INCIDENT

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Un tel rapport est systématiquement établi en cas d'événements accidentels perceptibles à l'extérieur ou avec des conséquences sur le personnel ou l'environnement.

Ce rapport précise notamment :

- les installations impliquées et/ou touchées,
- les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident,
- les effets sur les personnes et l'environnement,

- les mesures préventives, correctives et curatives prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme,
- les délais de mise en œuvre des solutions proposées.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Si des investigations nécessitent un délai supplémentaire, l'exploitant transmet dans le délai imparti un rapport intermédiaire précisant les éléments en sa possession et les démarches engagées et sollicite à cette fin un nouveau délai pour la remise d'un rapport plus détaillé.

ARTICLE 2.5.4. MESURES PARTICULIÈRES EN CAS D'ACCIDENT

Les dispositions prévues au présent chapitre s'applique sans préjudice des dispositions éventuellement édictées en application des articles L.512-20 ou R.512-70 du Code de l'environnement.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en est informée dans les meilleurs délais.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne sont tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ENVOLS ET POUSSIÈRES

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses.

Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont revêtues (béton, bitume, etc.) et convenablement nettoyées, les pistes sont régulièrement arrosées. Les camions transportant les déchets sont systématiquement bâchés.

L'exploitant procède régulièrement au nettoyage des abords du site conformément aux dispositions de l'article 2.3.1 du présent arrêté.

Article 3.1.3.1. Installation de TTR Valorisation

Le bâtiment est fermé. Les accès à l'installation sont en enrobé et les camions arrivant ou sortant de l'installation sont bâchés afin de limiter l'émission de poussière ou les envols.

Le bâtiment est équipé de dispositifs permettant la captation et le traitement des poussières.

Le système de ventilation du bâtiment comprend :

- un réseau de gaine dont les bouches d'aspiration sont positionnées en zone de réception et en zone de Tri,
- un réseau d'aspiration au niveau de certaines machines (trommel, cribles balistiques) et à chaque jetée d'un tapis,
- un ventilateur permettant d'assurer la mise en dépression de l'ensemble et un renouvellement de 2 volumes horaires de l'ensemble du bâtiment,
- un dispositif de captation et traitement des poussières permettant d'atteindre les objectifs de rejets dans l'air défini à l'article 3.2.3 du présent arrêté.

Les zones de stockage de produits valorisables (balles ou vrac), situées en extérieur, sont couvertes et fermées sur 3 côtés. Le chargement des produits vrac en partance vers les filières de valorisation se fait également sous auvent, fermé sur 3 cotés. Le convoyeur des refus de tri est capoté sur sa partie située en extérieur.

Article 3.1.3.2. Installation de stockage de déchets non dangereux

Le mode de stockage doit permettre de limiter les envois de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes.

L'exploitant met en place autour de la zone d'exploitation un système permettant de limiter les envois et de capter les éléments légers néanmoins envolés. En particulier, des filets anti-envols sont disposés autant que nécessaire sous le vent de l'alvéole en exploitation.

La zone d'enfouissement est recouverte régulièrement conformément aux dispositions prévues à l'article 8.2.3.5 du présent arrêté. La taille des alvéoles en exploitation de l'ISDND est limitée.

ARTICLE 3.1.4. ODEURS

Toutes les dispositions utiles sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs. L'exploitant respecte notamment les dispositions prévues par le présent arrêté en matière d'aménagement, d'exploitation, de captage et de traitement au niveau des zones d'exploitation, afin de limiter les émissions d'odeurs à l'extérieur.

La surface d'exploitation est limitée et les déchets sont recouverts selon les dispositions prévues au titre 8 du présent arrêté (avancement de l'exploitation, couvertures régulière, intermédiaire et finale, modalités de mise en place des déchets).

L'installation est équipée de dispositifs de collecte et de traitement du biogaz répondant aux dispositions prévues au présent titre de manière à limiter notamment les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.

Les bassins de stockage ou de traitement des effluents liquides sont entretenus aussi souvent que nécessaire. Leur état est systématiquement vérifié avant la période estivale et les opérations d'entretien éventuellement nécessaires sont réalisées.

L'exploitant réalise un suivi dont les modalités répondent a minima aux dispositions fixées au titre 9 du présent arrêté.

ARTICLE 3.1.5. COLLECTE ET TRAITEMENT DU BIOGAZ PRODUIT

Article 3.1.5.1. Captage et traitement du biogaz

Le biogaz produit par l'installation est collecté (par puits verticaux et/ou drains horizontaux) puis valorisé ou à défaut, détruit par voie thermique en torchère, conformément aux dispositions fixées au présent titre.

Chaque alvéole, comblée et recouverte, est équipée, au plus tard un an après leur comblement, du réseau définitif de drainage des émanations gazeuses.

Ce réseau est conçu et dimensionné de façon à capter de façon optimale le biogaz sur la totalité de la période d'exploitation et de suivi et à permettre son acheminement vers une installation de valorisation ou, à défaut, vers une installation de destruction par combustion.

L'exploitant :

- réalise un suivi périodique des caractéristiques du biogaz et des gaz de combustion dont les modalités répondent a minima aux dispositions fixées au titre 9 du présent arrêté.
- tient à disposition de l'inspection des installations classées les plans du réseau de captage réalisé en cours d'exploitation,
- transmet à l'inspection des installations classées les caractéristiques du réseau définitif (réaménagement final) et les conditions de réalisation retenues au moins trois mois avant la réalisation des travaux.

Les rejets issus des installations de combustion du biogaz respectent les valeurs limites d'émission fixées par le présent arrêté.

Article 3.1.5.2. Gestion générale du réseau de biogaz

Le réseau de transport du biogaz doit être conçu, exploité et entretenu selon les règles de l'art permettant son exploitation en toute sécurité.

Des vérifications doivent être effectuées de manière régulière pour contrôler l'absence de point bas dans le réseau, l'absence d'eau de condensation et le maintien de la dépression en tête de ligne et sur les connexions du réseau.

Les installations de traitement ou d'utilisation du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

L'exploitant programme dans la mesure du possible les interventions sur le réseau de biogaz de manière à limiter au maximum les nuisances qu'elles sont susceptibles de causer (période, conditions météorologiques, modalités de réalisation, en particulier pour la pose de drains...).

ARTICLE 3.1.6. UTILISATION DE PRODUITS NEUTRALISANTS

L'exploitant peut avoir recours à un dispositif pour neutraliser les odeurs sur le site, notamment en cas d'interventions particulières sur le massif de déchets ou sur le réseau de biogaz.

Les produits utilisés sont non toxiques et leurs fiches de données sécurités sont conservées et mises à disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE TRAITEMENT ET DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsque celle-ci s'avère nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Article 3.2.2.1. Identification des points de rejet

Point de rejet	Installations raccordées	Combustible
Conduit « Unité de valorisation lixiviate »	Brûleur de la chambre de combustion du procédé d'évaporation-séchage	Biogaz
Conduit « torchère 1 »	Torchère reliée au réseau de captage du biogaz	Biogaz
Conduit « torchère 2 »	Torchère reliée au réseau de captage du biogaz	Biogaz
Conduit « Installation TTR Valorisation »	Cheminée d'exhaure du système de ventilation	Néant

L'exploitant tient à jour des plans et/ou schémas de circulation des effluents gazeux faisant apparaître les sources, les cheminements, les systèmes de traitement et les points de contrôle, jusqu'aux différents points de rejet. Ce plan est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Article 3.2.2.2. Conception, aménagement et équipement des points de rejet

a) Forme des conduits

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, doit être conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.

Les contours des conduits ne doivent pas présenter de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché doit être continue et lente.

b) Aménagement des conduits soumis à suivi

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DANS L'AIR

Les installations sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites fixées ci-après ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans l'exploitation de l'installation pour limiter les émissions diffuses.

Toute anomalie dans le fonctionnement des dispositifs de collecte et de traitement pouvant conduire à une réduction de leur performance doit être consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission sont rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (103,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 11% sur gaz sec.

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites d'émission définies ci-après :

Paramètres	Unité traitement lixiviats *	Torchère*	Installation de TTR Valorisation
poussières totales	<10 mg/Nm ³	-	<40 mg/Nm ³ si le flux est supérieur à 1kg/h <100 mg/Nm ³ si le flux est inférieur à 1kg/h
monoxyde de carbone (CO)	<150 mg/Nm ³	< 150 mg/Nm ³	-
dioxyde de soufre (SO ₂)	<150 mg/Nm ³ si le flux est supérieur à 25 kg/h	< 300 mg/Nm ³ si le flux est supérieur à 25 kg/h	-
chlorure d'hydrogène (HCl)	<50 mg/Nm ³	<50 mg/Nm ³	-
fluorure d'hydrogène (HF)	< 5 mg/Nm ³	< 5 mg/Nm ³	-

*En cas de destruction par combustion, les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température est mesurée en continu et fait l'objet d'un enregistrement ou système régulier de suivi.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter la consommation d'eau. Les eaux internes du site sont utilisées en priorité (bassins d'eau pluviale, cuve de récupération des eaux de toitures) puis complétée par des apports via le réseau BRL.

Les prélèvements d'eau, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux prélèvements suivants :

Origine de la ressource	Nature	Prélèvement maximal
Réseau Bas-Rhône-Languedoc (BRL)	Eau industrielle non potable	180 m ³ /h

L'alimentation en eau doit pouvoir être arrêtée promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible. La réalisation de tout ouvrage ou sa mise hors service doit être portée à la connaissance du préfet.

ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.2.1. *Connexion aux réseaux d'alimentation en eau*

Cette alimentation est équipée d'un dispositif anti-retour et d'un système de comptage de la consommation.

Afin de limiter sa consommation globale d'eau, l'exploitant privilégie la valorisation de ses eaux de ruissellements pour l'arrosage des pistes internes, de ses eaux de toitures pour l'arrosage ou le lavage de ses engins.

Article 4.1.2.2. *Prélèvement d'eau en nappe par forage*

Aucun forage n'est autorisé sur le site en dehors des piézomètres de contrôle. Ces ouvrages doivent être réalisés et entretenus selon les règles de l'art, de façon à ne pas détériorer la qualité de l'aquifère concerné, à ne pas mettre en relation différents aquifères et à ne pas favoriser l'infiltration d'eaux superficielles par leur biais.

Les prélèvements d'eau en nappe ne sont pas autorisés sur le site, à l'exclusion des prélèvements liés au suivi de la qualité des eaux souterraines.

Article 4.1.2.3. *Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse*

L'exploitant est soumis aux mesures de restriction générales des usages de l'eau prises par arrêté préfectoral pour le département du Gard, et graduées selon les stades critiques déclarés.

Les différents seuils d'alerte et de crise sont définis par l'arrêté préfectoral cadre en vigueur et déclarés par arrêté préfectoral en cas de dépassement.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation,
- les secteurs collectés et les réseaux associés,

- les ouvrages de rétention (bassins de stockage) et les équipements de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

L'exploitant établit également un schéma de principe complet et à jour reprenant la gestion globale des eaux du site et indiquant à minima la nature des effluents, les débits associés et les principes de traitement.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont étanches et de nature à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Toute communication entre les réseaux d'eaux sanitaires et les autres réseaux est interdite.

Aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel ne transite par les réseaux de l'établissement.

ARTICLE 4.2.5. ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système permet d'isoler les réseaux d'eaux susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TRAITEMENT DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux de ruissellement extérieures (ERE),
- les eaux de ruissellement intérieures (ERI) composées des eaux pluviales ayant ruisselé sur les voiries, des eaux de toiture du bâtiment de l'installation TTR Valorisation et des eaux ayant ruisselé sur les zones de travail hors déchets et sur les zones du casier non réservées au stockage,
- les eaux souterraines issues d'éventuels écoulements d'eaux souterraines ou de sub-surface,
- les lixiviats issus des zones de stockage des déchets,
- les eaux vannes et les eaux industrielles issues des activités de lavage, égouttures de l'installation TTR Valorisation.

ARTICLE 4.3.2. GESTION GÉNÉRALE DES EFFLUENTS

Tout rejet d'effluent liquide non prévu au présent titre ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les rejets directs ou indirects d'eaux dans une nappe souterraine, même après épuration, sont interdits.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est notamment interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Tout effluent non identifié au présent titre est traité conformément aux dispositions du titre 5 du présent arrêté dès lors qu'il ne présente pas des caractéristiques identiques, notamment en terme de charges polluantes, aux eaux par ailleurs collectées par les réseaux.

ARTICLE 4.3.3. CARACTÉRISTIQUES DES BASSINS DE CONFINEMENT OU DE TAMPONNEMENT

Désignation	Volume utile [m ³]	Type d'effluents	Localisation
Bassin EP1	8 200	ERI + eaux de voiries (séparateur en amont) + trop plein eau toiture	Sud
Bassin EP2	20 000	ERI (hors voiries)	Nord-Ouest
Bassin EP3	7 000	ERI (hors voiries)	Nord-Est
Bassin EP4	1 600	Eaux de voiries (séparateur en amont)	Est
Bassin principal LIX	3 000	Lixiviats	Nord-Est
Bassin tampon LIX	800	Lixiviats	Nord-Est

Tous ces bassins sont géomembranés. Ils sont équipés en sortie d'une vanne manuelle permettant d'assurer le confinement de l'installation vis-à-vis du milieu naturel. La vanne est par défaut en position fermée.

Les bassins de stockage (EP1, EP2, EP3, principal LIX) sont dotés de repères visibles pour vérifier le niveau de remplissage et le volume de réserve devant être disponible en cas d'aléa. Toutes les dispositions sont prises pour prévenir leurs débordements. Leur zone est clôturée et signalée avec rappel des risques. Une bouée, une échelle, les équipements de sécurité obligatoires sont positionnés à proximité immédiate pour chaque bassin.

ARTICLE 4.3.4. MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS

Article 4.3.4.1. Conception des ouvrages

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Les ouvrages sont réalisés selon les règles de l'art et correctement dimensionnés au vu des caractéristiques du site et des effluents à traiter.

Article 4.3.4.2. Entretien et conduite des installations de traitement

Les installations de traitement sont exploitées, surveillées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité et à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...).

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des équipements de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

Les dispositifs de traitement des effluents présents sur le site – station et séparateurs d'hydrocarbures notamment – sont entretenus aussi souvent que nécessaire et au minimum une fois par an. L'ensemble des ouvrages – bassins, fosses, regards, poste de relevage – est également entretenu et curé en tant que de besoin. Les boues générées sont éliminées conformément au titre 5 du présent arrêté.

L'exploitant tient un registre reprenant les opérations effectuées sur les ouvrages (relevés, analyses, vidange, entretien) ainsi que les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ces opérations font l'objet de consignes écrites.

Article 4.3.4.3. Dysfonctionnement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les installations concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les ouvrages à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.5. MODALITÉS DE GESTION DES EFFLUENTS SUR LE SITE

Article 4.3.5.1. Drainage périphérique des eaux souterraines ou de sub-surface

Des dispositions sont prises pour éviter une alimentation latérale ou par la base des casiers par une nappe ou des écoulements de sub-surface. Si la situation se présente, un dispositif de drainage adapté, suffisamment dimensionné et correctement implanté, est réalisé sur la périphérie de chaque casier pour limiter les risques de surpression et les sollicitations des barrières de sécurité.

Toute arrivée d'eaux souterraines ou de sub-surface découverte durant les phases de terrassement et d'aménagement doit être signalée à l'inspection des installations classées.

Article 4.3.5.2. Collecte et gestion des eaux de ruissellement extérieures (ERE)

L'installation est aménagée afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même.

Un fossé périphérique au site est créé avant le début de l'exploitation sur la bordure Ouest afin de drainer le bassin versant Ouest situé en amont. Ces eaux drainées sont acheminées vers un fossé Nord existant en bordure d'autoroute via une canalisation enterrée. Les eaux drainées côté Sud sont acheminées en bordure de piste Sud vers un fossé situé en bordure de RD.

Article 4.3.5.3. Collecte et gestion des eaux de ruissellement intérieures (ERI)

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, et le cas échéant les eaux souterraines issues des dispositifs de drainage prévu à l'article 4.3.5.1 ci-avant, sont dirigées, avant rejet dans le milieu naturel, vers des bassins de stockage étanches, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de période de retour de 20 ans, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité.

- Les eaux ayant ruisselé sur les voiries et surfaces goudronnées sont toutes dirigées par le biais de réseaux enterrés vers les bassins EP1 et EP4.
- Les eaux de toiture du bâtiment sont récupérées dans une cuve étanche enterrée, le trop plein de cette cuve est dirigé via un fossé vers le bassin EP1.
- Les eaux pluviales ayant ruisselé sur les zones de travail hors déchets et sur les zones du casier non réservées au stockage sont collectées au niveau de bassins temporaires situés dans l'excavation et dirigées par pompage en fonction de leurs localisations vers les bassins EP1, EP2 ou EP3.
- Les eaux du dôme et de sa piste réaménagée (en configuration de réaménagement) sont dirigées via un fossé sur la piste périphérique vers les bassins EP1, EP2 et EP3. Des fossés sont réalisés au droit du dôme au niveau de chaque risberme afin de collecter les eaux vers le fossé périphérique et éviter les risques d'érosion.
- Les eaux ayant ruisselé sur les zones de travail en contact avec les déchets sont dirigées vers des bassins temporaires puis dirigées vers le bassin principal de lixiviats.

Un dispositif de pompage adapté à la gestion des eaux en cas de forte pluie est mis en place sur site.

Les séparateurs hydrocarbures installés en amont des bassins EP1 et EP4 sont munis de vannes obturatrices permettant d'isoler le réseau en cas de déversement accidentel. Le fonctionnement de ces vannes est décrit dans un mode opératoire et le personnel est sensibilisé sur la conduite à tenir en cas d'incident.

Le bassin EP2 est relié au bassin EP3 via une canalisation enterrée, équipée en amont d'une vanne de fermeture.

Les eaux de ruissellements internes (ERI) recueillies sont analysées conformément aux dispositions prévues au titre 9 du présent arrêté. Elles doivent respecter les valeurs limites fixées par le présent titre pour être rejetées au milieu naturel. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin pour limiter, d'un point de vue quantitatif, les incidences en aval du site.

Article 4.3.5.4. Collecte et gestion des lixiviats

L'installation est équipée d'un dispositif de drainage, de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir les risques de pollution des eaux superficielles et souterraines.

L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique en fond de casier conformément aux règles de l'art et aux dispositions réglementaires en vigueur, et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains.

La charge hydraulique est limitée de préférence à 30 centimètres, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier.

Les lixiviats sont collectés gravitairement puis relevés et dirigés vers le bassin principal de stockage des lixiviats par un dispositif situé à flanc de casier et doublé (2 canalisations et 2 pompes : 1 principale et 1 de secours). Le bassin de stockage des lixiviats est étanche (géomembrane) et résistant aux substances contenues dans les lixiviats, correctement dimensionné et aménagé. L'étanchéité du bassin de lixiviats est renforcée par une couche de perméabilité égale ou inférieure à 1.10^{-9} m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres.

Chaque puits de relevage des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi.

Les lixiviats sont traités sur site. Le procédé d'évapo-concentration ou procédé équivalent, mis en œuvre permet d'atteindre les caractéristiques minimales fixées par le chapitre 8.3.

En cas de panne, de dysfonctionnement, d'arrêt, ou en attente de production de biogaz de quantité suffisante ou de qualité adéquate, les lixiviats sont traités de la façon suivante :

- la priorité est donnée à la valorisation sur une installation existante : unité de stabilisation du site SITA FD si la capacité du site le permet. Une canalisation inter-sites est mise en place à cet effet, sa mise en place est soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées ;
- en second lieu, une unité mobile de traitement est mise en place temporairement. Le choix du procédé privilégie la récupération des eaux traitées pour usage sur site afin de maintenir l'absence de rejet liquide ;
- enfin après obtention d'une autorisation préalable du préfet, par un traitement dans une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle. Celui-ci n'est envisageable que dans le cas où celle-ci est apte à traiter les lixiviats dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues d'épuration. Un tel traitement doit obligatoirement faire l'objet d'une convention passée par l'exploitant avec le gestionnaire de la station.

Sont dans tous les cas interdits :

- la dilution des lixiviats ;
- l'aspersion des lixiviats bruts ou prétraités ;
- l'épandage des lixiviats ;
- le rejet des lixiviats bruts ou prétraités directement dans le milieu naturel.

Article 4.3.5.5. **Gestion des eaux vannes et industrielles**

Les eaux industrielles sont récupérées dans une cuve étanche enterrée, équipée d'une sonde de niveau puis dirigées vers le bassin tampon lixiviats.

Les eaux vannes des sanitaires sont récupérées dans des cuves étanches enterrées puis pompées et acheminées vers une station d'épuration agréée.

Article 4.3.5.6. **Épandage**

L'épandage de tout produit, d'eaux résiduelles, de boues ou de déchets, est interdit.

CHAPITRE 4.4 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 4.4.1. IDENTIFICATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants :

Point de rejet	Rejet exutoire A	Rejet exutoire B1	Rejet exutoire B4
Localisation	Point de rejet bassin EP3	Point de rejet bassin EP1	Point de rejet EP4
Coordonnées (Lambert II étendu)	(X 771438,0992 ; Y 161629, 0211)	(X 771394,7554 ; Y 161155, 5079)	(X 771396,7422 ; Y 161173,4388)
Nature des effluents	ERI (hors voiries)	ERI + eaux de voiries (séparateur en amont) + trop plein eau toiture	Eaux de voiries (séparateur en amont)
Traitement avant rejet	Bassin de rétention	Séparateur HC Bassin de rétention	Séparateur HC
Exutoire du rejet	Milieu naturel (fossé bordure RD38)	Milieu naturel (fossé bordure RD38)	Milieu naturel (fossé bordure RD38)
Débit maximal	1 160 m ³ /h maximum	1 360 m ³ /h maximum	260 m ³ /h maximum

ARTICLE 4.4.2. AMÉNAGEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.4.2.1. **Conception**

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils doivent être aménagés et entretenus de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

L'exutoire B est curé en tant que de besoin, sur le linéaire nécessaire entre la RD38 et le canal du Rhône à Sète, cette opération est consignée dans un registre.

Article 4.4.2.2. **Points de prélèvement et de mesure**

Des points de prélèvement d'échantillons et de mesure sont prévus pour chaque rejet du site.

Ces points sont implantés et aménagés de manière à pouvoir réaliser des mesures représentatives, être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Ils doivent pouvoir être équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.

Toutes les dispositions doivent par ailleurs être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

ARTICLE 4.4.3. **CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.
- Sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :
- température : < 30 °C,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline),
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L.

CHAPITRE 4.5 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION AVANT REJET

ARTICLE 4.5.1. **VALEURS LIMITES D'ÉMISSION POUR LES EAUX INTERNES DE RUISSELLEMENT AVANT REJET AU MILIEU NATUREL**

L'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites définies ci-après avant rejet au milieu naturel :

Point de rejet	Exutoire A, B1, B4
Paramètre	Valeur instantanée
pH	> 5,5 et < 8,5
Température (°C)	< 30 °C
Matières en suspension totale (MEST)	< 100 mg/l si flux journalier max <15 kg/j, <35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 300 mg/l si flux journalier max. < 100 kg/j. < 125 mg/l au-delà
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	< 100 mg/l si flux journalier max <30 kg/j, < 30 mg/l au-delà
Azote global	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max > 50 kg/j
Phosphore total	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max > 15 kg/j
Phénols	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1g/j
Métaux totaux* dont :	< 15 mg/l
Cr ⁶⁺	< 0,1 mg/l
Cd	< 0,2 mg/l
Pb	< 0,2 mg/l < 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j.
Hg	< 0,05 mg/l
As	< 0,1 mg/l
Fluor et composés (en F)	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
Cyanures libres (CN)	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux	< 5 mg/l (<10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.)
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.

* Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivant : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux pluviales de ruissellement peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

ARTICLE 4.5.2. EAUX DOMESTIQUES

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 1331-10 du Code de la Santé Publique, les eaux domestiques (eaux vannes sanitaires) doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur (arrêté ministériel du 6 mai 1996 notamment).

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination .

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 43-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Les activités de tri des déchets, de chiffonnage et de récupération sont interdites sur le site.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.7. AGRÉMENT DES INSTALLATIONS ET VALORISATION DES DÉCHETS D'EMBALLAGES

Le présent arrêté vaut agrément au titre de l'article R. 543-71 du code de l'environnement dans les conditions suivantes :

NATURE DES EMBALLAGES	PROVENANCE INTERNE/EXTERNE	QUANTITÉ MAXIMALE ADMISE	CONDITIONS DE VALORISATION
Emballages non-ménagers	Prioritairement du département du Gard, puis départements et régions limitrophes (entreprises et administrations non collectés par les services publics)	90 000 t/an maximum de déchets d'activité économique	Valorisation matière et valorisation énergétique par fabrication de Combustible solide de récupération (CSR)

Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers, un contrat écrit est passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat doit viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement est délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fait avec la signature d'un contrat similaire à celui mentionné ci-dessus. Si le repreneur est l'exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assure qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assure que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

Pendant une période de 5 ans doivent être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle mentionnés aux articles L. 541-44 et L. 541-45 du code de l'environnement :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement)
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballages à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre est porté à la connaissance du préfet, préalablement à sa réalisation.

CHAPITRE 5.2 ADMISSION DES DÉCHETS SUR SITE

ARTICLE 5.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant doit s'assurer que les déchets qu'il réceptionne sont conformes, dans leur nature et leur origine, aux dispositions du présent arrêté.

Pour être admis sur site, les déchets doivent notamment satisfaire ;

- à la procédure d'information préalable ou d'acceptation préalable le cas échéant, telle qu'elles sont a minima définies à l'article 5.2.2 ci-dessous ;
- au contrôle à l'arrivée sur le site, selon les modalités minimales fixées à l'article 5.2.3 ci-dessous.

Ces procédures sont valables pour l'installation de stockage et pour l'installation de TTR Valorisation.

L'exploitant prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets sur site dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible les effets négatifs sur l'environnement, en particulier la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé des personnes.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

ARTICLE 5.2.2. DÉMARCHES PRÉALABLES À TOUTE ADMISSION DE DÉCHETS

Article 5.2.2.1. Procédure d'information préalable

Les déchets admis listés à l'article 1.6.2 sont soumis à la seule procédure d'information préalable.

Les déchets admissibles sur l'installation de TTR Valorisation sont des DAEND, des refus de tri de DAEND et des encombrants valorisables.

Les déchets admissibles sur l'ISDND du site de La Roseaie sont des déchets ultimes non dangereux.

Avant d'admettre un déchet et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet.

Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

L'information préalable est obligatoirement signée par le producteur du déchet et contient au moins les éléments suivants :

- la provenance et la nature du déchet ;
- le code du déchet conformément à la codification en vigueur ;
- les informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- les données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant, ainsi que toute information pertinente pour caractériser le déchet en question ;
- les risques inhérents et les précautions à prendre au niveau de l'installation de stockage, si nécessaire ;
- pour le cas de l'ISDND, l'engagement du producteur à ne remettre que des déchets ultimes conformes à la définition du plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Gard en vigueur.

L'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires. Il soumet le cas échéant l'admission du déchet à une procédure d'acceptation plus complète comprenant une caractérisation précise du déchet confirmant sa nature.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant dans ce recueil les motifs pour laquelle il a refusé l'admission d'un déchet.

Article 5.2.2.2. Procédure d'acceptation préalable

Les déchets non visés à l'article 1.6.2 sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie au présent article. Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité. Elles sont réalisées par le producteur ou le détenteur du déchet.

Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

L'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents définis au point d) de la caractérisation de base.

Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.

Caractérisation de base

Elle est exigée pour chaque type de déchets. S'il ne s'agit pas de déchets produits dans le cas d'un même processus, chaque lot de déchets fera l'objet d'une caractérisation de base distincte.

a) Informations à fournir :

- source et origine du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à la codification en vigueur ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage.

b) Essais à réaliser :

Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais requis en laboratoire et les relations entre la caractérisation de base et la vérification de la conformité dépendent du type de déchets. Il convient cependant de réaliser le test de potentiel polluant basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation. Le test de lixiviation à appliquer est le test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Ba, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn), les fluorures, l'indice phénols, le carbone organique total sur éluat ainsi que sur tout autre paramètre reflétant les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation. La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.

Les essais réalisés lors de la caractérisation de base doivent toujours inclure les essais prévus à la vérification de la conformité et, si nécessaire, un essai permettant de connaître la radioactivité.

Les tests et analyses relatifs à la caractérisation de base peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de stockage de déchets ou tout laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais correspondant à la caractérisation de base après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à la caractérisation de base sont déjà connues et dûment justifiées ;
- le déchet fait partie d'un type de déchets pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ni de critère d'admission.

c) Dispositions particulières :

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, la caractérisation de base apportera des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur des déchets informe l'exploitant du centre de stockage de déchets des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule caractérisation de base peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites sur les paramètres de la caractérisation de base montrant leur homogénéité.

Ces dispositions relatives aux déchets régulièrement produits dans le cadre d'un même procédé industriel ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.

d) Caractérisation de base et vérification de la conformité :

La fréquence de la vérification de la conformité ainsi que les paramètres pertinents qui y seront recherchés sont déterminés sur la base des résultats de la caractérisation de base. En tout état de cause, la vérification de la conformité est à réaliser au plus tard un an après la caractérisation de base et à renouveler au moins une fois par an.

La caractérisation de base est également à renouveler lors de toute modification importante de la composition du déchet. Une telle modification peut en particulier être détectée durant la vérification de la conformité.

Les résultats de la caractérisation de base sont conservés par l'exploitant de l'installation de stockage et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à ce qu'une nouvelle caractérisation soit effectuée ou jusqu'à trois ans après l'arrêt de la mise en décharge du déchet.

Vérification de la conformité

Le producteur ou le détenteur du déchet doit, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, faire procéder à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an. Dans tous les cas, l'exploitant veille à ce que la portée et la fréquence de la vérification de la conformité soient conformes aux prescriptions de la caractérisation de base.

La vérification de la conformité vise à déterminer si le déchet est conforme aux résultats de la caractérisation de base. Les paramètres déterminés comme pertinents lors de la caractérisation de base doivent en particulier faire l'objet de tests. Il est vérifié que le déchet satisfait aux valeurs limites fixées pour ces paramètres pertinents.

Les essais utilisés pour la vérification de la conformité sont choisis parmi ceux utilisés pour la caractérisation de base.

Les tests et analyses relatifs à la vérification de la conformité sont réalisés dans les mêmes conditions que ceux effectués pour la caractérisation de base.

Les déchets exemptés des obligations d'essai pour la caractérisation de base dans les conditions prévues au dernier alinéa du b) de la caractérisation de base, sont également exemptés des essais de vérification de la conformité. Ils doivent néanmoins faire l'objet d'une vérification de leur conformité avec les informations fournies lors de la caractérisation de base.

Les résultats des essais sont conservés par l'exploitant de l'installation de stockage et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de trois ans après leur réalisation.

ARTICLE 5.2.3. PROCÉDURE POUR L'ADMISSION D'EFFLUENTS EXTÉRIEURS POUR L'UNITÉ DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS

Les lixiviats ou effluents extérieurs sont soumis à la procédure d'information préalable ainsi que procédure d'acceptation préalable décrites dans les articles 5.2.2.1 et 5.2.2.2.

L'acceptation de lixiviats ou effluents extérieurs au site est soumise à l'établissement d'un certificat d'acceptation préalable et d'une convention formalisant les seuils de flux et de qualité physico-chimique entre les producteurs et SITA SUD.

Le suivi analytique des lixiviats est réalisé par prélèvement dans les bassins de stockage de ces sites externes. Les volumes évacués sont comptabilisés et enregistrés, chaque envoi fait l'objet d'un bordereau de suivi de déchets (BSD).

ARTICLE 5.2.4. CONTRÔLE DES DÉCHETS À L'ARRIVÉE

Afin de s'assurer de la conformité des déchets réceptionnés (nature et origine notamment), toute livraison de déchets reçue sur le site fait l'objet des vérifications suivantes avant son admission.

Article 5.2.4.1. Enregistrement et procédure préalable

L'accès au site se fait après enregistrement au poste d'accueil. Le système permet d'identifier les apports : tonnage, provenance et nature.

Le logiciel de contrôle d'entrée est paramétré pour vérifier l'existence et la validité des fiches d'information préalable (FIP) et certificats d'acceptation préalable (CAP).

Tout déchet sans FIP ou CAP est considéré comme interdit et est systématiquement refusé. Ce refus est enregistré dans un registre spécifique et fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées.

Chaque réception sur site fait l'objet d'un enregistrement reprenant notamment les informations à porter au registre prévu à l'article 5.3.3 du présent arrêté.

Article 5.2.4.2. Pesée des déchets à l'arrivée sur le site

Les camions sont pesés à l'entrée et à la sortie du site afin de contrôler le tonnage des déchets admis.

Les équipements de pesage font l'objet des vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5.2.4.3. Contrôle de la radioactivité

L'admission d'objets et de déchets radioactifs est interdite dans les installations autorisées par le présent arrêté. Afin de détecter tout objet ou déchet radioactif, l'exploitant dispose un portique de détection de la radioactivité à l'entrée du site.

a) Équipement fixe de détection de la radioactivité

L'établissement est équipé, à l'entrée du site, d'un portique de détection de la radioactivité pour le contrôle systématique des déchets entrant afin de vérifier l'absence de déchets radioactifs.

Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justifiant le seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié a minima annuellement, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement, au moins une fois par an. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée.

L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

b) Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

En cas de déclenchement des portiques de détection de la radioactivité, l'exploitant met en œuvre les dispositions prévues par la circulaire du 30/07/03 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies.

L'exploitant dispose :

- d'une aire permettant le stationnement d'un véhicule de transport pendant 48h. Cette aire est à l'écart de tout poste de travail permanent. La benne de transport est systématiquement bâchée (cas des chargements à l'air libre) pour éviter que les intempéries entraînent une dispersion des matières radioactives. Un balisage délimitant un périmètre de sécurité au-delà duquel le débit de dose est inférieur à $0.5 \mu\text{Sv/h}$ est mis en place ;
- d'un local permettant l'entreposage pendant plusieurs mois d'objets ou de déchets radioactifs après qu'ils aient été isolés et conditionnés de façon à éviter toute contamination radioactive. Ce local est situé à l'écart de tout poste de travail permanent. Il est couvert et ses dimensions sont suffisantes pour entreposer les objets ou déchets susceptibles d'être découverts sur les installations. Ce local est ventilé (ventilation naturelle ou mécanique) afin d'éviter toute accumulation de gaz radioactif (notamment radon en cas d'entreposage d'objets ou déchets contenant du radium). L'accès au local est matériellement interdit à tous les travailleurs. Un balisage délimitant un périmètre de sécurité au-delà duquel le débit de dose est inférieur à $0.5 \mu\text{Sv/h}$ est mis en place, notamment si ce périmètre dépasse les parois du local d'entreposage. Les déchets ou objets radioactifs sont clairement signalés par un pictogramme adéquat (trèfle noir sur fond jaune), conformément à l'article R.4451.23 du code du travail ;
- l'exploitant procède à un contrôle de vérification de l'absence de contamination du local après l'évacuation des déchets ou objets vers la filière adaptée.

La gestion du déchet radioactif doit être réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur, sous réserve du respect de la réglementation relative au transport de matières radioactives, ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

Article 5.2.4.4. Contrôles visuels

Chaque livraison doit faire l'objet d'un contrôle lors de l'admission sur site et lors du déchargement par le personnel du site. Il permet de vérifier la conformité du chargement à sa description (FIP ou CAP) et détecter la présence de déchets indésirables et spécifiquement de déchets interdits ou non ultimes pour les chargements à destination de l'ISDND. L'exploitant forme et sensibilise régulièrement le personnel dédié à ces contrôles.

Article 5.2.4.5. Admission ou refus du chargement

L'exploitant délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité.

L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.

CHAPITRE 5.3 TRAÇABILITÉ LIÉE À LA GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 5.3.1. DISPOSITION GÉNÉRALE

L'exploitant doit être en mesure de justifier à tout moment l'élimination ou le traitement des déchets qu'il produit ou qu'il reçoit sur le site à l'inspection des installations classées.

Il tient une comptabilité des déchets produits et traités conformément aux dispositions prévues au titre 9 du présent arrêté. Il est en mesure de fournir l'état de ses stocks de déchets.

L'exploitant doit notamment tenir à la disposition de l'inspection des installations classées tous les documents de traçabilité mentionnés par le présent arrêté. Cela concerne en particulier les résultats et enregistrements liés au protocole d'admission prévu à l'article 5.2 précédent.

ARTICLE 5.3.2. REGISTRE DES DÉCHETS PRODUITS SUR LE SITE

L'exploitant tient à jour un registre chronologique de production, d'expédition et de traitement des déchets dangereux et non dangereux produits conformément aux dispositions en vigueur en matière de contrôle des circuits de traitement des déchets. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

L'exploitant doit obtenir et archiver tout document permettant de justifier le circuit d'élimination des déchets produits par l'établissement, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, en particulier les bordereaux de suivi des déchets dûment renseignés.

Les documents (registres et justificatifs) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés selon les modalités fixées au titre 9 du présent arrêté.

L'exploitant tient un registre des déchets produits sur site pour chaque installation : : installation TTR Valorisation, ISDND et unité de traitement des lixiviats.

ARTICLE 5.3.3. REGISTRE D'ADMISSION ET DE REFUS DES DÉCHETS REÇUS ET TRAITÉS SUR LE SITE

L'exploitant tient à jour un registre chronologique d'admission, de refus et de traitement des déchets qu'il reçoit sur le site conformément aux dispositions en vigueur en matière de contrôle des circuits de traitement des déchets. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement, avec notamment, pour chaque livraison :

- la date et l'heure de réception du déchet ;
- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet ;
- le lieu de provenance et l'identité du producteur du déchet ou de la (ou des) collectivité(s) de collecte (nom, adresse, numéro SIRET) ;
- le cas échéant, le nom et l'adresse des installations où les déchets ont été préalablement triés, entreposés, regroupés ou traités depuis leur production ;
- les informations relatives au(x) transporteur(s) du déchet (identité, numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement, numéro d'immatriculation du véhicule transportant le déchet) ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- les informations relatives au traitement opéré sur le déchet, avec :
- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus ;
- la date de réalisation de l'opération de traitement ;

- le code du traitement selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement.

Les documents (registres et justificatifs) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés selon les modalités fixées au titre 9 du présent arrêté.

L'exploitant tient un registre d'admission/refus pour chaque installation : installation TTR Valorisation, ISDND et unité de traitement des lixiviats.

TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

Le site est construit, équipé et exploité de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solide, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Dans le cadre de la maintenance préventive de tels appareils et sans préjudice des obligations résultant d'autres réglementations, l'exploitant met en œuvre les moyens appropriés permettant de s'assurer de leur bon fonctionnement tout en limitant les effets sonores de leur déclenchement.

CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs suivantes dans les zones à émergence réglementée (ZER) telles que définies par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 précité :

Point	Période 7h-22h (période diurne) sauf dimanches et jours fériés	Période 22h-7h (période nocturne) et les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée, sauf si le bruit résiduel dépasse ces valeurs :

Point	Période 7h-22h (période diurne) sauf dimanches et jours fériés	Période 22h-7h (période nocturne) et les dimanches et jours fériés
Limites de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent par ailleurs pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1 dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 6.2.3. TONALITÉ MARQUÉE

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens de l'arrêté ministériel précité, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne et nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 6.2.4. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DE MAÎTRISE DES RISQUES

ARTICLE 7.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes référentes tel que cela est prévu à l'article 2.1.5.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse à tout moment être alerté.

ARTICLE 7.1.2. CONNAISSANCE ET CARACTÉRISATION DES RISQUES

Article 7.1.2.1. Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées au niveau de ces zones et en tant que de besoin rappelées en différents points. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 7.1.2.2. État des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les incompatibilités entre produits, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Article 7.1.2.3. Étiquetage des produits dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des produits.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES, CONDITIONS ET MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT

ARTICLE 7.2.1. AMÉNAGEMENT DES BÂTIMENTS ET AIRES D'EXPLOITATION

Le site est conçu et aménagé de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie.

Le bâtiment de TTR Valorisation est équipé d'un mur REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) de 6 m de haut côté Est. Le degré coupe-feu des ouvertures est adapté afin de garantir l'efficacité de la protection du mur.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu adapté pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le sol des locaux d'exploitation et des voies de circulation et de stationnement est étanche, revêtu de béton ou de bitume ou de matériaux ayant un niveau d'étanchéité similaire, et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Les zones destinées à l'enfouissement des déchets sont aménagées et exploitées conformément aux dispositions du titre 8 du présent arrêté.

ARTICLE 7.2.2. CONDITIONS D'INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 7.2.2.1. **Accessibilité**

L'installation dispose en permanence de deux accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours : accès principal et accès Nord-Est.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.2.2.2. **Accessibilité des engins à proximité des installations**

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de chaque installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15%,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

L'installation de TTR Valorisation est desservie par une voie échelle sur l'ensemble du périmètre. Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée.

Article 7.2.2.3. **Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site**

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

ARTICLE 7.2.3. DÉSENFUMAGE

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2% de la surface au sol du local.

Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et installées conformément aux normes en vigueur. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

ARTICLE 7.2.4. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Le site est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. L'exploitant met pour cela en œuvre des moyens d'intervention minima conformes à l'étude de dangers du site et aux dispositions du présent chapitre.

L'établissement dispose d'un système d'alerte interne opérationnel et d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention doivent pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

Le site est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie, y compris la localisation des équipements dont les prises d'eau normalisées, fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

Les locaux administratifs et le local pont-bascule en entrée de site, ainsi que les locaux sociaux, sont équipés d'extincteurs en nombre suffisant, à l'intérieur et à l'extérieur, situés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

L'unité de traitement des lixiviats doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Les extincteurs utilisés sont accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz".

Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés.

Le bâtiment de l'installation TTR Valorisation est équipé :

- de robinets d'incendie armés, ou équivalent, disposés de façon à ce que tout point du bâtiment soit atteint par deux jets de lance,
- d'extincteurs adaptés aux risques en nombre suffisant, situés à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles, ,
- de Détection Automatique d'Incendie (DAI).

Une réserve d'eau incendie est en permanence présente à proximité du bâtiment d'exploitation, du côté de l'accès pompier créé au Nord/Est du site.

Cette réserve est aménagée pour servir en permanence de réserve d'eau incendie (repérage, aire de stationnement, prise pompier, dispositif de pompage). Le volume nécessaire à l'extinction d'un incendie sur le bâtiment d'exploitation (600 m³ selon la règle de calcul du D9) est maintenue disponible en permanence (si nécessaire un complément d'alimentation par les réserves d'eau de pluie des autres bassins du site et/ou par BRL est réalisé).

Cette réserve est :

- soit une réserve aérienne dédiée (cuve ou citerne) située à l'Est de l'unité de traitement des lixiviats,
- soit générée au sein du bassin EP3, via un surcreusement de ce dernier, en dessous du fil d'eau de sortie, en plus du volume nécessaire à la rétention ERI.

Pour l'ISDND, une réserve de matériaux de recouvrement (terre, sable, autre matériau inerte), affectée exclusivement à la lutte contre l'incendie, doit être disponible à tout moment à proximité immédiate de l'alvéole en cours de remplissage, d'un volume suffisant pour recouvrir la totalité de la surface de l'alvéole d'une couche de terre de 50 centimètres. Les engins de génie civil suffisants et adaptés pour mobiliser puis étendre la terre sur l'alvéole doivent également rester disponibles en tout temps sur le site. Des personnels formés doivent être joignables en toutes circonstances pour la conduite simultanée de chacun des engins.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température des installations et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.3.1. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique (« permis de feu »). Cette interdiction est clairement affichée dans les parties présentant des risques particuliers.

Sont notamment concernées toutes les zones de stockage de déchets et de traitement du biogaz.

ARTICLE 7.3.2. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité des installations ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits et des déchets, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de substances incompatibles ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'obturation et d'isolement au niveau des réseaux de collecte afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours.
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident d'exploitation.

ARTICLE 7.3.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

Les installations électriques sont installées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes applicables par des personnes compétentes. Elles doivent notamment être réalisées avec du matériel normalisé.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. La mise à la terre est le cas échéant distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique du site est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent. Celui-ci mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. L'exploitant conserve en particulier une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises suite à la vérification des installations.

ARTICLE 7.3.4. CAS DES ZONES À RISQUE D'ATMOSPHÈRE EXPLOSIBLE (ATEX)

L'exploitant identifie les zones susceptibles de présenter des risques d'explosion sur son site.

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, l'ensemble des installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques est conforme aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Les installations électriques doivent répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 dans ces zones.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations qui prend en compte ce zonage lors de la vérification et le mentionne explicitement dans son rapport.

ARTICLE 7.3.5. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des protections individuelles sont mises à disposition du personnel amené à intervenir sur le site, y compris pour la surveillance. Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

ARTICLE 7.3.6. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE

Tous les travaux d'aménagement, d'extension, de modification, de réparation ou de maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude) et en respectant une consigne particulière.

Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne dûment habilitée et nommément désignée par celui-ci.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes nommément désignées par ceux-ci.

A la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

ARTICLE 7.3.7. ALIMENTATION DE SECOURS

Les équipements et paramètres participant à la maîtrise des risques doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation principale.

A cette fin, l'exploitant dispose sur site de groupes électrogènes pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

ARTICLE 7.3.8. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

L'installation de TTR Valorisation est équipée d'installations extérieures et intérieures de protection foudre : 2 paratonnerres à dispositif d'amorçage, de comptage de coups de foudre, de pare-foudre.

La structure de l'unité de traitement des lixiviats est considérée comme dispositif naturel de protection contre la foudre de par sa structure entièrement métallique.

La périodicité de vérification des installations paratonnerres se fait selon les normes et exigences réglementaires en vigueur. Une procédure interne est mise en œuvre et définit les dispositions relatives à la présence de personnel sur les zones de traitement en cas d'orage.

ARTICLE 7.3.9. PROTECTION CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT

Les abords du site doivent être traités de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou, à l'inverse, les conséquences d'un incendie extérieur sur celui-ci.

L'exploitant respecte les préconisations édictées par les services d'incendie et de secours afin de prendre en compte la vulnérabilité du site vis-à-vis des feux de forêts.

ARTICLE 7.3.10. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RISQUES D'INONDATION

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la gestion quantitative des eaux de ruissellement de manière à limiter les incidences de l'installation, notamment en aval du site.

Les eaux pluviales sont notamment collectées, stockées et rejetées conformément aux dispositions prévues au titre 4 du présent arrêté.

CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.4.1. RÉTENTIONS ASSOCIÉES AUX STOCKAGES DE PRODUITS

Article 7.4.1.1. *Dimensionnement*

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de collecte et de traitement des effluents.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est d'une façon générale au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Article 7.4.1.2. *Règles générales de construction et d'aménagement*

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 7.4.1.3. *Règles générales de gestion*

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Les produits recueillis dans la cuvette de rétention, notamment en cas d'accident, sont récupérés et traités dans des conditions conformes au présent arrêté, selon le cas suivant le titre 4 (eaux résiduaires) ou le titre 5 (déchets).

Article 7.4.1.4. *Vérification de l'état des dispositifs de rétention*

Une consigne écrite précise les vérifications à effectuer pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention ou de stockage des effluents.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions et des bassins de stockage doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.4.2. EQUIPEMENTS DE STOCKAGE ET DE TRANSPORT DE MATIÈRES, FLUIDES, EFFLUENTS, DÉCHETS

Article 7.4.2.1. Réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits de manière à éviter toute réaction parasite dangereuse en particulier. Les réservoirs sont protégés contre les agressions mécaniques.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau permettant de vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et d'une alarme de niveau haut. Ils sont équipés d'un ou plusieurs événements fixes correctement dimensionnés et installés.

Le stockage des carburants nécessaires aux engins d'exploitation doit en particulier être effectué selon la réglementation en vigueur. Il est notamment mis sur rétention conformément aux dispositions de l'article 7.4.1 précédent.

Article 7.4.2.2. Tuyauteries

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches, installées à l'abri des chocs et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Elles sont repérées sur site conformément aux règles en vigueur et leur cheminement est consigné sur un plan tenu à jour.

Celles-ci doivent être convenablement entretenues, exploitées de manière à éviter tout risque de pollution accidentelle et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Article 7.4.2.3. Aires de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes et des véhicules transportant des capacités mobiles dont le contenu est susceptible de présenter un risque de pollution sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés), sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les opérations sont réalisées sous la surveillance d'un opérateur du site et dans des conditions permettant de prévenir tout accident, incident ou nuisance. L'ouverture et la fermeture des vannes sont en particulier effectuées par le personnel du site.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour empêcher toute erreur ou débordement lors du remplissage.

En dehors des opérations de chargement ou de déchargement, l'orifice des canalisations de transfert est fermé par un obturateur étanche.

Les règles de circulation mentionnées à l'article 2.1.4 doivent être respectées.

ARTICLE 7.4.3. CONFINEMENT DES EAUX ET ÉCOULEMENTS SUR SITE

L'installation est aménagée conformément aux dispositions prévues aux titres 4 et 8 du présent arrêté. Selon le lieu de l'incendie et le réseau collecteur associé, les eaux d'extinction d'incendie peuvent être stockées :

- dans les fosses du bâtiment de l'installation TTR Valorisation (fosse broyeur, fosses convoyeurs) et au sein de celui-ci via des seuils disposés au droit des portes Nord,
- dans le réseau eaux pluviales avec la présence de vannes de coupure au niveau des séparateurs hydrocarbures permettant d'isoler le réseau,
- dans les bassins d'eaux pluviales.

En fonction de leurs caractéristiques, les eaux d'extinction sont traitées soit dans l'unité interne de traitement des lixiviats, soit dans un centre extérieur dûment autorisé et en capacité de les recevoir.

Les bassins de rétention sont suffisamment dimensionnés et équipés afin de permettre de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués de manière à prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel, conformément aux dites dispositions.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1 INSTALLATION DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (DAE) ET ENCOMBRANTS VALORISABLES

ARTICLE 8.1.1. AMÉNAGEMENT

Le bâtiment d'exploitation de l'installation de TTR Valorisation est composé de 4 zones principales :

- 1 zone de réception de 1 000 m² ;
- 1 zone « process » ou zone de tri comprenant les équipements de tri suivants, en fonction du niveau d'équipement :
 - Equipements de Tri mécanisé ;
 - Zone de Tri manuel ou d'affinage en cabine de Tri ;
 - Zone de regroupement / conditionnement.
- 1 zone de stockage et d'évacuation des produits vrac située sous auvent et fermée sur 3 côtés.
- 1 zone de stockage et d'évacuation des balles située sous auvent et fermée sur 3 côtés.

La zone de stockage des produits en vrac et la zone de stockage des balles sont situées respectivement au Nord et Nord-Est du bâtiment ; elles sont accessibles par l'aire de manœuvre située au Nord du bâtiment. Les zones de stockage des produits en attente de départ vers les filières de valorisation (zone de stockage des produits en vrac et zone de stockage des balles) sont attenantes au bâtiment d'exploitation ; elles sont fermées sur 3 côtés pour la zone de stockage vrac et fermées sur 2 côtés pour la zone de stockage balles. Ces zones sont couvertes par un auvent métallique.

Le bâtiment est pourvu d'un équipement de dépoussiérage ; l'équipement principal est situé à l'extérieur et accessible depuis la voirie périphérique.

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir des eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

ARTICLE 8.1.2. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Article 8.1.2.1. Déchargement des déchets

Les déchets destinés à l'installation de TTR Valorisation sont déchargés au niveau de la zone de réception des DAEND et encombrants, située à l'intérieur du bâtiment partie Sud. Les camions restent à l'extérieur du bâtiment et sont protégés des vents dominants par le bâtiment et par un auvent.

Les déchets sont ensuite repris pour alimenter la zone de tri au sol ou le broyeur.

Article 8.1.2.2. Conditions de tri et de stockage des DAEND et encombrants bruts

Les bennes de déchets réceptionnées dans l'installation sont triées dès leur arrivée. Les déchets sont traités sans stockage intermédiaire dans les conditions normales d'exploitation.

En cas de périodes chômées de longue durée, le volume de déchets présent dans le centre doit être limité. Si la durée de cet arrêt le nécessite, le site est vidé de tous ces déchets.

Article 8.1.2.3. Conditions de tri et de stockage des fractions triées

Le procédé de tri génère les différents types de déchets suivants :

- métaux ferreux,
- métaux non-ferreux,
- bois,

- combustibles issus de déchets de type CSR (combustible solide de récupération),
- papiers/cartons/plastiques,
- refus de tri.

Les déchets en vrac sont dirigés vers la zone de stockage vrac abritée sous auvent et fermé sur 3 côtés..
Les déchets conditionnés en balles sont stockés sous un auvent couvert, fermé sur 3 côtés.

ARTICLE 8.1.3. SÉCURITÉ

Voir Titre 7

ARTICLE 8.1.4. REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Voir Titre 3

ARTICLE 8.1.5. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Voir Titre 4

ARTICLE 8.1.6. RAPPORT ANNUEL

Voir Titre 9

CHAPITRE 8.2 INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS ULTIMES NON DANGEREUX

ARTICLE 8.2.1. RÉALISATION DE L'AFFOUILLEMENT

Seul l'affouillement destiné à l'exploitation de l'ISDND est autorisé ; il respecte les orientations majeures du Schéma des Carrières du Gard en vigueur. L'affouillement à son niveau le plus bas est arrêté à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'émission et la propagation de poussières lors de ces travaux.

Les matériaux prélevés sont destinés en priorité à la réalisation des ouvrages nécessaires à l'exploitation : remblais, merlon paysager.

L'ensemble de la terre végétale et le solde des matériaux excavés sont stockés temporairement à proximité du site afin de pouvoir être repris au fur et à mesure des besoins. La sortie des matériaux s'effectue pour une partie par voie non publique au sud-ouest du site sans passage par la RD38 et pour une autre partie par la RD38.

Pour la sortie des matériaux hors du site qui nécessite une sortie par la RD38, celle-ci ne peut s'effectuer qu'en empruntant le giratoire créé sur la RD38, permettant la desserte et la sécurisation du site de la Roseraie. Les terrassements sont interrompus si ces conditions ne sont pas remplies.

ARTICLE 8.2.2. AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL

Les installations sont aménagées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié applicable aux installations de stockage de déchets non dangereux.

La zone à exploiter comporte un seul casier d'une surface totale de 166 700 m², subdivisé en 34 alvéoles de surface unitaire inférieure à 5000 m². Le phasage est réalisé de manière à recouvrir en premier lieu les casiers les plus anciens.

La capacité et la géométrie du casier contribue à limiter les risques de nuisances et de pollution des eaux souterraines et de surface. La hauteur des déchets dans le casier est déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l'efficacité du système drainant défini ci-après.

La cote la plus basse du fond de casier (à la base de la barrière active, au-dessus de la barrière passive) est fixée à -23 m NGF au Nord et -17 m NGF au Sud. Le remplissage du casier et des alvéoles commence à la cote la plus basse. Le fond des casiers présente une pente principale d'au moins 2 %.

L'aménagement du casier fait l'objet d'un plan de contrôles (internes, externes, extérieurs) tout au long des travaux conformément aux règles de l'art et notamment aux recommandations des guides existants sur la caractérisation des barrières d'étanchéité des installations de stockage de déchets.

Le plan de contrôles établi par l'exploitant est communiqué à l'inspection des installations classées avant le début des travaux.

Les rapports de contrôle sont conservés par l'exploitant. Le rapport final de l'organisme tiers indépendant compétent attestant de la conformité des travaux est joint au dossier technique prévu à l'article 8.2.2.3 suivant.

Article 8.2.2.1. Barrière de sécurité passive

Le sous-sol de la zone à exploiter doit constituer une barrière de sécurité passive qui ne doit pas être sollicitée pendant l'exploitation et qui doit permettre d'assurer à long terme la prévention de la pollution des sols, des eaux souterraines et de surface par les déchets et les lixiviats.

Conformément à l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 (modifié le 19 janvier 2006) relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux la barrière de sécurité passive devra présenter du haut en bas :

- une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur,
- une perméabilité inférieure à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur.

Les flancs devront être constitués d'une couche minérale de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

Si cette barrière de sécurité passive constituée du terrain naturel, ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle pourra être complétée artificiellement et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. Cette protection renforcée doit être au moins équivalente à celle d'un terrain naturel présentant :

- pour le fond de forme, de haut en bas, une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre et inférieure à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres,
- pour les flancs, une couche minérale d'une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre de hauteur, et d'une épaisseur d'au moins 0,5 mètre jusqu'à une hauteur de deux mètres par rapport au fond.

Aussi pour le fond du casier, la barrière passive reconstituée comprend de bas en haut :

- une couche de substratum (marnes plaisanciennes) de perméabilité inférieure à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres,
- d'une reconstitution d'une couche de 0,5 mètre de matériaux argileux de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s avec une remontée de 2 mètres sur les flancs,
- d'un géosynthétique bentonitique d'épaisseur supérieure à 0,5 cm et perméabilité inférieure à 1.10^{-11} m/s

Pour les flancs du casier, la barrière passive reconstituée comprend de l'extérieur vers l'intérieur du complexe d'étanchéité :

- le substratum naturel (épaisseur 40 mètres) d'une perméabilité moyenne de $8,8 \cdot 10^{-9}$ m/s
- d'un géosynthétique bentonitique d'épaisseur supérieure à 0,5 cm et perméabilité inférieure à 1.10^{-11} m/s
- les risbermes sont renforcées par un ajout de 0,5 mètre de matériaux argileux de perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s et par 1 mètre de relevé d'étanchéité sur le flanc.

La mise en œuvre de la barrière passive est contrôlée par un organisme tiers expert dans le cadre d'un plan d'assurance qualité. L'ensemble des caractéristiques (conditions de compactage, couples teneur en eau/densité, perméabilité) sont vérifiés sur site à l'avancement à l'aide de planches d'essai.

Article 8.2.2.2. Barrière de sécurité active

Sur le fond et les flancs de chaque casier, une barrière de sécurité active assure son indépendance hydraulique, le drainage et la collecte des lixiviats ; et évite la sollicitation de la barrière de sécurité passive.

La barrière de sécurité active est constituée, du bas vers le haut, par :

- une géomembrane en PEHD (PolyÉthylène Haute Densité) de 2 mm d'épaisseur reposant sur la barrière passive,
- un géotextile de protection de la géomembrane,
- un niveau de matériaux drainant de 0,5 m d'épaisseur et de perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s (ou dispositif équivalent) dans lequel des drains horizontaux, correctement dimensionnés, sont mis en place pour collecter les lixiviats. Ce dispositif est conçu de manière à ce que la hauteur des lixiviats accumulés en fond d'alvéole soit la plus faible possible, et quoi qu'il en soit inférieur à 30 cm.

Les flancs sont équipés comme suit (de bas en haut) :

- d'une géomembrane en PEHD (PolyÉthylène Haute Densité) de 2 mm d'épaisseur reposant sur la barrière passive,
- d'un géotextile de protection de la géomembrane.

La géomembrane ou le dispositif équivalent doit être étanche, compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.

Article 8.2.2.3. Fin des travaux d'aménagement

Avant le début des opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.

Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées, avant tout dépôt de déchets, à une visite du site afin de s'assurer qu'il est conforme aux dispositions précitées.

Article 8.2.2.4. Intégration paysagère

L'exploitant veille à l'intégration paysagère de l'installation, dès le début de son exploitation et pendant toute sa durée.

Les digues d'exploitation, édifiées au fur et à mesure de l'exploitation, sont reverdies à l'avancement et végétalisées avec différentes essences végétales adaptées aux conditions locales et à l'environnement.

Un document faisant valoir les aménagements réalisés dans l'année est intégré dans le rapport annuel d'activité exigé au titre 9 du présent arrêté, ce suivi annuel fait part de l'état de reconquête végétale au fur et à mesure de l'exploitation et fait un suivi de l'impact visuel du site.

ARTICLE 8.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Article 8.2.3.1. Conditions préalables

La mise en service de l'installation est notamment conditionnée à :

- la maîtrise foncière effective des terrains mentionnée au chapitre 1.4 du présent arrêté,
- la constitution des garanties financières visée à l'article 1.10 du présent arrêté,
- la réalisation du relevé topographique prévu à l'article 9.2.6 du présent arrêté,
- la visite de récolement par l'inspection des installations classées fixée à l'article 8.2.2.3 du présent arrêté.

L'ensemble des aménagements nécessaires à l'exploitation, notamment les bassins de stockage des eaux prévues au titre 4 du présent arrêté, doivent être réalisés dans leur intégralité avant le début de l'exploitation. Ces dispositions s'appliquent notamment avant tout dépôt de déchets dans le casier.

Article 8.2.3.2. Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan prévisionnel d'exploitation détaillant l'évolution programmée du remblaiement, sur lequel doivent figurer les éléments suivants :

- l'emprise générale du site et de ses aménagements tout au long de l'exploitation envisagée ;
- l'étendue de la zone à exploiter tout au long de l'exploitation envisagée ;
- l'emplacement des casiers tout au long de l'exploitation, le tonnage susceptible d'y être déposé, leurs surfaces ainsi que les cotes finales de dépôt pour chacun d'entre eux ;
- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation tout au long de l'exploitation ;
- le schéma de collecte des eaux et les bassins de rétention et de contrôle ;
- le schéma de gestion des lixiviats ;
- les niveaux topographiques prévisionnels des terrains après chaque année d'exploitation ;
- les dates prévisionnelles de réaménagement des différentes parties de la zone à exploiter ainsi que la topographie envisagée après réaménagement.

L'exploitant établit et tient à jour également un plan d'exploitation de l'installation de stockage qui précise l'organisation dans le temps de l'exploitation. Ce plan est mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Le suivi topographique est réalisé conformément aux dispositions du titre 9 du présent arrêté.

Article 8.2.3.3. Progression de l'exploitation

L'exploitation est menée de façon à réduire le plus possible la superficie de la zone en exploitation, en particulier quand l'exploitation se trouve en partie haute du site. Au sein de la zone en exploitation qui ne dépassera pas 5 000 m², la zone de compactage journalière des déchets non recouverts ne dépassera pas 2 500 m².

La mise en exploitation de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement de l'alvéole n-1 qui peut être soit un réaménagement final tel que décrit ci-après si l'alvéole atteint la cote maximale autorisée, soit la mise en place d'une couverture intermédiaire. La couverture intermédiaire, composée de matériaux inertes, a pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets.

En cas d'aménagement progressif du casier, notamment au niveau des flancs, les dispositifs sont mis en place au fur et à mesure du comblement préalablement au remplissage de l'alvéole.

Article 8.2.3.4. Modalités de mise en place des déchets

Les déchets sont enfouis dès leur admission sur le site. Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. Les déchets sont déposés en couches successives et compactées sur site.

Le déchargement est effectué via un quai mobile disposant d'une butée de recul.

Les zones de manœuvre des engins doivent également être correctement aménagées et sécurisées.

Article 8.2.3.5. Recouvrement quotidien

La surface supérieure de chaque couche de déchets est recouverte quotidiennement, le jour même de leur mise en place, de façon à limiter les envols et les odeurs, à l'aide de matériaux inertes sur une épaisseur suffisante, ou système équivalent.

La quantité minimale de matériaux de recouvrement disponible en permanence, autre que celle nécessaire à la lutte contre l'incendie, doit être au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation, sans être inférieure à 500 m³.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan des quantités et types de matériaux servant au recouvrement.

En cas de panne ou d'immobilisation prolongée affectant les engins de compactage et/ou de recouvrement des déchets, tout dépôt est stoppé.

Il en est de même en cas de manque de matériaux de recouvrement et plus généralement en cas d'accident ou d'événement ne permettant pas d'exploiter le site dans les conditions fixées par le présent arrêté. Dans ce cas, les véhicules de transport sont retournés vers les installations d'où ils proviennent, ou dirigés vers une autre installation de traitement ou d'élimination en accord avec l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.2.4. RÉAMÉNAGEMENT FINAL

Article 8.2.4.1. Couverture finale

Dès la fin de comblement d'une alvéole, une couverture est mise en place pour limiter les infiltrations dans les déchets et limiter les infiltrations d'eau vers l'intérieur de l'installation de stockage.

Une couverture provisoire est disposée dans l'attente de la mise en place du réseau de drainage du biogaz prescrit.

Dès la réalisation de ce réseau, une couverture finale est mise en place. Elle comprend au moins, de bas en haut :

- une couche de matériaux argileux sur 1 mètre d'épaisseur,
- une couche d'au moins 0,5 m de matériaux terreux,
- une végétalisation par ensemencement.

La mise en œuvre de la couverture finale fait l'objet de vérifications et de contrôles par un ou des organismes extérieurs qualifiés, à l'instar des dispositions prévues pour l'aménagement du casier.

Un rapport de récolement des travaux, reprenant le résultat des contrôles, est établi sous la responsabilité de l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la mise en place de la couverture finale.

Article 8.2.4.2. Plan général de couverture

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d'exploitation prévu par le présent arrêté.

Article 8.2.4.3. Fin d'exploitation

A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site est maintenue pendant au moins cinq ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions, et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

L'exploitant soumet au préfet le programme de réaménagement final au moins six mois avant la mise en place de la couverture finale sur l'ensemble du casier. Le détail des travaux fait préalablement l'objet d'un dossier d'exécution transmis pour avis à l'inspection des installations classées. La réalisation des travaux est suivie en

concertation avec les services de la direction régionale de l'environnement et de l'aménagement (DREAL) et les services en charge de l'architecture et du patrimoine. La remise en état fera l'objet d'une évaluation tous les 5 ans afin de s'assurer de la reconquête végétale mise en œuvre et de son impact visuel quant à la logique de paysage au regard des évolutions du territoire.

Tous les travaux d'aménagement finaux (terrassement, recouvrement, réseau biogaz) et de remise en état doivent être achevés dans les six mois suivant la fin de la période d'exploitation.

Article 8.2.4.4. Réaménagement final de l'ISDND

Lorsque la présente autorisation arrive à échéance ou dès lors que les côtes topographiques maximales autorisées sont atteintes, l'exploitant réalise les travaux de réaménagement et de revégétalisation du site prévus par le programme mentionné à l'article 8.2.4.1 précédent ou prescrits par le préfet.

L'exploitant prend les précautions nécessaires quant à la stabilité des ouvrages et à l'intégration paysagère du site dans le temps.

Le profil de réaménagement final prévoit une forme de colline aplanie dans le sens Nord-Sud avec une hauteur de dôme limitée à 72 m NGF.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale du casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux de réaménagement.

Il transmet au préfet un mémoire descriptif des travaux réalisés, comprenant notamment le plan topographique de l'installation ainsi que les documents et le(s) rapport(s) de contrôles prévus au présent chapitre.

Article 8.2.4.5. Servitudes

Conformément aux articles L.515-12 et R.515-24 à R.515-31 du code de l'environnement, l'exploitant propose au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation. Ce projet est remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

Ces servitudes doivent interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. Elles doivent assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats et au maintien durable du confinement des déchets mis en place. Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

ARTICLE 8.2.5. SUIVI POST EXPLOITATION

Article 8.2.5.1. Suivi trentennal

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins trente ans.

Il comprend pour le moins, les contrôles prévus par le présent arrêté concernant le biogaz, les lixiviats et leur traitement, les rejets d'eaux intérieures et la surveillance dans l'environnement.

Il prévoit également d'autres points tels que : l'entretien général du site et de ses installations, son gardiennage, le suivi des tassements éventuels, la recolonisation végétale et son intégration dans le paysage.

Cinq ans après le démarrage de ce programme l'exploitant adresse un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées peut proposer une modification du programme de suivi, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire.

Article 8.2.5.2. Fin de la période de suivi

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Le rapport de visite établi par l'inspection des installations classées est adressé par le préfet à l'exploitant et au maire de la ou des communes intéressées ainsi qu'aux membres de la commission de suivi de site.

Sur la base de ce rapport, le préfet consulte les maires des communes intéressées sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

Le préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières. Il peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

ARTICLE 8.2.6. SÉCURITÉ

Voir Titre 7

ARTICLE 8.2.7. REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Voir Titre 3

ARTICLE 8.2.8. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Voir Titre 4

ARTICLE 8.2.9. RAPPORT ANNUEL

Voir Titre 9

CHAPITRE 8.3 UNITÉ DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS

ARTICLE 8.3.1. AMÉNAGEMENT

L'unité de traitement est construite sur dalle étanche, elle est située à l'Est du bâtiment de l'installation TTR Valorisation. Elle est composée de 2 modules comprenant respectivement :

- une partie « évaporation-séchage »,
- une partie « filtration »,
- une partie « abattement de panache et d'odeurs ».

Il s'agit d'un procédé de traitement thermique des lixiviats à partir de la chaleur produite par la combustion du biogaz.

Elle est complétée par un dispositif de secours constitué de 2 torchères.

En fonction des meilleures technologies disponibles, un autre procédé pourra être choisi présentant des performances équivalentes ou supérieures.

L'approvisionnement complémentaire de l'unité par du biogaz provenant de SITA FD est assujéti à la mise en place d'une canalisation inter-sites devant respecter toutes les conditions de sécurité décrites dans le présent arrêté. Cette canalisation et l'approvisionnement sont soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.3.2. CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Article 8.3.2.1. *Dépotage des effluents et lixiviats provenant de sites extérieurs*

L'exploitant rédige une procédure à l'attention des transporteurs afin de sécuriser cette opération d'un point de vue des conducteurs et de l'environnement : zone de dépotage, sens de circulation, règles de vidange, équipements nécessaires....

Article 8.3.2.2. *Conditions de fonctionnement de l'unité*

Les paramètres de fonctionnement de l'unité sont rappelés dans le tableau suivant :

Capacité horaire	2 t/h
Consommation biogaz (avec biogaz à 50 % de CH ₄)	650 m ³ /h
Température de combustion	> 900°C
Température de traitement des lixiviats	> 120°C

Article 8.3.2.3. *Gestion des déchets produits par l'unité : concentrats et résidus secs*

Les déchets produits par l'unité sont gérés conformément aux dispositions du Titre 5 du présent Arrêté.

Les concentrats sont réinjectés en tête de procédé et sont éliminés le cas échéant, vers les filières dûment autorisées.

Les résidus secs pulvérulents sont conditionnés en big-bag avant envoi à l'ISDND du site si leur caractérisation confirme leur caractère non dangereux et qu'ils remplissent les critères d'admission.

Un contrôle de la qualité des résidus est réalisé pour vérifier la conformité aux critères d'acceptation de l'ISDND ;

L'exploitant tient à jour un registre précisant les éléments suivants :

- quantité de résidu éliminée ;
- emplacement ;
- modalités de conditionnement et de transport du déchet, destination du déchet ;
- n° d'immatriculation des véhicules de transport (en cas d'élimination des résidus dans une installation extérieure au site) ;
- date du stockage ou de l'expédition.

Article 8.3.2.4. Caractéristiques des installations de destruction du biogaz : Torchères

En cas d'indisponibilité, de panne de l'unité de traitement ou d'insuffisance des filières de valorisation traitant l'excédent de production de biogaz, celui-ci est détruit par combustion au niveau des torchères. Les gaz doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde.

Elles sont munies chacune d'un arrête-flammes conforme aux normes en vigueur.

La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

Les torchères doivent être en mesure d'éliminer la production totale de biogaz. Elles répondent aux caractéristiques suivantes :

	Débit maximal de traitement en [Nm ³ /h]
Torchère 1	1 000
Torchère 2	2 000

ARTICLE 8.3.3. SÉCURITÉ

Article 8.3.3.1. Conditions générales

Voir Titre 7

Article 8.3.3.2. Alimentation en biogaz

Les réseaux d'alimentation en biogaz doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé pour permettre d'interrompre l'alimentation en biogaz du brûleur. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval des casiers de stockage générant le biogaz.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper l'unité de traitement au plus près de celle-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant.

Un contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble des organes de sécurité est réalisé avant la mise en service industrielle de l'unité. Il fait l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toute tuyauterie utilisée pour capter le biogaz doit faire l'objet d'une vérification annuelle de son état et de son intégrité pour maîtriser toute fuite vers l'extérieur.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie captant le biogaz doit être réalisée par du personnel qualifié et expérimenté, et selon des procédures écrites de sécurité établies par l'exploitant, maintenues à disposition de l'inspection des installations classées.

A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

ARTICLE 8.3.4. REJETS ATMOSPHERIQUES

Voir Titre 3

ARTICLE 8.3.5. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Voir Titre 4

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. Ce programme doit respecter les dispositions imposées par l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

ARTICLE 9.1.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA SURVEILLANCE DES REJETS

Les mesures doivent être effectuées de manière représentative.

L'échantillonnage et l'analyse des substances polluantes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur, lorsqu'elles existent.

A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX44-052 doivent notamment être respectées.

Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée en accord avec l'inspection des installations classées, par un organisme extérieur compétent.

Les appareils de mesure devant être mis en place pour satisfaire aux dispositions du présent arrêté et notamment aux contrôles en continu doivent être implantés de manière à :

- ne pas empêcher les mesures périodiques et ne pas perturber l'écoulement au voisinage des points de mesure de celle-ci ;
- pouvoir fournir des résultats de mesure représentatifs, notamment pendant toute la durée des mesures manuelles périodiques.

Les organismes extérieurs qui interviennent dans le cadre de la surveillance sont accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou, si l'accréditation existe, agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les opérations qu'ils réalisent.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour avoir connaissance des résultats au plus tard six semaines après réalisation des prélèvements ou acquisitions sur site, sauf justification de délais supérieurs nécessaires pour un suivi spécifique.

CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Article 9.2.1.1. *Auto surveillance par la mesure des émissions diffuses*

L'exploitant procède périodiquement à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation de stockage, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, O₂, H₂S, H₂ et H₂O.

La fréquence des analyses est au moins :

- mensuelle pendant la phase d'exploitation. Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence de mesure de H₂S, H₂ et H₂O pourra passer en fréquence annuelle, sous réserve de l'accord de l'inspection des installations classées.
- semestrielle pendant la période de suivi.

L'exploitant met en œuvre un dispositif de comptage avec enregistrement en continu des volumes de biogaz extraits du massif de déchets ainsi que des volumes valorisés et éventuellement éliminés par les torchères. Il en est de même si du biogaz provenant du site de SITA FD est utilisé.

Article 9.2.1.2. *Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées*

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Paramètres	Unité traitement lixiviats	Torchère	Installation de TTR Valorisation
Débit	Continu avec enregistrement	Continu avec enregistrement	-
Température	Continu avec enregistrement	Continu avec enregistrement	-
Poussières	Annuelle	Annuelle	Annuelle
CO	Annuelle	Annuelle	-
SO ₂	Annuelle	Annuelle	-
HCl	Annuelle	Annuelle	-
HF	Annuelle	Annuelle	-

ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé régulièrement et les résultats sont portés sur un registre. L'exploitant effectue une estimation annuelle de la consommation d'eau de l'installation.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Article 9.2.3.1. *Comptage*

Les volumes et/ou débits d'effluents sont mesurés et enregistrés :

- en continu, pour le traitement interne des lixiviats ;
- à chaque transport de lixiviats au départ du site ;
- à chaque rejet d'eaux de ruissellement interne vers le milieu récepteur.

Article 9.2.3.2. *Bilan hydrique*

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force des vents, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés, volumes de lixiviats éventuellement réinjectés dans le massif de déchets).

Les données météorologiques nécessaires, à défaut d'instrumentation sur site, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre.

Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation de stockage et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.

Article 9.2.3.3. Lixiviats

Une surveillance de la qualité des lixiviats est réalisée régulièrement par l'exploitant. Une fois par an, ces prélèvements et analyses sont effectués par un organisme extérieur dûment accrédité. Ces résultats sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 9.2.3.4. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

Les dispositions minima suivantes sont mises en œuvre au niveau des exutoires A, B1 et B4 décrits à l'article 4.4.1 :

PARAMETRES	FREQUENCE
	Rejets A, B1, B4
pH	Une fois avant chaque rejet
Température	Une fois avant chaque rejet
Conductivité	Une fois avant chaque rejet
M.E.S.	Annuelle
COT	Annuelle
DCO	Annuelle
DBO ₅	Annuelle
Azote global	Annuelle
Phosphore total	Annuelle
Phénols	Annuelle
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	Annuelle
Cr6+	Annuelle
Cd	Annuelle
Hg	Annuelle
Pb	Annuelle
As	Annuelle
Fluor et composés	Annuelle
HC Totaux	Annuelle
CN libres	Annuelle
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).	Annuelle

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 9.2.4.1. Définition du réseau de surveillance

L'exploitant installe un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines comportant au minimum 3 piézomètres :

- 1 piézomètre amont à l'Ouest du site,
- 2 piézomètres avals, à l'Est de la RD38.

Les ouvrages situés à l'aval du site doivent recouper la nappe de Camargue.

Article 9.2.4.2. Mesures et Fréquences

Pour chacun des puits de contrôle et préalablement au début de l'exploitation, il doit être procédé à une analyse de référence au moins sur les paramètres suivants :

- niveau piézométrique,
- analyses physico-chimiques : pH, température, conductivité, MEST, DCO, COT, NO₂⁻, NO₃⁻, NGL, NTK, P total, Cl⁻, SO₄²⁻, Métaux Totaux (As, Pb, Cu, Cr⁶⁺, Cr totaux, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) CN libres, CN totaux, F et composés, phénols, hydrocarbures totaux, AOX, EOX
- analyse biologique ; DBO₅

Ces analyses et mesures sont renouvelées chaque trimestre pour l'ensemble des paramètres pendant la durée d'exploitation et de post-exploitation, effectuées par un laboratoire extérieur agréé et selon les normes en vigueur. Elles sont conservées pendant 30 ans après l'arrêt de l'activité et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'évolution significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspecteur des installations classées, les analyses périodiques prévues ci-dessus sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées à l'article 9.2.4.3 sont mises en œuvre.

Article 9.2.4.3. Plan de surveillance renforcé

Dans le cas où un changement significatif de la qualité des eaux souterraines est observé, l'exploitant, à la demande de l'inspecteur des installations classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée qui peut comprendre au minimum :

- une augmentation du spectre et de la fréquence des analyses réalisées ;
- le relevé quotidien du bilan hydrique défini à l'article 9.2.3.2;
- toute mesure d'exploitation pouvant réduire l'origine de l'évaluation constatée.

L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

La durée pendant laquelle il y a renforcement de la surveillance de la qualité des eaux souterraines sera fixée par l'inspecteur des installations classées. Le plan cesse dès que la cause de l'anomalie est supprimée.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Article 9.2.5.1. Mesures périodiques

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les trois ans par un organisme ou une personne qualifié et indépendant. Les mesures sont faites en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementées les plus sensibles.

L'acquisition des données se fait conformément à la méthodologie en vigueur. Les conditions de mesurages doivent être représentatives du fonctionnement des installations. La durée de mesure ne peut être inférieure à trente minutes pour chaque point de mesure et chaque période de référence.

ARTICLE 9.2.6. RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE

Un relevé topographique du site conforme à l'article 8 du décret n° 99-508 du 17 juin 1999 pris pour l'application des articles 266 sexies à 266 duodécies du code des douanes instituant une taxe générale sur les activités polluantes doit être réalisé préalablement à la mise en exploitation du casier. Une copie de ce relevé est adressée à l'inspection des installations classées.

Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, doit être réalisé tous les ans.

ARTICLE 9.2.7. AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Article 9.2.7.1. Registre de déchets, justificatifs et bilan

L'exploitant tient à jour un registre des déchets répondant aux dispositions du chapitre 5.3 du présent arrêté.

Tout document justificatif, et notamment les bordereaux de suivi de déchets, est conservé sur site pendant cinq ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 9.2.7.2. Mesures périodiques

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour vérifier les caractéristiques des déchets admis sur le site.

Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement peuvent être déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.

CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

Tous les résultats des analyses prévues par le présent arrêté doivent être consignés dans des registres et archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins cinq ans.

Les résultats du suivi de la qualité des eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi.

L'ensemble des mesures de surveillance réalisées sur le site en application du présent arrêté est communiqué à l'inspection des installations classées selon les modalités fixées au chapitre 9.4. ou dans les formes convenues avec celle-ci.

CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.4.1. BILANS RELATIFS À L'EXPLOITATION DU SITE

Article 9.4.1.1. Information immédiate

L'exploitant informe dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées en cas de non respect des exigences et en particulier des valeurs limites d'émissions fixées par le présent arrêté, ou d'évolution défavorable et significative observée dans le suivi de l'installation.

Article 9.4.1.2. Rapports périodiques d'exploitation

L'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats du mois précédent des mesures et analyses réalisées en application du présent arrêté.

Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives, des modifications éventuelles du programme de surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues ainsi que de leur efficacité.

Il comprend notamment :

- la nature, la quantité et la provenance des déchets admis, dont les tonnages reçus par nature et origine de déchets ;
- la nature et la quantité des déchets valorisés (ferreux, non ferreux, papiers/cartons, CSR...), les performances et taux associés,
- les données associées à la gestion du biogaz, des lixiviats et des eaux de ruissellement, ainsi que les informations relatives au fonctionnement des installations de traitement sur site (dont les volumes de biogaz capté et valorisé, les débits mesurés sur le réseau de biogaz, le taux de fonctionnement de la torchère, les quantités de lixiviats traités) ;
- les résultats des mesures de surveillance prévues au présent titre disponibles à la date du rapport ;
- les incidents survenus sur le site ;
- les déclenchements du portique de détection de la radioactivité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans. Une synthèse est adressée trimestriellement à l'inspection des installations classées et tenu à sa disposition sur site pendant une durée de 10 ans. Les résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent :

- d'une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative,

- d'une comparaison avec les valeurs limites d'émission fixées par le présent arrêté,
- de tous commentaires utiles, notamment sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, et des propositions d'amélioration.

Article 9.4.1.3. Rapport annuel d'activité

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (notamment celles récapitulées à l'article 9.4.1.2.) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public.

Ce rapport reprend notamment :

- les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application du code de l'environnement ;
- le bilan des éléments mentionnés à l'article précédent et notamment l'analyse commentée des résultats du programme de surveillance des rejets et dans l'environnement ;
- les aménagements réalisés dans l'année, dont ceux mentionnés à l'article 2.3.2 du présent arrêté ;
- le relevé topographique ;
- le vide de fouille résiduel ;
- le schéma mis à jour du réseau de captage du biogaz ;
- le bilan du retour d'expérience poursuivi conformément à l'article 2.1.7.7 ;
- les évolutions prévisibles en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation.

Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année suivante.

Il est présenté pendant toute la durée de l'exploitation de l'installation et de la période de suivi prévue à l'article 8.2.5 du présent arrêté.

Article 9.4.1.4. Déclaration annuelle des émissions de toute nature (GEREP)

L'établissement est soumis à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets conformément à l'article R512-75 du code de l'environnement.

Les dispositions de l'arrêté ministériel relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets en vigueur (arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié) sont applicables.

L'exploitant est tenu de procéder annuellement, au plus tard le 31 mars de chaque année, à la déclaration par voie électronique de ses prélèvements et émissions – dans l'air, l'eau, les sols et les déchets, chroniques ou accidentels, canalisés ou diffus, quel qu'en soit le cheminement – pour ce qui concerne les données de l'année passée, dans les conditions prévues par ledit arrêté et suivant le format fixé par le ministre chargé des installations classées.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la validation de sa déclaration.

ARTICLE 9.4.2. DOSSIER DE RÉEXAMEN (DIRECTIVE IED)

Il adresse au préfet, conformément aux dispositions de l'article R.515-71 du code de l'environnement, les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale. Le document est élaboré et transmis conformément aux dispositions en vigueur.

CHAPITRE 9.5 INFORMATION DU PUBLIC

ARTICLE 9.5.1. DOCUMENT ANNUEL D'INFORMATION MIS À LA DISPOSITION DU PUBLIC

Conformément à l'article R.125-2 du code de l'environnement, l'exploitant met à jour et adresse chaque année au préfet de département et au maire de Bellegarde un dossier comprenant les éléments précisés au point I dudit article. Ce dossier peut être librement consulté à la mairie de Bellegarde.

Les résultats de la surveillance réalisée en application du titre 9 du présent arrêté y sont notamment présentés et commentés.

L'exploitant adresse également ce dossier à l'inspection des installations classées et à la commission de suivi de site de l'installation. Le bilan annuel prévu au chapitre 9.4 peut tenir lieu de mise à jour de tout ou partie du document d'information sous réserve que les éléments contenus répondent aux dispositions de l'article R.125-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 9.5.2. COMMISSION DE SUIVI DE SITE

Une commission est créée en application de l'article L.125-2-1 du code de l'environnement par arrêté préfectoral. Cette commission se réunit au moins une fois par an. A cette occasion, l'exploitant présente à la commission le document mentionné à l'article 9.5.1, et notamment le bilan d'exploitation et de surveillance de la période passée, ainsi que les projets ou évolutions éventuellement prévus sur le site.

TITRE 10 - CONDITIONS D'EXECUTION

CHAPITRE 10.1 MODALITES D'APPLICATION

ARTICLE 10.1.1. RECAPITULATIF DES ECHEANCES

L'ensemble des dispositions du présent arrêté sont applicables dès sa notification.

Les principales échéances prévues par le présent arrêté sont reprises ci-après :

Article	Prescription	Date d'échéance
1.7	Demande d'autorisation de changement d'exploitant	Préalablement au changement d'exploitant
1.8	Notification de cessation d'activité	Au moins 6 mois avant pour l'ISDND, 3 mois pour les autres installations
1.9.2	Notification des modifications apportées au site avec éléments d'appréciation et d'actualisation des études relatives au site	Avant réalisation
1.10.3	Transmission de l'attestation relative à la constitution des garanties financières	Avant la mise en service des installations Six mois avant la date d'échéance du document et lors de toute révision (au moins tous les 5 ans)
2.5.1	Déclaration d'incident/d'accident	Dans les meilleurs délais
2.5.3	Transmission du rapport d'incident/d'accident	Sous 15 jours après l'incident
3.1.5.1	Transmission des caractéristiques et travaux prévus pour le réseau biogaz définitif	Trois mois avant la réalisation des travaux
8.2.2.3	Transmission du dossier technique relatif à l'aménagement du casier (avant exploitation)	Avant exploitation du casier
8.2.4.1	Transmission du rapport de mise en place de la couverture finale	Dans le mois qui suit
8.2.4.3	Transmission du dossier technique de réaménagement du casier (après exploitation)	Six mois avant les travaux ou la fin d'exploitation puis tous les 5 ans
8.2.4.4	Transmission du dossier de récolement des travaux de réaménagement	Dans les six mois après la couverture finale du casier
8.2.5.1	Transmission du dossier de fin de suivi	Six mois avant la fin de la période
9.4.1.1	Information en cas de non respect de l'arrêté	Dans les meilleurs délais
9.4.1.2	Transmission du rapport trimestriel d'exploitation	Tous les trimestres avant le 20 du mois suivant
9.4.1.3	Transmission du rapport annuel d'activité (pendant les périodes d'exploitation et de suivi)	Tous les ans avant le 31 mars de l'année suivante
9.4.1.4	Déclaration annuelle des émissions polluantes (via GEREPE)	Tous les ans avant le 31 mars de l'année suivante
9.4.2	Transmission du dossier de réexamen	Dans un délai d'un an suivant l'adoption ou la révision des conclusions sur les MTD relatives à l'activité principale du site.
9.5.1	Transmission du document annuel d'information	Tous les ans avant le 31 mars de l'année suivante
9.5.2	Réunion de la commission de suivi de site	Tous les ans

ARTICLE 10.1.2. EVOLUTION DES CONDITIONS DE L'AUTORISATION

Indépendamment des prescriptions figurant dans le présent arrêté, l'exploitant doit se conformer à toutes celles que l'administration peut juger utile de lui prescrire ultérieurement, s'il y a lieu, en raison des dangers ou inconvénients que son exploitation pourrait présenter pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de l'environnement et pour la conservation des sites et monuments.

ARTICLE 10.1.3. CONTRÔLES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'exploitant doit se soumettre aux visites et inspections de l'établissement qui sont effectuées par les agents désignés à cet effet. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'interventions extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.

ARTICLE 10.1.4. CONTRÔLES PARTICULIERS

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander que des contrôles sonores, des prélèvements (sur les rejets aqueux, sur les rejets atmosphériques, sur les sols, sur les sédiments...) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le ministre de l'environnement, en vue de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation des installations classées. Les frais occasionnés sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 10.1.5. SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il peut être fait application à son encontre, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 10.1.6. TAXE GÉNÉRALE SUR LES ACTIVITÉS POLLUANTES

En application du code de l'environnement, il est perçu une taxe unique dont le fait générateur est la délivrance de la présente autorisation d'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement visée à l'article L.512-1 du code de l'environnement.

En application du code des douanes relatif à la taxe générale sur les activités polluantes due par les exploitants des établissements dont certaines installations sont soumises à autorisation au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement et dont les activités font courir, par leur nature ou leur volume, des risques particuliers à l'environnement, il est perçu une redevance annuelle.

CHAPITRE 10.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nîmes:

1. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 10.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Bellegarde pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Bellegarde fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture du Gard, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société SITA SUD.

Une copie dudit arrêté sera également adressée à chaque conseil municipal consulté, à savoir : Bellegarde, Saint-Gilles, Garons, Fourques.

Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société SITA SUD dans deux journaux diffusés dans tout le département.

CHAPITRE 10.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture du Gard, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et Monsieur le Maire de Bellegarde sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Bellegarde et à la société SITA SUD.

Nîmes, le

Le préfet,

Etabli par l'inspecteur des installations classées,
A Montpellier,



Céline INFRAY

Proposé par le chef de l'unité territoriale Gard-Lozère,
Alès, le



Philippe CHOQUET

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES	1
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	1
CHAPITRE 1.2 LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	1
CHAPITRE 1.3 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS.....	3
CHAPITRE 1.4 EMLACEMENT DES INSTALLATIONS.....	4
CHAPITRE 1.5 DURÉES ET CAPACITÉS AUTORISÉES.....	4
<i>Article 1.5.1. Installation de tri, transit, regroupement et valorisation des déchets d'activités économiques (DAE) et encombrants valorisables.....</i>	<i>4</i>
<i>Article 1.5.2. Installation de stockage de déchets non dangereux.....</i>	<i>4</i>
<i>Article 1.5.3. Unité de traitement des lixiviats par valorisation du biogaz.....</i>	<i>5</i>
CHAPITRE 1.6 AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION.....	5
<i>Article 1.6.1. Origine des déchets.....</i>	<i>5</i>
<i>Article 1.6.2. Nature des déchets admis.....</i>	<i>5</i>
Article 1.6.2.1. Installation de tri, transit, regroupement valorisation.....	5
Article 1.6.2.2. Installation de stockage de déchets non dangereux.....	5
Article 1.6.2.3. Unité de traitement des lixiviats.....	6
CHAPITRE 1.7 CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	6
CHAPITRE 1.8 CESSATION D'ACTIVITE.....	6
<i>Article 1.8.1. Notification de l'arrêt et mise en sécurité.....</i>	<i>6</i>
<i>Article 1.8.2. Remise en état et usage futur.....</i>	<i>6</i>
CHAPITRE 1.9 CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES DU DOSSIER - MODIFICATIONS.....	6
<i>Article 1.9.1. Conformité.....</i>	<i>6</i>
<i>Article 1.9.2. Modifications.....</i>	<i>6</i>
CHAPITRE 1.10 GARANTIES FINANCIÈRES.....	7
<i>Article 1.10.1. Objets des garanties financières.....</i>	<i>7</i>
<i>Article 1.10.2. Montant des garanties financières.....</i>	<i>7</i>
Article 1.10.2.1. Rubrique 2760-2.....	7
Article 1.10.2.2. Rubriques 2714-1, 2716-1 et 2791-1.....	8
<i>Article 1.10.3. Etablissement des garanties financières.....</i>	<i>8</i>
Article 1.10.3.1. Rubrique 2760.....	8
Article 1.10.3.2. Rubriques 2714-1, 2716-1 et 2791-1.....	8
<i>Article 1.10.4. Absence de garanties financières.....</i>	<i>8</i>
<i>Article 1.10.5. Appel des garanties financières.....</i>	<i>8</i>
<i>Article 1.10.6. Modalités de renouvellement des garanties financières - RÉVISIONS.....</i>	<i>8</i>
Article 1.10.6.1. Rubrique 2760-2.....	8
<i>Article 1.10.7. Modalités d'actualisation des garanties financières.....</i>	<i>9</i>
Article 1.10.7.1. Rubrique 2760-2.....	9
Article 1.10.7.2. Rubriques 2714-1, 2716-1 et 2791-1.....	9
<i>Article 1.10.8. Levée de l'obligation de garanties financières.....</i>	<i>9</i>
CHAPITRE 1.11 INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION.....	9
CHAPITRE 1.12 AUTRES RÉGLEMENTATIONS PARTICULIÈRES.....	9
TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	11
CHAPITRE 2.1 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	11
<i>Article 2.1.1. Objectifs généraux.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 2.1.2. horaires de fonctionnement.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 2.1.3. Signalétique de l'établissement.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 2.1.4. Accès, voies et règles de circulation.....</i>	<i>11</i>
<i>Article 2.1.5. Surveillance et conduite de l'exploitation.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 2.1.6. Consignes d'exploitation.....</i>	<i>12</i>
<i>Article 2.1.7. Organisation de l'établissement.....</i>	<i>12</i>
Article 2.1.7.1. Fonction du dispositif de sécurité-environnement au sein de l'établissement.....	12
Article 2.1.7.2. Organisation de la sécurité et de la protection de l'environnement.....	12
Article 2.1.7.3. Mise en place et suivi d'indicateurs sécurité-environnement.....	12
Article 2.1.7.4. Écriture de procédures et consignes d'exploitation.....	12

Article 2.1.7.5. Contenu minimal de la documentation sécurité-environnement.....	13
Article 2.1.7.6. Organisation de la documentation sécurité-environnement.....	13
Article 2.1.7.7. Organisation du retour d'expérience.....	14
Article 2.1.7.8. Formation et information du personnel.....	14
Article 2.1.7.9. Vérifications réglementaires.....	14
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	14
CHAPITRE 2.3 PROPRETÉ ET INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	15
Article 2.3.1. Propreté.....	15
Article 2.3.2. Esthétique et intégration paysagère.....	15
Article 2.3.3. Lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs.....	15
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU.....	15
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	15
Article 2.5.1. Principes de déclaration.....	15
Article 2.5.2. Diffusion de l'information et communication.....	15
Article 2.5.3. Rapport d'incident.....	15
Article 2.5.4. Mesures particulières en cas d'accident.....	16
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	17
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	17
Article 3.1.1. Dispositions générales.....	17
Article 3.1.2. Pollutions accidentelles.....	17
Article 3.1.3. Envols et poussières.....	17
Article 3.1.3.1. Installation de TTR Valorisation.....	17
Article 3.1.3.2. Installation de stockage de déchets non dangereux.....	18
Article 3.1.4. Odeurs.....	18
Article 3.1.5. Collecte et traitement du biogaz produit.....	18
Article 3.1.5.1. Captage et traitement du biogaz.....	18
Article 3.1.5.2. Gestion générale du réseau de biogaz.....	18
Article 3.1.6. Utilisation de produits neutralisants.....	19
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE TRAITEMENT ET DE REJET.....	19
Article 3.2.1. Dispositions générales.....	19
Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées.....	19
Article 3.2.2.1. Identification des points de rejet.....	19
Article 3.2.2.2. Conception, aménagement et équipement des points de rejet.....	19
Article 3.2.3. Valeurs limites d'émission dans l'air.....	20
TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	21
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	21
Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau.....	21
Article 4.1.2. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement.....	21
Article 4.1.2.1. Connexion aux réseaux d'alimentation en eau.....	21
Article 4.1.2.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage.....	21
Article 4.1.2.3. Adaptation des prescriptions sur les prélèvements en cas de sécheresse.....	21
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	21
Article 4.2.1. Dispositions générales.....	21
Article 4.2.2. Plan des réseaux.....	21
Article 4.2.3. Entretien et surveillance.....	22
Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement.....	22
Article 4.2.5. Isolement avec les milieux.....	22
CHAPITRE 4.3 TRAITEMENT DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	22
Article 4.3.1. Identification des effluents.....	22
Article 4.3.2. Gestion générale des effluents.....	22
Article 4.3.3. Caractéristiques des bassins de confinement ou de tamponnement.....	23
Article 4.3.4. Maintenance des équipements de traitement des effluents.....	23
Article 4.3.4.1. Conception des ouvrages.....	23
Article 4.3.4.2. Entretien et conduite des installations de traitement.....	23
Article 4.3.4.3. Dysfonctionnement.....	23
Article 4.3.5. Modalités de gestion des effluents sur le site.....	24

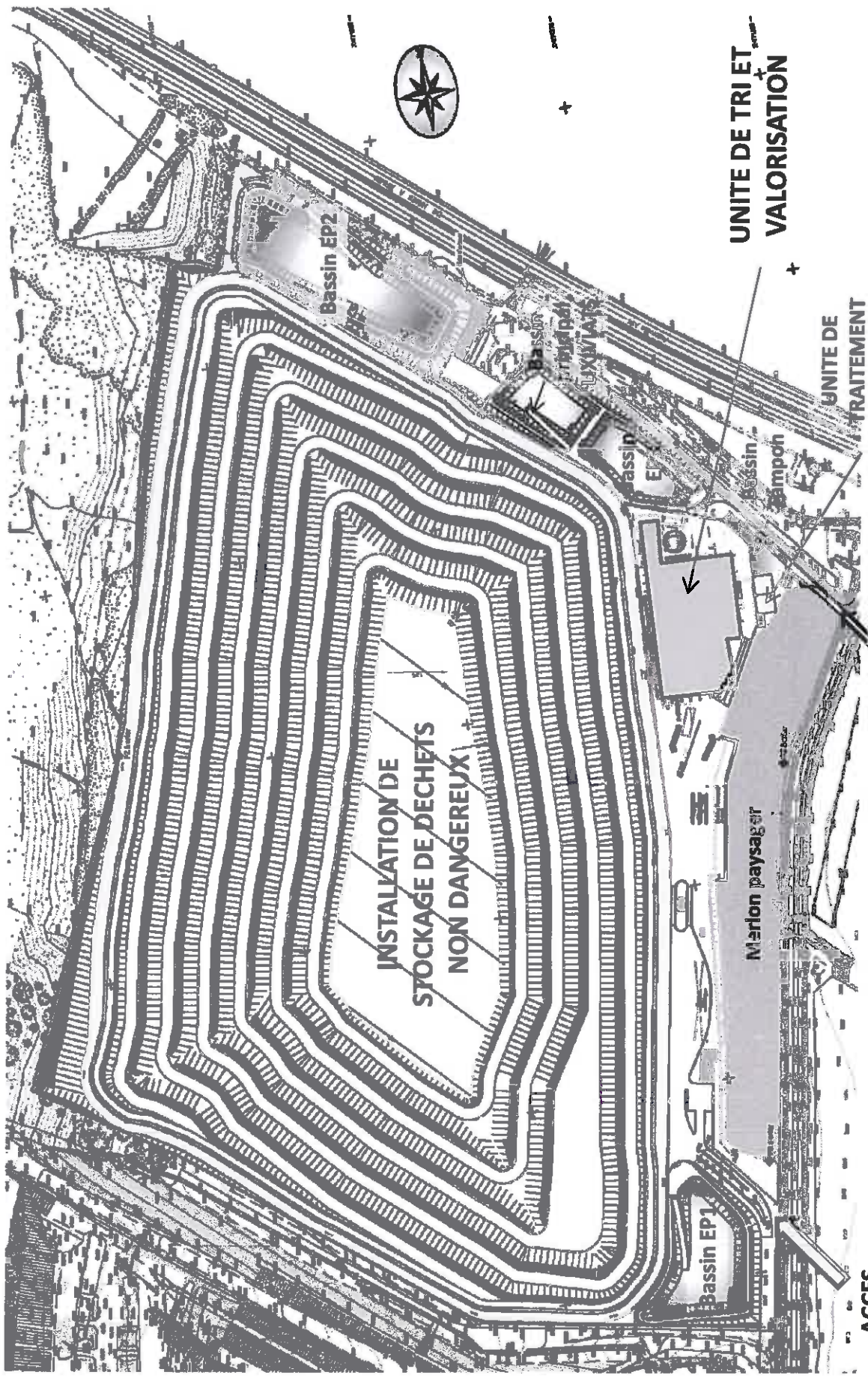
Article 4.3.5.1. Drainage périphérique des eaux souterraines ou de sub-surface	24
Article 4.3.5.2. Collecte et gestion des eaux de ruissellement extérieures (ERE)	24
Article 4.3.5.3. Collecte et gestion des eaux de ruissellement intérieures (ERI).....	24
Article 4.3.5.4. Collecte et gestion des lixiviats	24
Article 4.3.5.5. Gestion des eaux vanes et industrielles.....	25
Article 4.3.5.6. Épandage	25
CHAPITRE 4.4 CONDITIONS DE REJET	25
Article 4.4.1. Identification des points de rejet.....	25
Article 4.4.2. Aménagement des ouvrages de rejet.....	25
Article 4.4.2.1. Conception	25
Article 4.4.2.2. Points de prélèvement et de mesure	26
Article 4.4.3. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	26
CHAPITRE 4.5 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION AVANT REJET	26
Article 4.5.1. valeurs limites d'émission pour les eaux internes de ruissellement avant rejet au milieu naturel.....	26
Article 4.5.2. Eaux domestiques.....	27
TITRE 5 - DÉCHETS	28
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	28
Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets.....	28
Article 5.1.2. Séparation des déchets.....	28
Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets	28
Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement	28
Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement.....	29
Article 5.1.6. Transport.....	29
Article 5.1.7. Agrément des installations et valorisation des déchets d'emballages	29
CHAPITRE 5.2 ADMISSION DES DÉCHETS SUR SITE.....	30
Article 5.2.1. Dispositions générales.....	30
Article 5.2.2. Démarches préalables à toute admission de déchets	30
Article 5.2.2.1. Procédure d'information préalable	30
Article 5.2.2.2. Procédure d'acceptation préalable.....	30
Article 5.2.3. Procédure pour l'admission d'effluents extérieurs pour l'unité de traitement des lixiviats	32
Article 5.2.4. Contrôle des déchets à l'arrivée.....	32
Article 5.2.4.1. Enregistrement et procédure préalable	32
Article 5.2.4.2. Pesée des déchets à l'arrivée sur le site.....	32
Article 5.2.4.3. Contrôle de la radioactivité	32
Article 5.2.4.4. Contrôles visuels.....	33
Article 5.2.4.5. Admission ou refus du chargement.....	33
CHAPITRE 5.3 TRAÇABILITÉ LIÉE À LA GESTION DES DÉCHETS.....	34
Article 5.3.1. Disposition générale.....	34
Article 5.3.2. Registre des déchets produits sur le site.....	34
Article 5.3.3. Registre d'admission et de refus des déchets reçus et traités sur le site.....	34
TITRE 6 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	36
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	36
Article 6.1.1. Aménagements.....	36
Article 6.1.2. Véhicules et engins	36
Article 6.1.3. Appareils de communication.....	36
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES	36
Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence.....	36
Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation	36
Article 6.2.3. Tonalité marquée.....	36
Article 6.2.4. Vibrations	37
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	38
CHAPITRE 7.1 PRINCIPES DE MAÎTRISE DES RISQUES.....	38
Article 7.1.1. Dispositions générales.....	38

Article 7.1.2. Connaissance et caractérisation des risques.....	38
Article 7.1.2.1. Localisation des risques.....	38
Article 7.1.2.2. État des stocks de produits dangereux.....	38
Article 7.1.2.3. Étiquetage des produits dangereux.....	38
CHAPITRE 7.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES, CONDITIONS ET MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT.....	38
Article 7.2.1. Aménagement des bâtiments et aires d'exploitation.....	38
Article 7.2.2. Conditions d'intervention des services de secours.....	39
Article 7.2.2.1. Accessibilité.....	39
Article 7.2.2.2. Accessibilité des engins à proximité des installations.....	39
Article 7.2.2.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.....	39
Article 7.2.3. Désenfumage.....	39
Article 7.2.4. Moyens de lutte contre l'incendie.....	40
CHAPITRE 7.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	41
Article 7.3.1. Interdiction de feux.....	41
Article 7.3.2. Consignes de sécurité.....	41
Article 7.3.3. Installations électriques.....	41
Article 7.3.4. Cas des zones à risque d'atmosphère explosible (ATEX).....	41
Article 7.3.5. Protections individuelles du personnel d'intervention.....	42
Article 7.3.6. Travaux d'entretien et de maintenance.....	42
Article 7.3.7. Alimentation de secours.....	42
Article 7.3.8. Protection contre la foudre.....	42
Article 7.3.9. Protection contre les incendies de forêt.....	42
Article 7.3.10. Dispositions relatives aux risques d'inondation.....	43
CHAPITRE 7.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	43
Article 7.4.1. Rétentions associées aux stockages de produits.....	43
Article 7.4.1.1. Dimensionnement.....	43
Article 7.4.1.2. Règles générales de construction et d'aménagement.....	43
Article 7.4.1.3. Règles générales de gestion.....	43
Article 7.4.1.4. Vérification de l'état des dispositifs de rétention.....	43
Article 7.4.2. Equipements de stockage et de transport de matières, fluides, effluents, déchets.....	44
Article 7.4.2.1. Réservoirs.....	44
Article 7.4.2.2. Tuyauteries.....	44
Article 7.4.2.3. Aires de chargement et de déchargement.....	44
Article 7.4.3. Confinement des eaux et écoulements sur site.....	44
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....	45
CHAPITRE 8.1 INSTALLATION DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES (DAE) ET ENCOMBRANTS VALORISABLES.....	45
Article 8.1.1. Aménagement.....	45
Article 8.1.2. Conditions générales d'exploitation.....	45
Article 8.1.2.1. Déchargement des déchets.....	45
Article 8.1.2.2. Conditions de tri et de stockage des DAEND et encombrants bruts.....	45
Article 8.1.2.3. Conditions de tri et de stockage des fractions triées.....	45
Article 8.1.3. Sécurité.....	46
Article 8.1.4. Rejets atmosphériques.....	46
Article 8.1.5. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	46
Article 8.1.6. Rapport Annuel.....	46
CHAPITRE 8.2 INSTALLATION DE STOCKAGE DES DÉCHETS ULTIMES NON DANGEREUX.....	46
Article 8.2.1. Réalisation de l'affouillement.....	46
Article 8.2.2. Aménagement général.....	46
Article 8.2.2.1. Barrière de sécurité passive.....	47
Article 8.2.2.2. Barrière de sécurité active.....	47
Article 8.2.2.3. Fin des travaux d'aménagement.....	48
Article 8.2.2.4. Intégration paysagère.....	48
Article 8.2.3. Conditions générales d'exploitation.....	48

Article 8.2.3.1. Conditions préalables	48
Article 8.2.3.2. Plan d'exploitation	48
Article 8.2.3.3. Progression de l'exploitation	48
Article 8.2.3.4. Modalités de mise en place des déchets	49
Article 8.2.3.5. Recouvrement quotidien	49
Article 8.2.4. Réaménagement final	49
Article 8.2.4.1. Couverture finale	49
Article 8.2.4.2. Plan général de couverture	49
Article 8.2.4.3. Fin d'exploitation	49
Article 8.2.4.4. Réaménagement final de l'ISDND	50
Article 8.2.4.5. Servitudes	50
Article 8.2.5. Suivi post exploitation	50
Article 8.2.5.1. Suivi trentennal	50
Article 8.2.5.2. Fin de la période de suivi	50
Article 8.2.6. Sécurité	51
Article 8.2.7. Rejets atmosphériques	51
Article 8.2.8. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	51
Article 8.2.9. Rapport Annuel	51
CHAPITRE 8.3 UNITÉ DE TRAITEMENT DES LIXIVIATS	51
Article 8.3.1. Aménagement	51
Article 8.3.2. Conditions générales d'exploitation	51
Article 8.3.2.1. Dépotage des effluents et lixiviats provenant de sites extérieurs	51
Article 8.3.2.2. Conditions de fonctionnement de l'unité	51
Article 8.3.2.3. Gestion des déchets produits par l'unité : concentrats et résidus secs	51
Article 8.3.2.4. Caractéristiques des installations de destruction du biogaz : Torchères	52
Article 8.3.3. Sécurité	52
Article 8.3.3.1. Conditions générales	52
Article 8.3.3.2. Alimentation en biogaz	52
Article 8.3.4. Rejets atmosphériques	53
Article 8.3.5. Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	53
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS	54
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE	54
Article 9.1.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance	54
Article 9.1.2. mesures comparatives	54
Article 9.1.3. Conditions générales de la surveillance des rejets	54
CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE	55
Article 9.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques	55
Article 9.2.1.1. Auto surveillance par la mesure des émissions diffuses	55
Article 9.2.1.2. Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées	55
Article 9.2.2. Relevé des prélèvements d'eau	55
Article 9.2.3. Auto surveillance des rejets aqueux	55
Article 9.2.3.1. Comptage	55
Article 9.2.3.2. Bilan hydrique	55
Article 9.2.3.3. Lixiviats	56
Article 9.2.3.4. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets	56
Article 9.2.4. Auto surveillance des eaux souterraines	56
Article 9.2.4.1. Définition du réseau de surveillance	56
Article 9.2.4.2. Mesures et Fréquences	56
Article 9.2.4.3. Plan de surveillance renforcé	57
Article 9.2.5. Auto surveillance des niveaux sonores	57
Article 9.2.5.1. Mesures périodiques	57
Article 9.2.6. Relevé topographique	57
Article 9.2.7. Auto Surveillance des déchets	57
Article 9.2.7.1. Registre de déchets, justificatifs et bilan	57
Article 9.2.7.2. Mesures périodiques	57
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS	58

Article 9.3.1. Actions correctives.....	58
Article 9.3.2. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance.....	58
CHAPITRE 9.4 BILANS PÉRIODIQUES	58
Article 9.4.1. Bilans relatifs à l'exploitation du site.....	58
Article 9.4.1.1. Information immédiate.....	58
Article 9.4.1.2. Rapports périodiques d'exploitation.....	58
Article 9.4.1.3. Rapport annuel d'activité	59
Article 9.4.1.4. Déclaration annuelle des émissions de toute nature (GEREP).....	59
Article 9.4.2. Dossier de réexamen (directive IED).....	59
CHAPITRE 9.5 INFORMATION DU PUBLIC.....	59
Article 9.5.1. Document annuel d'information mis à la disposition du public.....	59
Article 9.5.2. Commission de suivi de site.....	60
TITRE 10 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	61
CHAPITRE 10.1 MODALITES D'APPLICATION.....	61
Article 10.1.1. Recapitulatif des echeances.....	61
Article 10.1.2. Evolution des conditions de l'autorisation.....	61
Article 10.1.3. Contrôles de l'inspection des installations classées.....	61
Article 10.1.4. Contrôles particuliers.....	62
Article 10.1.5. Sanctions.....	62
Article 10.1.6. Taxe GÉNÉRALE sur les activités polluantes	62
CHAPITRE 10.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	62
CHAPITRE 10.3 PUBLICITÉ.....	62
CHAPITRE 10.4 EXÉCUTION	63

SITA SUD
Localisation des activités du Pôle de Recyclage et d'Élimination des Déchets Non Dangereux de la Rosaie - Commune de Bellegarde (30)



ACCES PRINCIPAL

ACCES POMPIERS

UNITE DE TRAITEMENT LIXIVIATS/BIOGAZ

UNITE DE TRI ET VALORISATION

SANS ECHELLE

INSTALLATIONS CLASSEES

Département du **GARD**

Commune de **BELLEGARDE**

PROJET

Arrêté préfectoral N°

instituant des servitudes d'utilité publique autour de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SITA SUD à BELLEGARDE.

Le préfet du Gard, chevalier de la Légion d'honneur ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8 à L. 515-12 et les articles R 515-24 à R 515-31-2 de la partie réglementaire ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 04 décembre 2012 et complétée le 05 avril 2013 par la société SITA SUD pour l'exploitation d'installations de traitement et d'élimination de déchets non dangereux;

Vu le dossier déposé le le 04 décembre 2012 par lequel la société SITA SUD sollicite l'institution de servitudes d'utilité publique sur les terrains situés autour de son installation de stockage de déchets non dangereux de Bellegarde ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de Nîmes portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2013 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 23 septembre 2013 au 5 novembre 2013 sur le territoire de la commune de Bellegarde ;

Vu le dossier d'enquête publique ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer du Gard ;

Vu l'avis du service chargé de la sécurité civile ;

Vu le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 23 novembre 2013 parvenu en préfecture le 4 décembre 2013;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 mars 2014;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du _____, au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, de réglementer les usages du sol dans le voisinage de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SITA SUD à Bellegarde ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la Préfecture du Gard;

ARRÊTE :**ARTICLE 1.**

Il est institué des servitudes d'utilité publique sur les parcelles ou parties de parcelles de la commune de BELLEGARDE, cadastrées figurant dans le tableau ci-dessous, qui se trouvent à l'intérieur du périmètre intitulé "limite des 200 m".

COMMUNE	SECTION	N°Parcelle	LIEU-DIT	SURFACE CADASTRALE (m2)	EMPRISE 200m SURFACE GRAPHIQUE (m2)	NOM DU PROPRIETAIRE
Bellegarde	E	1400	Piechegut	55 602	3 925	BRL
Bellegarde	E	1419	Piechegut	141 995	121 693	Commune de Bellegarde
Bellegarde	D	2041	La Costière de Broussan	10 983	239	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	D	2207	La Costière de Broussan	5 456	1 162	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	918	Piechegut	11 970	12 264	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	1242	Sautebraut	13 287	16	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	1243	Sautebraut	3 873	134	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	1244	Sautebraut	24 884	6 350	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	1246	Broussan	966	906	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	1248	Broussan	6 567	6 436	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	1250	Broussan	27 011	25 499	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	1252	Piechegut	911	904	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	1254	Piechegut	4 743	4 530	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	1256	Piechegut	242	198	ASF-Autoroutes du Sud de la France
Bellegarde	E	1316	Broussan	2 593	2 591	Etat - Ministère de l'équipement des transport et du logement
Bellegarde	E	1318	Broussan	782	804	Etat - Ministère de l'équipement des transport et du logement
Bellegarde	E	1319	Broussan	118	115	Etat - Ministère de l'équipement des transport et du logement
Bellegarde	E	1251	Broussan	52 569	7 998	M. ROGER Jean-Marie époux VIDAL Françoise
Bellegarde	E	1315	Broussan	36 823	4 687	M. ROGER Jean-Marie époux VIDAL Françoise
Bellegarde	E	1317	Broussan	10 798	8 553	M. ROGER Jean-Marie époux VIDAL Françoise

ARTICLE 5.

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bellegarde et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie ;
- le même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'installation de stockage de la société SITA SUD par les soins de l'exploitant ;
- un avis au public est inséré par les soins du préfet et au frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 6.

Le présent arrêté est notifié par le préfet :

- à la société SITA SUD,
- au maire de Bellegarde,
- à chacun des propriétaires ou titulaires de droits réels des parcelles mentionnées à l'article 1^{er}, ou à leurs ayants droits.

ARTICLE 7.

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Languedoc-Roussillon, Inspecteur des installations classées et monsieur le maire de Bellegarde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de NÎMES) conformément aux dispositions des articles L.514-6 et R514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Nîmes, le

Le préfet,

Etabli par l'inspecteur de l'environnement

A Montpellier,



Céline INFRAY

Proposé par le chef de l'unité territoriale Gard-Lozère,

Alès, le



Philippe CHOQUET

Bellegarde	E	1078	Piechegut	31	25	Mme ROGER Jeanine Marie epx RIOU Michel Paul
Bellegarde	E	1031	Piechegut	140 907	56 805	SA GEODE FONCIERE
Bellegarde	E	1032	Piechegut	1 805	1 980	SA GEODE FONCIERE
Bellegarde	E	1068	Piechegut	30	5	SA GEODE FONCIERE
Bellegarde	E	1072	Piechegut	70 978	33 427	SA GEODE FONCIERE
Bellegarde	E	1079	Piechegut	114	61	SA GEODE FONCIERE
Bellegarde	E	1420	Piechegut	77 201	22 106	SA GEODE FONCIERE
Bellegarde	D	1736	La Costière de Broussan	137 783	21 738	SC Roseraies Meilland Richardier
Bellegarde	D	1980	La Costière de Broussan	93 571	928	SC Roseraies Meilland Richardier
Bellegarde	D	1983	La Costière de Broussan	33 540	28 801	SC Roseraies Meilland Richardier
Bellegarde	E	864	Piechegut	56 835	3 508	SITA FD

ARTICLE 2.

Sur les parcelles ou parties de parcelles définies à l'article 1^{er} sont interdits jusqu'à la fin de l'exploitation et du suivi trentenaire du centre de stockage de déchets non dangereux de la société SITA SUD, tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol entraînant une présence autre qu'occasionnelle de personnes non liées à l'exploitation ou au suivi en fin d'exploitation de l'installation de stockage de déchets ménagers notamment :

- l'habitation ou l'occupation par des tiers de tout immeuble, qu'il s'agisse de construction, d'installation ou de terrains non bâtis ;
- l'aménagement ou l'implantation de terrains de loisirs et de sports ;
- l'aménagement ou l'implantation de terrains de camping ou le stationnement d'habitations mobiles ou provisoires (caravanes, mobil-home, etc.) ;
- l'aménagement ou l'implantation d'établissements recevant du public.

Dans ce périmètre devront être soumis à étude d'impact préalable les ouvrages ou travaux suivants :

- création de captage d'eau, puits, forage ;
- création de carrières, galeries souterraines ;
- travaux de drainage en profondeur, affectant les eaux souterraines.

Ces servitudes couvrent la totalité de la durée d'exploitation et de la période de suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux soit environ 59 ans à partir du début de son exploitation.

ARTICLE 3.

Ces servitudes sont annexées au plan local d'urbanisme de la commune de Bellegarde dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme. Elles feront également l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 4.

Ces servitudes peuvent ouvrir droit à une indemnité dans les conditions définies à l'article L 515-11 du code de l'environnement.

La demande d'indemnisation doit être adressée à la société SITA SUD dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté.

ANNEXE : Projet d'arrêté préfectoral au format attendu par le Service Public Foncier30

RÉSERVÉ SERVICE CHARGÉ DE LA PUBLICITÉ FONCIÈRE

Projet d'arrêté Préfectoral

Commune de Bellegarde

Institution d'une servitude d'utilité publique autour de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SITA SUD à BELLEGARDE.

Arrêté Préfectoral n°

Le préfet du Gard, chevalier de la Légion d'honneur ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8 à L. 515-12 et les articles R 515-24 à R 515-31-2 de la partie réglementaire ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 04 décembre 2012 et complété le 05 avril 2013 par la société SITA SUD pour l'exploitation d'installations de traitement et

d'élimination de déchets non dangereux;

Vu le dossier déposé le 04 décembre 2012 par lequel la société SITA SUD sollicite l'institution de servitudes d'utilité publique sur les terrains situés autour de son installation de stockage de déchets non dangereux de Bellegarde ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de Nîmes portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2013 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 23 septembre 2013 au 5 novembre 2013 sur le territoire de la commune de Bellegarde ;

Vu le dossier d'enquête publique ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer du Gard ;

Vu l'avis du service chargé de la sécurité civile ;

Vu le rapport et l'avis du commissaire-enquêteur en date du 23 novembre 2013 parvenu en préfecture le 4 décembre 2013;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 mars 2014;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 20 mai 2014 au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de protéger les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, de réglementer les usages du sol dans le voisinage de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SITA SUD à Bellegarde ;

L'exploitant entendu ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la Préfecture du Gard;

ARRETE

ARTICLE 1 : Désignation des Immeubles et Propriétaires

Article 1.1- Parcelle E1400 - BRL

L'immeuble, ci après désigné la « Parcelle », cadastré sur la commune de BELLEGARDE à la Section E – n°1400, objet du présent arrêté, propriété de BRL, anciennement dénommé CIE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE LA REGION DU BAS RHONE ET DU LANGUEDOC, obtenu après division (le 30 décembre 1997, publié le 15 janvier 1998 volume 1998P n°996 au bureau des hypothèques de Nîmes) de l'immeuble cadastré Section E – n°692, acquis le 13 janvier 1964 de la COMMUNE DE BELLEGARDE, publié le 14 février 1964 volume 5988 n°22 au bureau des hypothèques de Nîmes, est inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur cette « Parcelle » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.2- Parcelle E1419 – Commune de Bellegarde

L'immeuble, ci après désigné la « Parcelle », cadastré sur la commune de BELLEGARDE à la Section E – n°1419, objet du présent arrêté, propriété de COMMUNE DE BELLEGARDE, obtenu après division (le 14 juin 1999, publié le 30 juillet 1999 volume 1999P n°5748 au bureau des hypothèques de Nîmes) de l'immeuble cadastré Section E – n°919, acquis le 13 janvier 1964 de la COMPAGNIE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE LA REGION DU BAS-RHONE ET DU LANGUEDOC , enregistrée au registre du commerce sous le numéro de SIREN 550 200 661 RCS de Nîmes, sous la forme d'une Société Anonyme dont le siège social se situe 1105 avenue Pierre Mendès France, 30000 Nîmes, publié le 14 février 1964 volume 5988 n°22 au bureau des hypothèques de Nîmes, est inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur cette « Parcelle » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.3- Parcelles D2041, E1246, E1248, E1250, E1254, E1256 – ASF

Les immeubles, ci après désignés « Parcelles », cadastrés sur la commune de BELLEGARDE aux Sections D – n°2041, E – n°1246, E – n°1248, E – n°1250, E – n°1254 et E – n°1256 objet du présent arrêté, propriétés de l'ETAT, acquis le 17 juillet 1986 de ROGER né le 10 août 1912, publié le 4 septembre 1986 volume 3841 n°34 au bureau des hypothèques de Nîmes, sont inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur ces « Parcelles » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.4- Parcelle D2207 – ASF

L'immeuble, ci après désigné la « Parcelle », cadastré sur la commune de BELLEGARDE à la Section D – n°2207, objet du présent arrêté, propriété de l'ETAT, acquis le 31 juillet 1987 de ROGER né le 10 août 1912, publié le 4 septembre 1987 volume 4143 n°18 au bureau des hypothèques de Nîmes, est inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur cette « Parcelle » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.5- Parcelles E918, E1244 – ASF

Les immeubles, ci après désignés « Parcelles », cadastrés sur la commune de BELLEGARDE aux Sections E – n°918 et E - n°1244, objet du présent arrêté, propriétés de l'ETAT, acquis le 29 juillet 1986 de SENDRA né le 28 septembre 1934, publié le 4 septembre 1986 volume 3842 n°6 au bureau des hypothèques de Nîmes, sont inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur ces « Parcelles » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.6- Parcelles E1242, E1243 – ASF

Les immeubles, ci après désignés « Parcelles », cadastrés sur la commune de BELLEGARDE aux Sections E – n°1242 et E - n°1243, objet du présent arrêté, propriétés de l'ETAT, acquis le 13 octobre 1986 de la COMMUNE DE BELLEGARDE, publié le 28 octobre 1986 volume 3889 n°1 au bureau des hypothèques de Nîmes, sont inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur ces « Parcelles » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.7- Parcelle E1252 – ASF

L'immeuble, ci après désigné la « Parcelle », cadastré sur la commune de BELLEGARDE à la Section E – n°1252, objet du présent arrêté, propriété de l'ETAT, acquis le 6 août 1986 de ROGER née le 12 août 1929, publié le 1^{er} octobre 1986 volume 3866 n°6 au bureau des hypothèques de Nîmes, est inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur cette « Parcelle » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.8- Parcelles E1316, E1317, E1319 – MINISTERE DES TRANSPORTS

Les immeubles, ci après désignés « Parcelles », cadastrés sur la commune de BELLEGARDE aux Sections E – n°1316, E - n°1317 et E - n°1319, objet du présent arrêté, propriétés de l'ETAT, acquis le 13 septembre 1991 de ROGER né le 4 juin 1944 et BADY née le 15 février 1909, publié le 3 octobre 1991 volume 6627 au bureau des hypothèques de Nîmes, sont inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur ces « Parcelles » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.9- Parcelle E1251 – ROGER Jean- Marie, epx VIDAL

L'immeuble, ci après désigné « Parcelle », cadastré sur la commune de BELLEGARDE à la Section E – n°1251 objet du présent arrêté, propriété de M. ROGER Jean-Marie Louis Eugène né le 4 juin 1944 à BELLEGARDE, époux VIDAL, reçu le 10 février 1989 de ROGER né le 10 août 1912, publié le 7 avril 1989 volume 4630 n°1 au bureau des hypothèques de Nîmes, est inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur cette « Parcelle » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.10- Parcelle E1317, E1315– ROGER Jean- Marie, epx VIDAL

Les immeubles, ci après désignés « Parcelles », cadastrés sur la commune de BELLEGARDE aux Sections E – n°1317 et E – n°1315 objet du présent arrêté, propriétés de M. ROGER Jean-Marie Louis Eugène né le 4 juin 1944 à BELLEGARDE, épouse VIDAL, obtenus après division (le 13 septembre 1991, publié le 3 octobre 1991 volume 1991 P 6627 au bureau des hypothèques de Nîmes,) des immeubles cadastrés Section E – n°1247 et Section E - n°1249 reçus le 10 février 1989 de ROGER né le 10 août 1912, publié le 7 avril 1989 volume 4630 n°1 au bureau des hypothèques de Nîmes, sont inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur ces « Parcelles » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.11- Parcelle E1078 – Mme ROGER Jeanine Marie, epx RIOU Michel Paul

L'immeuble, ci après désigné la « Parcelle », cadastré sur la commune de BELLEGARDE à la Section E – n°1078, objet du présent arrêté, propriété de Mme ROGER Jeanine Marie Thérèse Gillette, née le 12 août 1929 à SAINT GILLES, époux RIOU né le 3 avril 1929 à SAINT GILLES, reçu les 6 et 11 juillet 1979 de ROGER né le 10 août 1912, publié le 26 juillet 1979 volume 1920 n°1 au bureau des hypothèques de Nîmes, est inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur cette « Parcelle » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.12- Parcelles E1031, E1032 – SA GEODE FONCIERE

Les immeubles, ci après désignés « Parcelles », cadastrés sur la commune de BELLEGARDE aux Sections E – n°1031 et E - n°1032 objet du présent arrêté, propriétés de

la SA GEODE FONCIERE, acquis le 14 juin 1999, de ROBIN né le 28 août 1936 et GRANET née le 29 juillet 1941, publié le 5 août 1999 volume 1999 n°5990 au bureau des hypothèques de Nîmes, sont inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur ces « Parcelles » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.13- Parcelles E1068, E1072, E1079, E1420 – SA GEODE FONCIERE

Les immeubles, ci après désignés « Parcelles », cadastrés sur la commune de BELLEGARDE aux Sections E – n°1068, E – n°1072, E – n°1079 et E - n°1420 objet du présent arrêté, propriétés de la SA GEODE FONCIERE, acquis le 14 juin 1999, de la COMMUNE DE BELLEGARDE, publié le 30 juillet 1999 volume 1999P n°5748 et volume 1999P n°5801 au bureau des hypothèques de Nîmes, sont inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur ces « Parcelles » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.14- Parcelles D1736, D1980, D1983 – ROSERAIES MEILLAND RICHARDIER

Les immeubles, ci après désignés « Parcelles », cadastrés sur la commune de BELLEGARDE aux Sections D – n°1736, D – n°1980 et D - n°1983 objet du présent arrêté, propriétés de la SAS ROSERAIES MEILLAND RICHARDIER, acquis le 24 février 1989 de la S.A.F.E.R, publié les 4 avril et 24 mai 1989 volume 4626 n°7 au bureau des hypothèques de Nîmes, sont inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur ces « Parcelles » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

Article 1.15- Parcelle E864 – SITA FD

L'immeuble, ci après désigné la « Parcelle », cadastré sur la commune de BELLEGARDE à la Section E – n°864, objet du présent arrêté, propriété de SITA FD, anciennement dénommé FRANCE DECHET, acquis le 11 février 2002 de CHABALIER né le 28 juin 1950 et DARBOUX né le 2 février 1950 est inclus dans le périmètre intitulé « limite des 200 mètres ».

Une servitude d'utilité publique est instituée sur cette « Parcelle » dont le périmètre est représenté schématiquement en annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Restrictions d'usage

Sur les parcelles ou parties de parcelles définies à l'article 1^{er} sont interdits jusqu'à la fin de l'exploitation et du suivi trentenaire du centre de stockage de déchets non dangereux de la société SITA SUD, tous les modes d'occupation ou d'utilisation du sol entraînant une présence autre qu'occasionnelle de personnes non liées à l'exploitation ou au suivi en fin d'exploitation de l'installation de stockage de déchets ménagers notamment :

- l'habitation ou l'occupation par des tiers de tout immeuble, qu'il s'agisse de construction, d'installation ou de terrains non bâtis ;
- l'aménagement ou l'implantation de terrains de loisirs et de sports ;
- l'aménagement ou l'implantation de terrains de camping ou le stationnement d'habitations mobiles ou provisoires (caravanes, mobil-home, etc.) ;
- l'aménagement ou l'implantation d'établissements recevant du public.

Dans ce périmètre devront être soumis à étude d'impact préalable les ouvrages ou travaux suivants :

- création de captage d'eau, puits, forage ;
- création de carrières, galeries souterraines ;
- travaux de drainage en profondeur, affectant les eaux souterraines.

Ces servitudes couvrent la totalité de la durée d'exploitation et de la période de suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux soit environ 59 ans à partir du début de son exploitation.

ARTICLE 3 : Porter à connaissance

Ces servitudes sont annexées au plan local d'urbanisme de la commune de Bellegarde dans les conditions prévues à l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme. Elles feront également l'objet d'un enregistrement à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 4 : Indemnisation

Ces servitudes peuvent ouvrir droit à une indemnité dans les conditions définies à l'article L 515-11 du code de l'environnement.

La demande d'indemnisation doit être adressée à la société SITA SUD dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Bellegarde et peut y être consultée ;
- un extrait du présent arrêté est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie ;
- le même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'installation de stockage de la société SITA SUD par les soins de l'exploitant ;
- un avis au public est inséré par les soins du préfet et au frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 6 : Notification

Le présent arrêté est notifié par le préfet :

- à la société SITA SUD,
- au maire de Bellegarde,
- à chacun des propriétaires ou titulaires de droits réels des parcelles mentionnées à l'article 1^{er}, ou à leurs ayants droits.

Le présent arrêté fait l'objet d'une inscription au service de la publicité foncière.

L'exonération de taxe est prise en vertu de l'article 42 du code général des impôts.

Le calcul de la contribution de solidarité immobilière (CSI) est évaluée à 15 €.

ARTICLE 7: Execution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Languedoc-Roussillon, l'inspection des installations classées et monsieur le maire de Bellegarde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de NIMES) conformément aux dispositions des articles L.514-6 et R514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Nîmes, le
Le préfet,

Etabli par l'inspecteur de l'environnement
A Montpellier,



Céline INFRAY

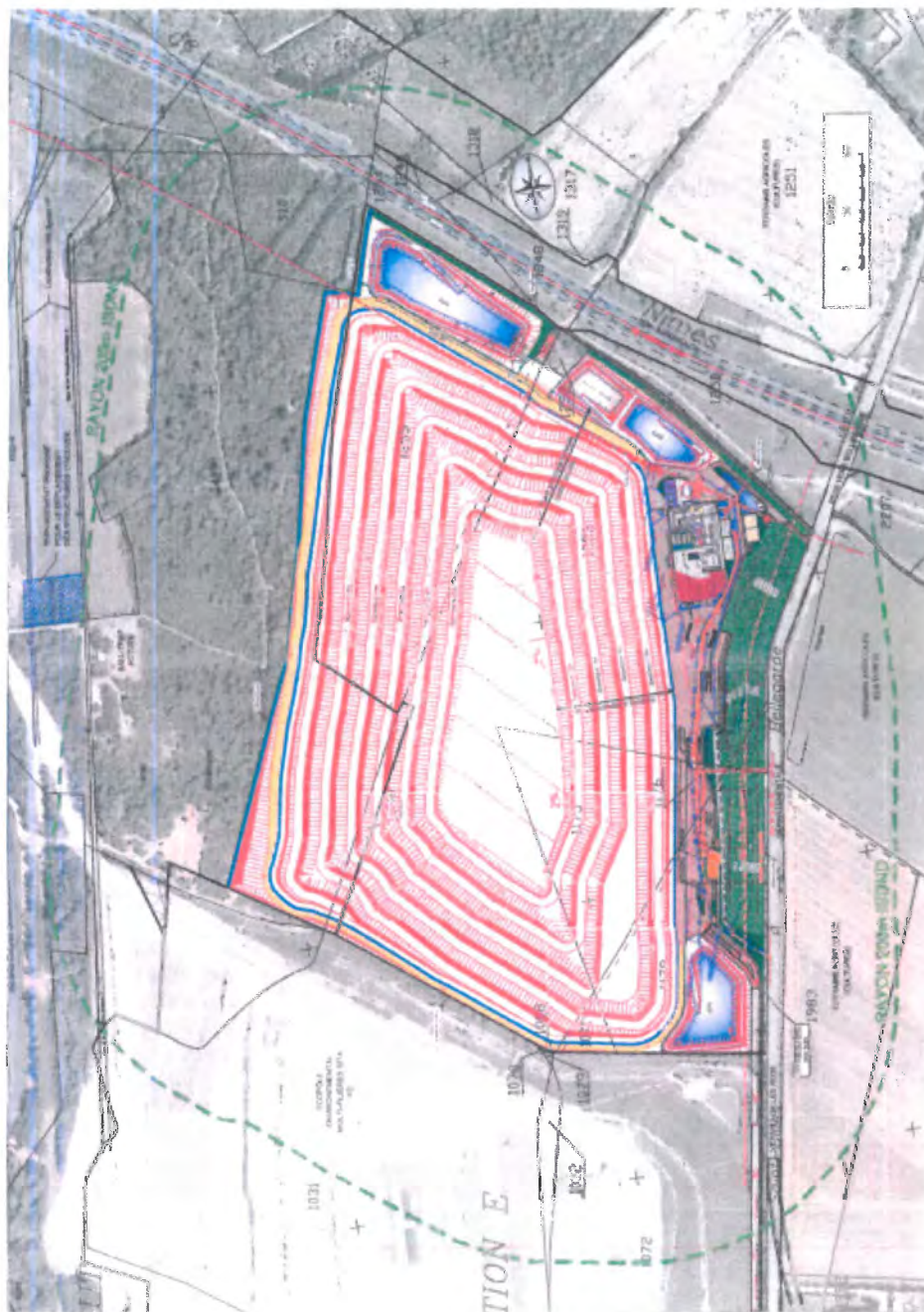
Proposé par le chef de l'unité territoriale Gard-Lozère,
Alès, le



Philippe CHOQUET

ANNEXE1 :

SITA SUD : ACTIVITES ET PERIMETRE « LIMITE DES 200 METRES »



ANNEXE 2 :

**LISTES DES PARCELLES SITUÉES A L'INTERIEUR DU PERIMETRE
INTITULE « LIMITE DES 200 METRES »**

COMMUNE	SECTION	N° PARCELLE	LIEU-DIT	SURFACE CADASTRALE (M2)	EMPRISE 200M SURFACE GRAPHIQUE (M2)	NOM DU PROPRIETAIRE
BELLEGARDE	E	1400	PIECHEGUT	55 602	3 925	BRL
BELLEGARDE	E	1419	PIECHEGUT	141 995	121 693	COMMUNE DE BELLEGARDE
BELLEGARDE	D	2041	LA COSTIÈRE DE BROUSSAN	10 983	239	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	D	2207	LA COSTIÈRE DE BROUSSAN	5 456	1 162	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	918	PIECHEGUT	11 970	12 264	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	1242	SAUTEBRAUT	13 287	16	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	1243	SAUTEBRAUT	3 873	134	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	1244	SAUTEBRAUT	24 884	6 350	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	1246	BROUSSAN	966	906	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	1248	BROUSSAN	6 567	6 436	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	1250	BROUSSAN	27 011	25 499	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	1252	PIECHEGUT	911	904	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	1254	PIECHEGUT	4 743	4 530	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	1256	PIECHEGUT	242	198	ASF-AUTOROUTES DU SUD DE LA FRANCE
BELLEGARDE	E	1316	BROUSSAN	2 593	2 591	ETAT - MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT DES TRANSPORT ET DU LOGEMENT
BELLEGARDE	E	1318	BROUSSAN	782	804	ETAT - MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT DES TRANSPORT ET DU LOGEMENT
BELLEGARDE	E	1319	BROUSSAN	118	115	ETAT - MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT DES TRANSPORT ET DU LOGEMENT
BELLEGARDE	E	1251	BROUSSAN	52 569	7 998	M. ROGER JEAN-MARIE ÉPX VIDAL FRANÇOISE
BELLEGARDE	E	1315	BROUSSAN	36 823	4 687	M. ROGER JEAN-MARIE ÉPX VIDAL FRANÇOISE
BELLEGARDE	E	1317	BROUSSAN	10 798	8 553	M. ROGER JEAN-MARIE ÉPX VIDAL FRANÇOISE
BELLEGARDE	E	1078	PIECHEGUT	31	25	MME ROGER JEANINE MARIE EPX RIOU MICHEL PAUL

BELLEGARDE	E	1031	PIECHEGUT	140 907	56 805	SA GEODE FONCIERE
BELLEGARDE	E	1032	PIECHEGUT	1 805	1 980	SA GEODE FONCIERE
BELLEGARDE	E	1068	PIECHEGUT	30	5	SA GEODE FONCIERE
BELLEGARDE	E	1072	PIECHEGUT	70 978	33 427	SA GEODE FONCIERE
BELLEGARDE	E	1079	PIECHEGUT	114	61	SA GEODE FONCIERE
BELLEGARDE	E	1420	PIECHEGUT	77 201	22 106	SA GEODE FONCIERE
BELLEGARDE	D	1736	LA COSTIÈRE DE BROUSSAN	137 783	21 738	SC ROSERAIES MEILLAND RICHARDIER
BELLEGARDE	D	1980	LA COSTIÈRE DE BROUSSAN	93 571	928	SC ROSERAIES MEILLAND RICHARDIER
BELLEGARDE	D	1983	LA COSTIÈRE DE BROUSSAN	33 540	28 801	SC ROSERAIES MEILLAND RICHARDIER
BELLEGARDE	E	864	PIECHEGUT	56 835	3 508	SITA FD

CERTIFICAT D'IDENTITE

Le préfet soussigné, certifie que les identités complètes des parties dénommés à l'article 1, tels que dénommés à l'article 1, telles qu'elles sont indiquées en tête et à la suite de son nom lui ont été régulièrement justifiées.

CERTIFICAT DE CONFORMITÉ

Le Préfet soussigné, certifie que la présente copie hypothécaire, conforme à l'arrêté destiné à recevoir la mention de publicité et aux minutes, sans renvoi, ni mot nul, ledit document établi sur 12 pages (y compris celle-ci).

Fait à Nîmes, le

Le Préfet,